

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LA

COCHINCHINE FRANÇAISE

ET SON

ORGANISATION POLITIQUE

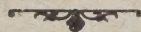
THÈSE

POUR LE DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

PAR

NGUYÊN-THANH-KHIÊT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



MONTPELLIER

IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1915

L. A

COCHINCHINE FRANÇAISE

ET SON

ORGANISATION POLITIQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555617_0003

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LA
COCHINCHINE FRANÇAISE
5

ET SON
ORGANISATION POLITIQUE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

PAR

NGUYỄN-THANH-KHIẾT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1915



UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

- MM. Brémont**, Doyen, professeur de Droit administratif.
Charmont, professeur de Droit civil.
Chausse, professeur de Droit romain.
Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.
Perreau, professeur de Procédure Civile (suppléé).
Moye, professeur de Droit international public.
Rist, professeur d'Économie politique (suppléé)
Morin, professeur de Droit civil.
Bridrey, professeur de Droit romain.
Ricol, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.
Donnedieu de Vabres, agrégé, chargé d'un cours de Droit criminel.
Perrot, agrégé, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.
Dubois, chargé des fonctions d'agrégé.
Vigié, Doyen honoraire.
Laborde, professeur honoraire
Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Moye, *président*.

Brémont

Ricol.

} *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA FAMILLE TANT AIMÉE

A MON INOUBLIABLE PROTECTEUR ET BIENFAITEUR

MONSIEUR LE DOCTEUR EDOUARD BOSC

CHEF DU SERVICE D'ANATOMIE PATHOLOGIQUE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE

ET AUX HOPITAUX DE MONTPELLIER

*Hommage respectueux de ma
profonde reconnaissance.*

NGUYỄN-THANH-KHIẾT.

A LA MÉMOIRE DE MON EXCELLENT CAMARADE

ALPHONSE FOLLIOT

INGÉNIEUR DES ARTS ET MANUFACTURES

TUÉ LE 31 OCTOBRE 1914, A LIHONS, PRÈS DE ROSIÈRES-EN-SANTERRE

A MADAME FAVIER

A MADEMOISELLE YVONNE FAVIER

*En souvenir de mon agréable
et trop court séjour dans leur beau
pays des Pyrénées.*

A MADAME ET MONSIEUR HENRI LAUCK

AINSI QU'A LEUR FAMILLE

*Témoignage d'amitié et en
souvenir de mon séjour à la Côte
d'Azur.*

NGUYỄN-THANH-KHIẾT.

INTRODUCTION

Depuis quelques années, l'attention de l'opinion publique métropolitaine a été attirée du côté de l'Indo-Chine. Après la guerre russo-japonaise, après la révolution chinoise, les questions d'Extrême-Orient ont pris tout à coup un intérêt nouveau. Deux grands peuples, le Japon et la Chine, venaient de se réveiller et de manifester subitement leur puissance. On devait craindre, tout naturellement, que l'Indo-Chine, encore endormie et comme arrêtée dans son évolution, ne subit, de la part de deux voisins puissants et décidés, une influence tyrannique.

Le sort des Annamites devait donc préoccuper particulièrement le Parlement et le Peuple français. Jusque-là, soit par négligence, soit par indifférence, on ne songeait guère à cette colonie. Les victoires japonaises obligèrent la Métropole à lui donner plus d'attention. On s'aperçut que la France n'avait encore rien fait pour le peuple annamite, que l'arbitraire administratif régnait en maître sur toute la Cochinchine, que, par des

procédés tout au plus dignes de l'ancien régime, un peuple, dont cependant on pourrait obtenir beaucoup, était le plus souvent pressuré. On vit le danger : les Japonais ou les Chinois n'allaient-ils pas profiter d'une telle situation, prêcher la révolte contre la France, pour imposer ensuite leur domination au peuple annamite ? Nous verrons, dans le cours de cette étude, quelle est actuellement, en Cochinchine, l'influence économique des Chinois ; nous verrons aussi quel rôle louche le Gouvernement japonais a joué dans certains complots anti-français. Tout cela a réveillé la vigilance du Parlement métropolitain. Il a reconnu que le meilleur moyen de résister aux influences étrangères était de conquérir, par de sages réformes, le cœur des Annamites, qu'il fallait ressusciter en eux une conscience nationale.

Depuis, les réformes ont commencé, mais incomplètes, fragmentaires. Nous nous proposons, dans cette étude, de faire ressortir les principaux défauts du régime cochinchinois. Nous étudierons, d'abord, l'organisation politique et administrative et nous montrerons comment elle est viciée par la confusion des pouvoirs. Nous verrons comment les indigènes sont tenus à l'écart des affaires publiques. Nous examinerons ensuite quelle est la situation politique et sociale du pays. C'est là, surtout, que nous verrons se manifester les influences étrangères ; l'histoire détaillée de certaines conspirations nous montrera, en particulier, comment le peuple annamite, qui aime la France, se laisse exciter contre elle, parce que le Gouvernement français néglige de l'instruire. A

tous ces maux, nous essayerons, peut-être avec un peu de hardiesse, de proposer quelques réformes.

Avant d'entreprendre l'exposé de notre travail, nous nous faisons un devoir de remercier publiquement tous nos professeurs de la Faculté de droit de Montpellier. Grâce à leurs savantes leçons, grâce à leurs bons conseils, grâce à leur heureuse influence, les liens qui nous attachaient déjà à la mère patrie se sont plus solidement resserrés.

L A

COCHINCHINE FRANÇAISE

ET SON

ORGANISATION POLITIQUE

Première Partie

CHAPITRE PREMIER

Régime législatif colonial

Après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, les colonies se trouvèrent soumises à un régime d'absolutisme complet. Après avoir refusé aux colonies le suffrage universel, ainsi que le droit d'envoyer des représentants au Corps législatif, l'art. 27 de la Constitution impériale du 14 janvier 1852 disposait :

« Le Sénat règle, par un sénatus-consulte : 1° la constitution de l'Algérie et des colonies ; 2°... »

Ce sénatus-consulte que promettait la Constitution fut promulgué le 3 mai 1854. Entre ces deux dates,

1852 et 1854, le chef du pouvoir exécutif se réserva exclusivement le droit de légiférer en matière coloniale.

Au point de vue de l'exercice du pouvoir législatif, le sénatus-consulte du 3 mai 1854 divisait les colonies en deux groupes bien distincts : d'une part la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ; d'autre part, toutes les autres colonies. A ces dernières s'appliquait le titre III (art. 18), qui décidait que les « Petites Colonies », c'est-à-dire les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion étaient soumises au régime des décrets simples « jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte ».

Mais ce sénatus-consulte ne devait pas être promulgué et, pour ces « Petites Colonies » qui allaient bientôt devenir de beaucoup les plus importantes, un décret simple allait rester la règle et suffire dans tous les cas.

Le sénatus-consulte du 3 mai 1854 (art. 18) créa un régime assimilateur et centralisateur à outrance. En 1870, après la chute du régime impérial, le Gouvernement de la Défense Nationale ne s'occupa guère des colonies. En 1875, les lois constitutionnelles restèrent également muettes sur ce point. Le régime de fait qui, sans texte formel, se substitua, en 1870, au régime constitutionnel établi sous l'Empire a, par suite, des origines en apparence assez mal établies. Le sénatus-consulte du 3 mai 1854 qui a réglé le pouvoir législatif colonial est encore aujourd'hui en vigueur. Mais on a beaucoup discuté, depuis 1875, sur la valeur qu'il faut encore, à l'heure actuelle, lui reconnaître au point de vue consti-

tutionnel. Nous n'insisterons pas sur les longues dissertations qu'on a faites sur la question. Nous nous contenterons de signaler les théories émises à ce sujet.

Un sénatus-consulte impérial, comme celui du 3 mai 1854, dit-on, est un acte constitutionnel.

Elaboré par le Sénat, « gardien du pacte fondamental et des libertés publiques », aux termes mêmes de l'art. 25 de l'acte constitutionnel de 1854, sanctionné et promulgué par le chef de l'Etat, s'imposant par suite aussi bien au Corps législatif qu'au pouvoir exécutif, ce sénatus-consulte est une sorte d'acte additionnel à la Constitution impériale elle-même. Donc, la Constitution de 1852 ayant disparu en 1870, le sénatus-consulte de 1854 a disparu avec elle. Aujourd'hui, il n'y a plus de texte organique réglant, au point de vue constitutionnel, la question du pouvoir législatif colonial. C'est là la théorie de M. Isaac, sénateur de la Guadeloupe, laquelle n'a pas été admise par le Sénat dans sa séance du 30 mai 1892.

En 1893, M. Duchêne, dans sa thèse sur le régime législatif des colonies, soutient que le sénatus-consulte de 1854, une fois rendu, est une loi particulière, une loi d'un caractère spécial peut-être, une loi organique si l'on veut, mais non, en réalité, un acte constitutionnel. Il démontre, en effet, que le sénatus-consulte de 1854 contient une délégation de pouvoirs émanant de l'autorité législative en faveur du pouvoir exécutif, d'où découle, pour celui-ci, le droit de légiférer par voie de décrets, d'une part, et d'autre part, pour le Parlement,

le droit de légiférer par des lois quand il le juge à propos. M. Duchêne conclut que le sénatus-consulte de 1854 demeure régulièrement applicable sous la Constitution de 1875 ; qu'il s'est maintenu depuis 1870 comme se maintiennent jusqu'à ce qu'elles soient abrogées les lois rendues sous un gouvernement antérieur. Cette théorie est très subtile, elle rencontre une objection. On dit, en effet, que le Parlement, investi de la fonction de légiférer, ne peut pas donner à quelque autorité que ce soit le mandat de légiférer à sa place.

M. Bonnefoy-Sibour, dans sa thèse sur « le pouvoir législatif aux colonies », se déclare partisan de la théorie de la déconstitutionnalisation du sénatus-consulte de 1854. D'après cette thèse, la chute du régime impérial n'a rien enlevé à cet acte, ni de sa valeur, ni de son autorité, mais elle l'a déconstitutionnalisé, c'est-à-dire que, sous l'Empire, le sénatus-consulte de 1854 ne pouvait être modifié que par un autre sénatus-consulte, tandis que, sous la troisième République, ce sénatus-consulte n'a plus que la valeur d'une loi ordinaire qui peut être abrogée par une autre loi. Cette théorie, appliquée aujourd'hui en France, a abouti à une intervention relativement fréquente du pouvoir législatif métropolitain dans la législation coloniale.

Voilà le résumé des trois théories sur la valeur constitutionnelle du sénatus-consulte de 1854.

Pour les colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, le régime aujourd'hui en vigueur est très simple. Le texte qui le régit est l'art. 18

du sénatus-consulte de 1854, lequel dispose que « jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte spécial, ces colonies seront régies par décrets ».

En principe, le Parlement ne doit pas intervenir dans la législation de toutes ces colonies, tout s'y trouve régi par décrets. Le sénatus-consulte annoncé en 1854 n'a jamais été fait. C'est toujours cet article 18 qui est appliqué aujourd'hui. Toutefois, son application a subi plusieurs dérogations importantes. D'après le système du sénatus-consulte de 1854, toutes les matières relevant indistinctement du pouvoir exécutif s'y trouvaient réglementées par voie de décrets, sans participation du pouvoir législatif. Mais, depuis la chute du second Empire, le Parlement est fréquemment intervenu. Quantité de matières qui auraient dû être réglementées par voie de décrets ont été évoquées par le pouvoir législatif et ont fait l'objet soit de lois spéciales, soit de dispositions législatives particulières insérées dans le texte même des lois métropolitaines. Telles sont, par exemple, la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse (art. 69), la loi du 13 avril 1900 sur le régime financier des colonies.

Aux termes de cette courte étude, demandons-nous maintenant quel est le législateur colonial? Les textes, la jurisprudence, la coutume administrative fondée sur la tradition des précédents, nous ont répondu: c'est le Président de la République, c'est le Parlement, c'est aussi le ministre des Colonies, les gouverneurs généraux, les gouverneurs locaux, les hauts fonctionnaires,

agents du pouvoir exécutif ; enfin, c'est aussi le Conseil d'Etat qui crée la jurisprudence, qui interprète les textes obscurs.

Avec un pareil système, que deviennent les principes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ? Que devient la théorie de la séparation des pouvoirs ?

La législation coloniale actuelle est imprécise, incohérente, instable. Quel est le fondement exact du pouvoir législatif dont est investi le chef de l'Etat ? Est-ce un pouvoir propre ou est-ce, au contraire, un pouvoir délégué ?

Le régime des décrets, par suite, est-il ou non légal ? Le Parlement, constitutionnellement investi du pouvoir législatif, a-t-il le droit de déléguer ce pouvoir au Président de la République ? Peut-il également légiférer pour les colonies qui ne comptent pas de représentants dans son sein ?

Que de vague, que d'arbitraire dans toutes les règles constitutionnelles actuellement en vigueur. Le sénatus-consulte de 1854 a-t-il lui-même une valeur constitutionnelle ? Toutes ces questions ne sont pas clairement résolues. Un pouvoir législatif établi et exercé dans de pareilles conditions ne peut produire qu'une œuvre néfaste. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que le régime actuel présente des abus regrettables. On a cité quelques exemples caractéristiques : le 13 février 1898, le gouverneur général de l'Indo-Chine, par un arrêté, dispense le service des douanes et régies de la production des marchés réguliers en ce qui concerne les mar-

chés d'opium. Cet arrêté viole l'art. 77 du décret fondamental du 2 novembre 1882 sur la comptabilité publique, en modifiant une mesure législative promulguée par le Président de la République, contresignée par un ministre. Malgré les pouvoirs que lui confère le décret du 21 avril 1891, le gouverneur général ne saurait s'arroger un pareil droit sans les dépasser formellement. En 1907, le gouverneur général de l'Indo-Chine prend un arrêté qui crée une Chambre consultative indigène au Tonkin, sans avoir, au préalable, consulté son ministre.

« Il est nécessaire, dit M. Doan-Vinh-Thuân, dans sa thèse sur « l'Indo-Chine autonome et parlementaire », d'avoir une autre institution coloniale pour régler convenablement l'organisation des pays annexés... » Le système des décrets prête évidemment à l'instabilité de la législation, car il suffit de l'arrivée au pouvoir d'un ministre possédant des idées opposées à celle de son prédécesseur, pour bouleverser complètement certains chapitres de la législation coloniale.

Dans le chapitre concernant les réformes politiques, nous proposerons, pour remédier aux inconvénients du régime actuel, la création d'un Parlement local qui mettrait fin aux abus que nous venons de signaler.

CHAPITRE II

Contrôle du Gouvernement de la Cochinchine

En France, les ministres, les préfets, c'est-à-dire le Gouvernement, n'osent pas pratiquer une politique non acceptée par le peuple; ils n'osent pas, non plus, opprimer le peuple en général, pas même un individu quelconque, citoyen ou étranger résidant en France. La jurisprudence, interprétant largement l'article 10 du Code d'instruction criminelle, donne les pouvoirs de juge d'instruction au préfet; ce dernier peut donc commettre des attentats aux droits individuels, d'autant plus qu'il est agent du Gouvernement et, par conséquent, indépendant du ministère public. Si le Gouvernement, en France, est fort, il existe un pouvoir qui le surveille: le pouvoir législatif. S'il pratique une politique qui ne plaît pas à la nation, il est certain que le Parlement le renversera. De même, lorsqu'un préfet pratiquera une politique hostile à ses administrés ou abusera des droits qui lui sont donnés par l'article 10 du Code d'instruction

criminelle, les représentants de ses administrés au Parlement interpellent le Gouvernement. De deux choses l'une, ou bien le Gouvernement couvrira le préfet, et, dans ce cas, on le renversera, ou bien il déplacera ou révoquera le préfet, c'est-à-dire donnera satisfaction à la population opprimée.

D'autre part, il existe, en France, un pouvoir plus influent que le pouvoir législatif : nous voulons dire la presse, qui représente l'opinion publique et qui exerce une grande influence sur le Gouvernement.

Or, en Indo-Chine, le Gouvernement ne subit aucun contrôle, ni de la part du Parlement français, ni de la part de la presse. Ce gouvernement n'est, en effet, soumis qu'en théorie au contrôle du Parlement français. Ce dernier est à Paris : il n'est pas en relations avec les indigènes de l'Indo-Chine. Comment peut-il savoir si la politique de tel gouvernement convient au peuple protégé ? D'autre part, la politique imposée par le Parlement n'est pas toujours suivie en Indo-Chine. Le Parlement n'est pas bien placé pour surveiller le gouvernement ou l'administration de notre colonie.

Quant à l'opinion publique indigène, elle n'existe pas, la liberté de la presse est inconnue en Cochinchine. En principe, un Annamite n'a pas le droit de discuter la politique du Gouvernement, ni d'attaquer, par la voie de la presse, une mesure gouvernementale ou administrative, même lorsque cette mesure porte atteinte aux droits individuels. Les Annamites sont un peuple jeune qui n'a d'autre droit et d'autre devoir que de s'incliner

devant la volonté du Gouvernement. Pourtant, il n'est pas démontré que le Gouvernement soit infailible.

Il existe, il est vrai, le contrôle hiérarchique; mais il n'est guère plus efficace que celui du Parlement. Le ministre des Colonies, chef d'un immense empire colonial, ne peut pas entrer dans les détails de l'administration de la France d'outre-mer; cependant, ce sont les détails de l'administration qui révèlent les abus dont le peuple indigène est victime. Le gouvernement général de l'Indo-Chine, qui voit pourtant les indigènes de plus près, ne peut pas savoir davantage ce qui se passe dans l'administration provinciale de la Cochinchine, il n'a pas le temps. L'examen du budget de l'Indo-Chine, dont les recettes atteignent 80 millions de francs, ne lui laisse guère de loisirs.

Bref, l'administration provinciale fait ce qu'elle veut, sachant que le Parlement, la presse, le ministre, le gouverneur général sont dans l'impuissance.

Comme on le voit, l'administration de notre colonie est une administration sans contrôle efficace.

CHAPITRE III

Représentation indigène

I. — CONSEIL DU GOUVERNEMENT

Le gouverneur général est assisté d'une assemblée appelée Conseil du Gouvernement, dont les attributions sont déterminées par l'article 4 du décret du 20 octobre 1911.

Le gouverneur général de l'Indo-Chine française arrête en Conseil du Gouvernement le budget général, les budgets locaux ou de protectorat; il détermine le montant des contributions et subventions afférentes aux divers pays de l'Union; il approuve, dans les mêmes conditions le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits perçus au profit du budget général et des budgets locaux dans l'Indo-Chine française, le tout sous réserve des attributions propres au Conseil colonial de Cochinchine.

Le Conseil du Gouvernement donne son avis sur toutes les questions intéressant l'Indo-Chine française. Elles sont soumises à son examen par le gouverneur général. Il est obligatoirement consulté sur les emprunts à ouvrir.

Le Conseil du Gouvernement, dont les attributions en matière budgétaire sont si importantes, présente un vice capital: c'est que le contribuable n'est pas du tout représenté dans ce conseil. Cette assemblée, en effet, comprend:

Le gouverneur général, président;

Le général de division, commandant supérieur des troupes du groupe de l'Indo-Chine;

Le secrétaire général du gouvernement général;

Le gouverneur de la Cochinchine et les résidents supérieurs de l'Annam, du Tonkin, du Cambodge et du Laos;

Le député de la Cochinchine;

Le procureur général, chef du service judiciaire;

Le directeur des finances;

L'inspecteur général des travaux publics;

Le directeur des douanes et régies;

Le trésorier général de l'Indo-Chine;

Le commandant de la marine et de la division navale de l'Indo-Chine;

Les délégués élus de l'Annam-Tonkin et du Cambodge;

Les présidents des Chambres de commerce de Saigon, de Hanoi, et de Haï-Phong;

Les présidents des Chambres d'agriculture de la Cochinchine et du Tonkin ;

Les présidents des Chambres mixtes de commerce et d'agriculture de l'Annam et du Cambodge ;

Cinq notables indigènes, à raison d'un pour la colonie de la Cochinchine et d'un pour chacun des protectorats de l'Annam, du Tonkin, du Cambodge et du Laos ;

Le chef du cabinet du gouverneur général, secrétaire avec voix délibérative.

Les membres indigènes sont désignés, chaque année, par le gouverneur général, sur la proposition du gouverneur de la Cochinchine et des résidents supérieurs (art. 12 du décret du 20 octobre 1911 relatif au Conseil du Gouvernement de l'Indo-Chine).

Ainsi, le Conseil du Gouvernement comprend 16 fonctionnaires français, 5 notables indigènes. Mais ceux-ci ne peuvent pas être considérés comme les représentants des contribuables asiatiques, puisqu'ils sont désignés par le gouverneur général de l'Indo-Chine. Les indigènes fournissent au moins les trois quarts des recettes du budget général. Pourtant, il n'ont aucun représentant au Conseil du Gouvernement.

Les Français, non plus, ne sont pas satisfaits de cette assemblée. M. Cuniac, président du Conseil colonial de Cochinchine, dit, en 1912, que le Conseil du Gouvernement n'est qu'un conseil d'enregistrement.

II. — CONSEIL COLONIAL.

La France, en 1880, s'est décidée à appliquer, en Cochinchine, le principe posé par l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789: « Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. » En effet, le décret du 8 février 1880 a institué, en Cochinchine, un corps appelé Conseil colonial que les indigènes n'avaient pas réclamé. Cette assemblée vote le tarif des taxes et des contributions de toute nature nécessaires pour l'acquittement des dépenses de la colonie. Ce corps délibère sur le mode d'assiette et les règlements de perception des contributions et taxes. Le budget de la colonie est établi par le Conseil colonial et arrêté par le gouverneur général de l'Indo-Chine, en Conseil du Gouvernement.

Malheureusement, la pratique n'est pas conforme à la théorie. Le Gouvernement prend, chaque année, au peuple cochinchinois, la somme ronde de 30 millions de piastres, ou 75 millions de francs (en supposant que le taux de la piastre soit de 2 fr. 50). Pourtant, le Gouvernement ne croit pas devoir consulter sincèrement le contribuable.

En ce qui concerne les contributions indirectes, elles sont établies de pleine autorité par le gouverneur général de l'Indo-Chine. En ce qui concerne les contributions directes qui alimentent le budget de la Cochinchine, les budgets provinciaux et les budgets communaux, elles sont établies par l'administration et votées par le Conseil colonial qui comprend parmi ses membres 6 indigènes ; ces 6 membres indigènes ne représentent ni le peuple cochinchinois, ni les contribuables, ni l'élite intellectuelle du pays ; ce sont des élus des délégués des conseils municipaux, ou, plus exactement, ce sont des créatures du Gouvernement.

Le Conseil colonial comprend :

6 membres français élus par les citoyens français ;

2 membres français délégués par la Chambre de commerce de Saïgon et élus au sein de cette compagnie ;

2 membres non fonctionnaires du Conseil privé, nommés par décret ;

6 membres indigènes. (Art. 1^{er} du décret du 8 février 1880, modifié par le décret du 2 avril 1910.)

Le nombre des membres indigènes est deux fois moindre que celui de leurs collègues français. Pourtant, les membres indigènes sont censés représenter les 3 millions d'Annamites de la Cochinchine, alors que les membres français, élus par 3.000 électeurs, sont censés représenter 11.022 Français, civils ou militaires.

Les six membres français élus au suffrage universel sont les élus des fonctionnaires rétribués sur les fonds de la colonie. Tout le monde sait que la Cochinchine regorge

de fonctionnaires ; les Français non fonctionnaires sont peu nombreux. Les colons français sont représentés par deux délégués de la Chambre d'agriculture. Les commerçants sont représentés par deux délégués de la Chambre du commerce. Le Gouvernement même est représenté au Conseil colonial par deux délégués du Conseil privé. Bref, les membres français forment une majorité écrasante au Conseil colonial.

Nous trouvons que cette composition est contraire à l'esprit du droit public français. Les indigènes, qui paient presque la totalité des impôts, ont 6 voix au Conseil colonial, alors que les Français, dont la grande majorité profite des impôts, ont 12 voix.

D'ailleurs, le Conseil Colonial n'est qu'un instrument docile de l'administration. Les six membres élus au suffrage universel sont des représentants des fonctionnaires. Or, le Gouvernement, aux élections, peut exercer de la pression sur ses subordonnés ; il a toujours la majorité au Conseil colonial. En supposant que les conseillers français élus au suffrage universel et les quatre membres délégués de la Chambre d'agriculture et de la Chambre de commerce soient indépendants, ces dix conseillers forment la majorité et se divisent fatalement en deux groupes :

- 1° Un groupe de conseillers gouvernementaux ;
- 2° Un groupe de conseillers de l'opposition.

Le Gouvernement triomphe quand même, grâce aux six voix des conseillers indigènes et aux deux voix des délégués du Conseil privé.

Le décret du 8 février 1880 met donc entre les mains de l'administration et des conseillers français toute la fortune des indigènes, puisque le conseil ne représente pas les contribuables.

Les conseillers coloniaux indigènes sont élus par les délégués des conseillers municipaux, et ces délégués dépendent du Gouvernement, étant révocables par lui. Donc, il en résulte que les électeurs n'ont pas la liberté de vote.

La société annamite comprend, à l'heure actuelle :

- 1° L'élite intellectuelle ;
- 2° Les interprètes ;
- 3° Le peuple.

Le peuple est composé des notables ou conseillers municipaux et du peuple proprement dit.

L'élite indigène comprend des Annamites naturalisés français et ceux qui ne le sont pas. Ceux qui sont naturalisés sont électeurs français. Mais comme ils forment une minorité insignifiante, ils n'ont pas d'influence au Conseil colonial. Quant à ceux qui ne sont pas naturalisés, ils n'ont aucune représentation.

A l'heure actuelle, les Annamites bacheliers, licenciés ne votent pas, alors que les conseillers municipaux qui sont ignorants votent.

Les interprètes ne sont pas représentés en droit au Conseil colonial ; mais, en fait, les conseillers coloniaux s'occupent de leurs intérêts, puisque, faisant partie de l'administration, les interprètes ont une grande influence

sur les électeurs. D'autre part, les conseillers coloniaux sont tous d'anciens interprètes.

Quant aux notables, ils sont électeurs; mais ils n'ont pas la liberté de vote, ce qui fait que leurs intérêts sont aussi sacrifiés.

Il reste le peuple qui comprend les propriétaires, les commerçants, le prolétariat indigène; ils n'ont pas voix au chapitre. Bref, la population indigène n'est pas du tout représentée au Conseil colonial, excepté les interprètes.

III. — CONSEILS PROVINCIAUX

Organisés par décret du 5 mars 1908, les Conseils provinciaux sont chargés de voter les budgets ^{provinciaux} dont le montant total s'élevait, en 1914, à 3.939.260 piastres 91 ou 9.848.152 fr. 275 environ.

Ces fonds provinciaux sont énormes; malheureusement, ils sont très mal employés, puisque les Conseils provinciaux, tels qu'ils existent actuellement, ne peuvent pas être à la hauteur de leur tâche, n'étant élus ni par les contribuables; ni par l'élite indigène. Les conseillers provinciaux sont élus par les notables ou conseillers municipaux. Ceux-ci ne représentent point le peuple, puisqu'ils se recrutent par coaptation. D'autre part, ces électeurs ne sont pas indépendants, étant révocables par le Gouvernement. Les Conseils provinciaux présentent les mêmes vices que le Conseil colonial. De plus, ils ont des vices qui leur sont propres. En effet,

le Conseil colonial est présidé par un des membres élu par ses collègues, tandis que chaque Conseil provincial a un président de droit que est le chef de la province, lequel prépare le budget provincial et l'exécute. Le chef de province a donc des pouvoirs très étendus dont il abuse plus d'une fois.

Les séances du Conseil colonial sont publiques : ce qui présente une garantie pour les contribuables qui peuvent ainsi contrôler les actes de cette assemblée. Au contraire, les séances du Conseil provincial sont secrètes. D'autre part, les discussions du Conseil provincial ne sont pas communiquées à la presse. Il n'y a donc aucune garantie pour les indigènes.

D'ailleurs, il faut avouer que nos conseillers provinciaux, comme les conseillers coloniaux, ne sont pas à la hauteur de leur tâche, faute d'instruction.

Les conseillers provinciaux sont en général des ignorants, ne comprenant pas le mécanisme des assemblées représentatives européennes. Ils ne peuvent pas discuter sérieusement avec leur président qui est un homme instruit.

Il en résulte que les Conseils provinciaux sont simplement des corps de muets qui laissent leur président faire ce qu'il veut.

En étudiant les assemblées délibérantes, nous avons remarqué que le peuple annamite n'est pas représenté dans ces corps élus. Les électeurs sont tous des magistrats municipaux dépendant de l'administration. Ainsi, les assemblées locales sont des instruments

dociles du gouvernement dont elles ne peuvent pas contrôler les actes. Les électeurs ne représentent ni l'élite intellectuelle ni les contribuables. Un Annamite qui a un titre universitaire (bachelier, licencié) ne vote pas, alors qu'un individu dont l'éducation est inférieure à celle du plus ignorant des électeurs français, vote parce qu'il est magistrat municipal.

CHAPITRE IV

Administration indigène

1. — DÉLÉGUÉS ADMINISTRATIFS INDIGÈNES

La Cochinchine se divise en provinces, chaque province en cantons, chaque canton en communes ou villages. Les divers postes administratifs d'une province, à la tête desquels sont placés les délégués indigènes, comprennent plusieurs cantons.

En 1908, en créant ces postes administratifs, le Gouvernement français voulait partager la direction des affaires publiques avec les indigènes. Mais il semble que le choix de délégués indigènes n'a pas été heureux. Les indigènes qui sont placés à la tête des postes administratifs sont pris parmi les Annamites sortis du collège de Chasseloup-Laubat de Saïgon. Etant donnée leur éducation peu avancée, ils comprennent mal leurs devoirs ; ils devraient être un trait d'union entre les Français et les Annamites. Malheureusement, ils sont tout le contraire. Possédant autant de pouvoirs que les administrateurs chefs de provinces, dont ils sont les délégués, ils en abusent tant qu'ils peuvent. Leur action est libre, puisqu'il n'existe dans les postes administratifs aucun pouvoir capable de contrôler leurs actes. En France, les

sous-préfets n'osent pas tracasser leurs administrés, car ceux-ci ont des défenseurs qui sont leurs représentants au Parlement ou aux Conseils généraux. En Cochinchine, les Annamites n'ont aucun défenseur. Dans un conflit entre un délégué administratif et un administré, ce dernier est sûr de succomber.

Le délégué administratif est non seulement un agent administratif, mais il est aussi un auxiliaire direct du Parquet dont il reçoit les instructions. Ce double rôle rend le délégué dangereux. Lorsqu'il commet une infraction quelconque, il est impossible à la loi de l'atteindre, car l'agent du parquet qui devrait exercer les poursuites n'est autre que le délégué administratif lui-même.

Le tribunal confie au délégué administratif des enquêtes judiciaires. Ce système ne présente aucune garantie pour les justiciables. En effet, confier à un agent administratif le soin de faire des enquêtes judiciaires est contraire au principe de la séparation des pouvoirs. Que dirait-on en France si on confiait à un sous-préfet le soin de faire des enquêtes judiciaires? (1)

(1) Le dernier courrier de l'Indo-Chine nous a apporté la nouvelle qu'un vœu a été émis récemment au Conseil colonial de la Cochinchine, demandant la disparition des délégués administratifs indigènes. « A ce vœu déposé par un membre français du Conseil, dit l'*Opinion* de Saïgon, du 27 octobre dernier, se rallièrent tous ou presque tous les conseillers annamites. » Nous sommes heureux de constater que les Français et les Annamites sont d'accord pour réclamer la suppression de ces agents indignes qui exploitent le peuple protégé et qui se conduisent comme de véritables tyrans. Ils

II. — CHEFS ET SOUS CHEFS DE CANTON

Le canton, en Cochinchine, comprend plusieurs communes. Il est administré par un chef de canton, assisté d'un sous-chef de canton. Dans la pensée du législateur annamite qui a créé cette institution, les chefs et sous-chefs de canton devaient être à la fois agents du pouvoir central et représentants du peuple. Ils étaient chargés d'assurer l'exécution des ordres du gouvernement et ils avaient la mission de défendre les intérêts de la population qu'ils représentaient auprès du pouvoir central. C'est pourquoi le législateur annamite adoptait un système de nomination qui répondait à ce double but.

Les chefs et sous-chefs de canton étaient choisis par une assemblée de délégués des conseils municipaux ou conseils des notables. Ceux-ci étaient censés représenter le peuple. Le gouvernement n'intervenait dans la nomination des autorités cantonales que pour les agréer. Il laissait toute liberté aux délégués, c'est pourquoi Luro a dit, dans son livre sur *Le pays d'Annam*, que :

sont une des principales causes de la crise cochinchinoise. Si nos compatriotes sont mécontents du régime actuel, c'est surtout à cause des délégués administratifs indigènes. Il est temps que le Gouvernement tranche définitivement cette irritante question.

« les chefs de canton ne représentent point, à proprement parler, l'Etat; ce sont les véritables représentants de la population ».

Le Gouvernement français conserva, en s'installant en Cochinchine, l'institution cantonale annamite. Les chefs et sous-chefs de canton d'aujourd'hui ont les mêmes attributions que ceux d'autrefois; mais le système de nomination n'est plus le même.

A l'heure actuelle, lorsqu'une vacance de sous-chef ou de chef de canton se produit, les conseils municipaux des communes du canton désignent seulement les candidats à la place vacante. Les candidats présentés par les conseils municipaux peuvent être refusés par l'administrateur de la province. Lorsque la liste des candidats est définitivement arrêtée, l'administrateur convoque au chef-lieu les huong-chu et les huong-ca (vice-présidents et présidents des conseils municipaux) de tous les villages du canton. Dans cette assemblée, l'administrateur prend des renseignements sur les candidats pour donner ensuite à chacun d'eux une note de moralité.

Après cette consultation des huong-chu et des huong-ca, l'administrateur fixe la date d'un concours auquel doivent prendre part les candidats. Ce concours a lieu devant une commission qui est composée d'un président, l'administrateur adjoint, ou à son défaut, le secrétaire de province, et deux membres: le directeur de l'école provinciale, ou à son défaut, un professeur désigné par le gouverneur, plus un fonctionnaire indi-

gène choisi par l'administrateur en service dans la province.

Le programme du concours est le suivant :

1° Un rapport sur deux sujets d'ordre administratif et judiciaire rentrant dans les attributions des chefs et sous-chefs de canton dont un portant sur les travaux d'intérêt cantonal.

2° Une interrogation sur les droits et les devoirs des chefs et sous-chefs de canton.

La note de moralité donnée par l'administrateur est mise sous enveloppe cachetée et déposée sur le bureau de la commission avant l'examen ; il n'en est donné connaissance qu'au moment où les résultats de l'examen sont connus. Elle s'ajoute aux notes obtenues.

Le mode de nomination actuel, comme on le voit, a pour résultat de transformer les chefs et sous-chefs de canton, qui étaient à l'origine des représentants du peuple, en agents du Gouvernement.

Quant à la note de moralité, elle est livrée à l'arbitraire de l'administrateur chef de la province. Pour donner cette note, en effet, l'administrateur prend l'avis d'une assemblée composée de présidents et vice-présidents des conseils municipaux ; mais cette assemblée n'est que consultative ; il n'existe aucune garantie pour les candidats. Avec ce système, un candidat qui obtient les meilleures notes au concours peut être refusé, si l'administrateur lui donne une mauvaise note de moralité.

III. — MAGISTRATS MUNICIPAUX

A. — *Conseil des Notables.*

La commune annamite, base de l'organisation administrative indigène, est régie par un conseil de grands notables. Chacun de ces conseils doit comprendre au moins onze membres dont voici l'énumération dans l'ordre hiérarchique :

Le huong-ca	Président.
Le huong-chu	Vice-président.
Le huong-su	Membre.
Le huong-truong ..	—
Le huong-chanh	—
Le huong-giao	—
Le huong-quan	—
Le thu-bô	—
Le huong-thân	—
Le xa-truong ou thôn-truong.	—
Le huong-hao	—

Immédiatement après eux vient le chanh-luc-bô qui, par l'importance de ses attributions, est rangé parmi les grands notables, mais ne siège pas au conseil. Quant aux autres notables (grands et petits), ils conservent le titre, le rang, les prérogatives et restent soumis aux obligations que leur reconnaît la coutume. Leur nombre et leurs attributions varient suivant l'importance du

village. La liste complète des notables de chaque commune est déposée et tenue à jour à la maison commune et dans les bureaux de l'administrateur chef de province.

Les notables sont choisis, autant que possible, parmi les propriétaires fonciers de la commune ou parmi les habitants les plus aisés.

Nul ne peut prendre rang dans la hiérarchie sans être passé par les grades inférieurs. Pour être nommé huong-hao, il faut avoir rempli, au moins pendant un an, l'emploi de petit notable et être âgé d'au moins 24 ans. Les sièges qui deviennent vacants dans le conseil doivent être toujours attribués en la forme imposée par la coutume à des membres choisis par les notables qui restent. En cas de contestations, celles-ci sont réglées en dernier ressort par l'administrateur chef de province. La durée minimum du service dans chaque grade est fixée à deux ans, avec faculté pour le titulaire de conserver son grade sans limite.

B. — *Fonctions et responsabilités des notables.* — *Leurs rapports avec différents services.*

Les grands notables ont les attributions suivantes :

- 1° Le huong-ca préside le conseil des notables.
- 2° Le huong-chu remplace, en cas d'absence, le huong-ca dans la présidence du conseil des notables.
- 3° Le huong-ca, le huong-chu, le huong-su et le huong-truong ont la haute direction sur les autres nota-

bles et veillent à ce que ces derniers remplissent convenablement leurs fonctions, suivant la règle traditionnelle. Ils administrent les biens communaux; ils établissent le budget communal, surveillent les dépenses et les recettes et sont gardiens de la caisse communale.

4° Le huong-chanh conseille le thôn-truong ou xa-truong, le huong-thân, le huong-hào et veille à ce qu'ils s'acquittent convenablement de leurs fonctions. Il est chargé de régler à l'amiable et sous forme de transactions les contestations de minime importance qui surviennent entre les habitants du village.

5° Le huong-giao est chargé de l'instruction et de la direction des jeunes notables; il leur apprend quels sont leurs devoirs dans la commune.

6° Le huong-quân est le chef de la police administrative et judiciaire du village, le principal auxiliaire du procureur de la République, et, à ce titre, il est chargé de la recherche des crimes et délits; il a la surveillance des voies terrestres et fluviales, des chemins de fer, des ponts, des lignes télégraphiques; il est secondé dans cette tâche par le huong-thân, le xa-truong, le huong-hao et commande aux cai-tuân, cai-thi, trum-truong qui sont les notables mineurs possédant les attributions d'agents de police.

7° Le thu-bô est chargé de la conservation des rôles et des archives du village; il tient le registre des recettes et des dépenses; il est gardien du mobilier et du matériel de la commune;

8° Le huong-thân est le premier des trois notables exécutifs.

9° Le xa-truong ou thôn-truong sert particulièrement d'intermédiaire entre l'administration et la commune; il garde le cachet du village ainsi que les instructions de l'administration, et s'occupe spécialement du recouvrement des impôts et de leur versement à la perception.

10° Le huong-hao est le chef de la police communale; il est chargé de l'exécution des règlements de voirie; il remplit les fonctions d'huissier en ce sens qu'il est chargé spécialement de la remise des citations et notifications de justice.

11° Le huong-thân et le xa-truong ou thôn-truong et le huong-hao sont les trois notables exécutifs; ils assurent collectivement le bon ordre, la sécurité et la salubrité publiques; ils sont chargés des relations entre l'administration et le village, de la perception des impôts, de la réunion des prestataires, de l'exécution des lois, règlements et jugements, de l'exécution des décisions de l'administration et du conseil des notables, de l'établissement des rôles d'impôts ainsi que de tous les documents réclamés par l'autorité supérieure, de la certification des actes, de la surveillance des forêts. Ils sont enfin les auxiliaires du huong-quan pour la police administrative et judiciaire, procèdent ensemble pour les ventes ordonnées par l'autorité de justice, donnent aux actes l'authenticité quand ils en sont requis, et ont sous leurs ordres les notables mineurs: le pho-xa, pholy, ly-truong, etc...

L'authenticité ne peut être donnée aux actes qu'avec

le concours des trois notables : huong-thân, xa-truong et huong-hao.

Le huong-thân et le huong-hao empêchés peuvent être remplacés par d'autres notables du conseil ; mais la présence du xa-truong, dépositaire du cachet du village, est toujours nécessaire.

12° Le chanh-luc-bô, seul ou assisté du pho-luc-bô, est chargé de tenir les registres de l'état civil du village.

La responsabilité pécuniaire et collective des notables et habitants de la commune est limitée aux cas suivants :

1° Rentrée des impôts ;

2° Recrutement ;

3° Dégâts sur les lignes de tramways et de chemins de fer, sur les lignes télégraphiques ;

4° Dégâts commis dans les bois et dans les forêts lorsque la commune jouit des avantages accordés aux villages forestiers ;

5° Fraudes en matière d'alcool et d'opium. Lesdites autorités sont, en outre, rendues personnellement responsables des condamnations pécuniaires prononcées ou encourues à la suite d'infractions commises sur leur territoire, en matière de contributions indirectes, lorsque, par suite de refus d'assistance, d'inexécution de réquisition ou de négligence grave, le délinquant ou les pièces à conviction ont été soustraits à la justice, sans préjudice des poursuites correctionnelles qui peuvent être exercées lorsque les faits revêtent le caractère de délit d'entrave ou de rebellion à l'égard d'agents dans l'exercice de leurs fonctions ;

6° Dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis, à force ouverte ou par violence, sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés envers les agents ayant qualité pour constater les fraudes en matière de contributions indirectes.

Les dommages dont la commune est responsable sont répartis entre tous les habitants domiciliés dans ladite commune, en vertu du rôle d'impôt de la commune. Si les attroupements ou rassemblements ont été formés par des habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et dommages dans la proportion qui est fixée par les tribunaux.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque la commune peut prouver que toutes les mesures qui étaient en son pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir et de disperser les attroupements ou rassemblements et d'en faire connaître les auteurs. Enfin, dans tous les cas, la commune déclarée responsable peut exercer son recours contre les auteurs et complices du désordre. (Arrêté du gouverneur général du 12 novembre 1906.)

L'administration intéressée doit établir à la charge du village les faits soit de connivence, soit de négligence.

Dans chaque circonstance où la responsabilité des autorités de la commune semble engagée, le sous-directeur des douanes doit se concerter avant tout acte de poursuite avec le chef de la province dont dépend le village incriminé. Si une entente ne parvient pas à s'éta-

blir entre les deux services, la question est obligatoirement soumise au gouverneur et, en cas de nouveau désaccord, au gouverneur général qui décide s'il y a lieu d'ouvrir des poursuites contre les autorités communales en cause; le tout, sauf dispositions contraires résultant des lois et décrets en vigueur.

La commune est responsable des amendes infligées ou des dommages-intérêts prononcés dans les cas prévus aux paragraphes 3, 4 et 5 ci-dessus par l'autorité supérieure ou par les tribunaux. Une circulaire du gouverneur fixera les conditions de répartition de l'amende entre les notables et les habitants.

C. — Pouvoirs disciplinaires du conseil des notables et de ses membres. — Suspension et révocation des notables.

Les notables en exercice ont les droits résultant de leurs pouvoirs, c'est-à-dire qu'ils peuvent détenir un inculpé à la maison commune, pendant la durée nécessaire à une information officieuse et sommaire, jusqu'à l'envoi au parquet du dossier et de l'inculpé. Dans tous les cas, la détention de ce dernier à la maison commune devra être aussi courte que possible. Ils peuvent infliger des jours de garde supplémentaires à la maison commune, aux habitants qui auront refusé de se soumettre aux obligations imposées par la coutume et l'administration, et tendant à assurer la police et les divers services du village. Ces jours de garde, ainsi que

ceux qui incombent normalement aux habitants, peuvent être rachetés au profit du village, au taux ordinaire du rachat de la journée de prestation. Le nombre de ces journées de garde supplémentaires ne peut dépasser trois jours.

Ils peuvent consigner à la maison commune les habitants surpris en état d'ivresse ou causant du désordre et du scandale dans le village, mais jamais pendant plus de vingt-quatre heures. Les notables qui manqueront aux devoirs qui leur sont imposés par l'usage et la tradition, ainsi qu'à leurs obligations à l'égard des grands notables, pourront être punis par le conseil des notables d'une amende de une à vingt ligatures perçue au profit de la commune.

En cas de négligence persistante, le conseil des notables pourra proposer au chef de la province la suspension ou la révocation du notable insoumis.

Tout notable révoqué ou qui viendrait à être condamné à une peine d'emprisonnement ne pourra plus faire partie du conseil des notables.

Tout notable qui sera placé sous le coup d'un mandat de justice sera suspendu provisoirement de ses fonctions. Un relevé des amendes et des punitions infligées en vertu des dispositions ci-dessus sera adressé deux fois par mois à l'administration, avec les motifs qui les auront provoquées.

Telle est, dans ces lignes essentielles, l'organisation de la commune annamite : elle présente un grand nombre de défauts. Nous nous proposons, dans les pa-

ges qui suivent, de signaler les plus graves et d'en montrer les funestes conséquences.

D. — *Critique.*

A l'heure actuelle, les notables ne représentent plus le peuple. Dans un discours prononcé par un conseiller indigène, au Conseil colonial de Cochinchine, dans la séance du 8 novembre 1911, il est dit :

« Dans la masse indigène, il s'est formé des classes pour ainsi dire nouvelles, qui n'existaient pas au début de la conquête.

» Autrefois, la nation était composée de mandarins, de notables, qui représentaient le Gouvernement et le peuple, et enfin du peuple lui-même. Aussi, lorsque le Gouvernement de la République institua le Conseil colonial en faisant appel à la collaboration de l'élément indigène, en lui donnant une représentation élue au suffrage restreint, les notables furent-ils seuls à nommer les délégués, qui, dans l'esprit du législateur, devaient représenter le peuple tout entier.

» Or, sous l'influence des conditions de la vie moderne, il est né, je l'ai dit, dans notre société, des classes nouvelles dont les intérêts ne sont point négligeables : celles des commerçants d'une part, celle des propriétaires d'autre part.

» Depuis plus de trente ans, par contre, nous assistons à la désagrégation de la commune annamite, dont les notables représentaient jadis l'élite de la population au

triple point de vue : moral, intellectuel et matériel. Au fur et à mesure que le corps des notables s'est désagrégé, les deux éléments nouveaux que j'ai mentionnés plus haut, les commerçants et les propriétaires ont acquis une situation prépondérante dans la société nouvelle, alors que, sous la monarchie nationale, tout ce qui était lettré, intelligent, visait les charges de mandarins ; nous voyons aujourd'hui des Annamites instruits se livrer au commerce et à l'agriculture, contribuant ainsi à augmenter les richesses nationales. Peu à peu, le corps des notables, autrefois corps d'élite, a été aussi déserté par des hommes d'initiative et de réelle valeur. » (Voir l'*Opinion de Saïgon* du 9 novembre 1911, qui reproduit ce discours.)

Ainsi donc, les notables indigènes ne représentent plus du tout les deux classes extrêmes du peuple annamite ; la classe instruite à la française et la classe ignorante qui comprend le prolétariat indigène (petits propriétaires, ouvriers, paysans). Les notables représentent exactement la catégorie d'Annamites privilégiés par la fortune et d'éducation chinoise.

Comme le mode de recrutement, la hiérarchie qui existe entre les notables n'est pas à l'abri des critiques. Pour être huong-ca, président du conseil des notables, il faut avoir passé par tous les gradés inférieurs. Il en résulte ceci de très grave que les huong-ca sont tous âgés de plus de 60 ans. Ces vieillards, quoiqu'ils soient respectables, n'ont pas l'énergie nécessaire pour adminis-

trer la commune, pour diriger les jeunes notables et pour s'imposer aux Annamites plus instruits.

Le système actuel écarte les hommes de valeur de l'administration communale. En France, on remarque dans les conseils municipaux des citoyens distingués; mais si le législateur, par simple fantaisie, établissait la règle suivante: « Pour être conseiller municipal, il faut avoir été employé dans une mairie », les conseils municipaux ne compteraient plus alors d'hommes d'élite.

Un autre vice de l'administration communale actuelle, c'est la confusion des pouvoirs. Le huong-quan est magistrat municipal et, en même temps, le principal auxiliaire du procureur de la République. Considérons un village chef-lieu d'un poste administratif. Si le délégué administratif, résidant dans ce chef-lieu, commet un délit, il s'agit de savoir si le huong-quan, son inférieur, osera signaler ce délit au parquet compétent. Ce huong-quan se trouve dans une situation embarrassante. Agent du parquet, il doit signaler l'infraction au pouvoir judiciaire; mais il est aussi agent administratif, dépendant du chef de poste administratif, auteur du délit. Si l'administrateur chef de la province veut étouffer le scandale, et tient ce langage au huong-quan: « Si vous faites votre devoir, je vous révoquerai », il est certain que ce langage fera réfléchir le huong-quan.....

Un pareil vice doit être supprimé dans toute société qui veut que les coupables soient punis. Nous remarquerons, en outre, que les notables et les habitants de la

commune ont, en matière d'impôts, une responsabilité pécuniaire collective. Chaque commune doit verser au trésor de l'Etat le montant total des impôts. L'Etat ne cherche pas à savoir si tel ou tel contribuable a payé l'impôt ou non ; ce que l'Etat demande, c'est que la commune verse le montant intégral de l'impôt. Dans le cas où tout l'impôt ne rentre pas, l'Etat répartit ce qui reste à couvrir entre tous les habitants de la commune, sans excepter ceux qui ont déjà payé toute leur part. Ce régime fiscal est une des causes du malaise cochinchinois.

Ce qui est tout aussi injuste, c'est la responsabilité collective de la commune lorsqu'il s'agit des fraudes en matière d'alcool et d'opium. L'on sait que certains indigènes, pour se venger de quelque voisin qui leur porte ombrage, d'un notable dont ils croient avoir à se plaindre, disposent toute une mise en scène dans la propriété de leur ennemi, pour faire croire qu'il fait de la contrebande ; puis ils vont dénoncer le prétendu coupable. L'agent assermenté, dûment renseigné, se transporte sur les lieux, procède aux constatations nécessaires ; il dresse contravention contre le propriétaire du jardin ou du champ où le corps du délit a été découvert. L'affaire, ainsi engagée, suit son cours normal. Le tribunal, lié par le procès-verbal, prononce condamnation et le tour est joué. Le délateur y trouve double profit : sa vengeance est satisfaite et il touche une bonne prime.

Le pseudo-contrevenant, souvent insolvable, s'empresse de prendre la fuite et c'est la commune qui est

responsable. On puise d'abord dans la caisse de la commune. Si les fonds ne sont pas suffisants, on répartit l'amende entre les notables et les habitants. Il est vrai que, guidés par des sentiments de justice et d'équité, la Cour et les tribunaux, interprétant largement les textes, ont apporté à ces abus des tempéraments. Autrefois, c'était la commune qui devait prouver qu'elle avait tout fait pour empêcher la contrebande. Actuellement, c'est à l'administration à faire la preuve que la commune a été négligente, si elle veut que tous les habitants soient condamnés solidairement. Il paraît que, malgré cela, les abus n'en existent pas moins.

Nous passons sous silence les autres cas de responsabilité pécuniaire et collective de la commune, parce que leur application n'est pas fréquente. Ajoutons que, dans la répartition d'une amende entre les habitants de la commune, les notables sont naturellement les plus frappés; aussi leur recrutement devient-il de plus en plus malaisé.

Tous les Annamites reconnaissent qu'il est utile de reformer la commune annamite. Le lettré Binh, mandarin du Tonkin, examinant la question au point de vue moral et économique, se déclare partisan du régime municipal qu'il a vu fonctionner en France; voici ce qu'il dit: « Ce qui distingue essentiellement la commune française de la commune annamite, c'est que la première ne lie pas le Français à son village natal, tandis que nous, Annamites, à cause de la grande variété des institutions communales, nous nous croyons en Chine

ou en Amérique, aussitôt sortis de notre village. Tel qui est né à Dinh-bang ne peut pas vivre à Phu-lien, à cause de la différence des coutumes. Tel autre préfère acheter deux fois plus cher une rizière dans le territoire de son village que la même surface de terre située sur le territoire du village voisin; nous aimons mieux être pauvres dans notre commune que riches dans une autre. C'est là la cause de l'esprit casanier des Annamites, de leur patriotisme qui s'arrête à la porte du village, du peu de relations qui existe entre les gens; d'où l'absence de tout sentiment de solidarité; d'où l'impossibilité de faire quelque chose de grand, de s'entendre entre compatriotes pour une entreprise commerciale, industrielle ou autre; d'où encore l'abandon des quatre cinquièmes des terres cultivables; d'où l'ignorance complète de tout ce qui n'est pas le hameau où l'on a sa case. Le Français, au contraire, est chez lui dans toute l'étendue de la France; son village est là où il se trouve; il participe aux dépenses comme aux avantages du lieu où il établit son domicile.

» Cette infériorité morale du peuple annamite, cette organisation évidemment mauvaise, quelles en sont donc les causes? Certains attribuent l'étroitesse de nos institutions à la petitesse de notre esprit; je crois cependant que nous avons la faculté de penser comme tout le monde et que, si nos vieilles institutions persistent, c'est qu'elles ont eu leur raison d'être à un moment donné et qu'elles ont le malheur d'avoir été parfaites au temps de leur établissement, comme toutes les choses de notre vieille

Asie. De même que la doctrine de notre grand maître Confucius était parfaite pour l'époque où elle a été imaginée, de même l'institution de notre xa (commune annamite) était parfaite au temps où nos pères formèrent leur village. Ce qui est parfait subsiste et la postérité a une tendance à adapter les circonstances nouvelles à l'institution, plutôt que de modifier l'institution même suivant les circonstances. En Europe, on a cet avantage de n'avoir rien eu de parfait. L'imparfait se transforme suivant les nécessités et se perfectionne de jour en jour. La commune française est une de ces choses qui sont toujours à perfectionner... » (*Journal Officiel*, Chambre, annexes, session ordinaire 1911, p. 1773).

CHAPITRE V

Organisation judiciaire

I. — TRIBUNAUX

Les tribunaux de la Cochinchine sont :

Les justices de paix à compétence étendue ;

Les tribunaux de première instance ;

La Cour d'appel ;

Les cours criminelles.

Les justices de paix à compétence étendue connaissent, en premier et dernier ressort, de toutes les actions personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1.500 fr. et des actions immobilières jusqu'à 100 fr. de revenu, déterminé par la déclaration des parties, ou, en cas de désaccord, par l'estimation faite par le chef de canton du lieu de la situation des immeubles litigieux.

En matière commerciale, leur compétence est la même que celle des tribunaux de commerce en France. En matière correctionnelle, elles connaissent, à charge

d'appel, de tous les délits correctionnels. En matière de simple police, elles connaissent en dernier ressort de toutes les contraventions.

Les tribunaux de première instance sont composés d'un président, d'un procureur de la République, d'un juge d'instruction et d'un greffier. La compétence de ces tribunaux, en matière civile, commerciale, ou correctionnelle, est déterminée par les lois métropolitaines relatives à la compétence des tribunaux d'arrondissement ou de commerce. Ils ont, en outre, la connaissance des affaires relevant, dans la métropole, de la juridiction des juges de paix.

En matière civile et commerciale, la Cour connaît : des appels formés contre des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les justices de paix à compétence étendue. En matière correctionnelle, la Cour connaît des appels des jugements rendus par les tribunaux de première instance et par les justices de paix à compétence étendue.

Les crimes commis en Cochinchine sont déférés à des cours criminelles siégeant à époques fixes dans certaines villes. La Cour criminelle de Saïgon, lorsqu'elle se réunit pour connaître des crimes commis par des Français ou autres Européens, est composée :

1° Du président de la Cour d'appel de Saïgon, ou du vice-président, ou d'un conseiller de ladite cour ; ce magistrat siège comme président ;

2° De deux juges pris parmi les conseillers à la Cour, ou parmi les juges du tribunal de première instance du

siège de la Cour, ou parmi les juges des tribunaux du ressort de la Cour;

3° De quatre assesseurs français.

Lorsqu'il s'agit de juger des Annamites ou Asiatiques assimilés, la Cour criminelle est composée d'un conseiller à la Cour d'appel, président, et de deux juges au Tribunal de première instance; mais les assesseurs sont indigènes.

De tous les tribunaux de la Cochinchine, la justice de paix à compétence étendue est l'objet de sérieuses critiques. Ce qui distingue cette institution, c'est qu'un juge unique joue les rôles confiés en France à des personnes différentes. Le juge de paix à compétence étendue poursuit, en tant que procureur, maître de l'action publique. Il se saisit lui-même comme juge d'instruction. Il procède aux instructions dont il clôt les procédures par les ordonnances de renvoi devant un tribunal qui est constitué par lui-même. Il lui est encore loisible de faire appel de ses propres décisions.

Telles sont les fonctions de juge de paix à compétence étendue. Il serait plus exact, plus conforme à la vérité, d'appeler ce juge de paix un dictateur judiciaire. Quel minimum de garantie pour les justiciables: leur honneur, leur liberté et leurs biens sont entre les mains du même homme. Le même homme peut, tout aussi bien, les jeter en prison, s'opposer à leur mise en liberté provisoire, conclure à leur poursuite et les condamner. Si une erreur involontaire est commise au début de l'instruction, le magistrat omnipotent peut, en toute bonne

foi, l'ignorer et marcher sans arrêt et sans contrôle dans la voie qu'il s'est tracée. Si nous supposons un magistrat peu scrupuleux, quelles effroyables conséquences peuvent résulter de sa nomination à de telles fonctions ! Même en envisageant le cas d'un honnête homme, impartial, probe et intègre, n'est-il pas dangereux de le voir agir sans contrôle et sans conseil ? N'est-ce pas une parodie de la justice que cette confusion de l'inculpation, de la prévention et de la condamnation ? Que penserait-on, en France, si un magistrat instructeur faisait seulement partie d'un tribunal appelé à juger une affaire qu'il a instruite ?

La qualité maîtresse de la justice française est que trois espèces d'hommes différents doivent examiner la même affaire : le juge d'instruction, le procureur de la République, les juges. Le point de vue diffère d'un magistrat à l'autre et l'opinion des derniers n'est pas forcément celle des premiers. Avec les juges de paix à compétence étendue, il faut redouter continuellement ce travers inhérent à tout esprit humain : l'orgueil de ne pas se déjuger. Pour que la tâche confiée au juge de paix à compétence étendue soit convenablement remplie, il faudrait que ce magistrat soit un véritable surhomme. Ajoutons que la déformation professionnelle d'après laquelle tout juge est facilement enclin à voir un coupable dans tout inculpé, peut avoir des conséquences quand, pour instruire et juger une affaire, il n'y a qu'un magistrat.

Les justices de paix à compétences étendue sont pres-

que toujours des postes de début. N'est-il pas dangereux pour un jeune magistrat inexpérimenté, susceptible de se laisser aller à tous les entraînements de la jeunesse, d'exercer des fonctions qui lui confèrent un pouvoir contraire aux principes de la justice criminelle française? Il sera seul, sans collègue, sans guide, sans conseil, sans pouvoir modérateur.

Les justices de paix à compétence étendue doivent leur naissance à des considérations maladroites d'économie. Pour économiser les frais occasionnés par la création des parquets, on n'a pas craint d'instaurer des juridictions qui constituent une véritable hérésie juridique. Cette institution est une création anti-républicaine, qui doit être bannie du régime judiciaire colonial.

II. — MAGISTRATURE

Les magistrats coloniaux en général, ceux de la Cochinchine française en particulier, sont considérés comme détachés du ministère de la Justice pour un service public et placés sous l'autorité du ministre des Colonies. Tel est le principe proclamé par l'article premier du décret du 1^{er} décembre 1858, dont les dispositions sont encore en vigueur. C'est donc le ministre des Colonies qui a la haute main sur le personnel judiciaire de la Cochinchine. C'est lui qui propose, nomme, déplace les magistrats, qui prend toutes les mesures intéressant le personnel judiciaire de notre colonie. Toutefois, le

décret de 1858 a réservé certains pouvoirs au ministre de la Justice. Les mesures disciplinaires doivent être arrêtées de concert entre le garde des sceaux et le ministre des Colonies. Les décrets portant nominations, révocations sont rendus sur la double proposition des deux ministres. Mais, en fait, le ministre de la Justice laisse toute latitude à son collègue des Colonies et son contre-seing se réduit à un simple visa.

En résumé, le service de la justice aux colonies dépend, en pratique, uniquement du ministère des Colonies.

Aucune règle ne préside à l'avancement des magistrats coloniaux. Rien ne s'oppose à ce qu'un candidat soit nommé à un haut poste, ou à ce qu'un juge-suppléant soit promu d'emblée procureur général. En France, la magistrature a la garantie d'un tableau d'avancement (art. 17 du décret du 13 février 1908).

Les magistrats coloniaux ne jouissent pas non plus de l'inamovibilité, qu'ils soient assis ou debout; ils peuvent être déplacés ou destitués sans que rien ne vienne entraver les mesures arbitraires dont ils peuvent être victimes. Ils sont à la merci du premier plaideur influent venu, ou de l'administration, et l'on comprend quel danger un pareil état de choses constitue pour leur indépendance, danger aussi grave pour les justiciables que pour les magistrats. Au contraire, les magistrats de la métropole jouissent de l'inamovibilité.

Ce système soulève bien des critiques; il est des plus anormaux, dit-on, que des magistrats, dont les fonc-

tions sont celles de leurs collègues de France, soient sous les ordres d'un ministre autre que celui sous l'autorité duquel ils doivent logiquement se trouver. Nos soldats et nos marins sont sous les ordres directs du ministre de la Guerre et de la Marine. Bien entendu, une entente a lieu entre ces départements et celui des Colonies au point de vue des ordres qui peuvent être donnés. Mais tout ce qui a trait au personnel dépend des ministres dont il doit logiquement relever. On a voulu faire des colonies un ministère autonome, s'occupant de tout. Il semble que l'on se soit trompé. Une direction unique dans le service de la justice est nécessaire. Avec le système actuel, la magistrature est entièrement dans les mains de l'administration. Ce régime doit être modifié. Jusqu'à présent, nous ne nous sommes préoccupés que de constituer notre empire colonial, de grouper l'immense domaine acquis par la persévérance de nos hommes d'Etat et le zèle inlassable de nos explorateurs et de nos soldats. Aujourd'hui que l'ère de la conquête est terminée, que nous ne sommes plus absorbés par les préoccupations des campagnes, le moment est venu de mettre un peu d'ordre et de méthode dans les éléments disparates et parfois contradictoires qui constituent les statuts politiques et administratifs de nos possessions. Il faut établir la base sur laquelle doivent être réglés les rapports de nos colonies avec la métropole. La magistrature doit être radicalement transformée. Elle ne possède aucune garantie contre l'arbitraire administratif. La justice se

trouve entre les mains du représentant du ministre. Il est temps d'unifier la magistrature et, qu'elle soit appelée à juger en France ou aux colonies, elle ne doit plus dépendre que du ministre de la Justice.

Nous ne trouvons pas d'inconvénients à ce que le ministre des Colonies ait la direction de l'administration de la justice coloniale. Par ce mot « direction », nous entendons que le ministre des Colonies doit avoir la maîtrise de l'action publique, comme le garde des sceaux l'a dans la métropole, qu'il doit donner l'impulsion générale à la marche de la justice, fixer l'organisation judiciaire, créer et supprimer des juridictions, avoir la surveillance des procédures et celle du personnel.

Si les magistrats coloniaux ne sont pas indépendants, c'est parce qu'ils ne sont pas inamovibles comme leurs collègues de France et c'est parce que leur avancement ne dépend d'aucune règle.

CHAPITRE VI

Budgets et Impôts

1. — ORGANISATION FINANCIÈRE

Les finances de l'Union Indo-Chinoise sont actuellement réparties en cinq catégories de budgets. En première ligne, en haut de l'échelle, se trouve le budget général de l'Indo-Chine. Viennent ensuite les budgets locaux du Tonkin, de l'Annam, de la Cochinchine, du Cambodge, du Laos et du territoire de Quang-Tchéou. A l'intérieur de chacune de ces unités financières, on trouve des budgets provinciaux, des budgets municipaux, et, finalement, des budgets communaux. L'Indo-Chine est la première des colonies françaises qui ait été dotée d'une organisation budgétaire de ce genre. Ce système, qui consiste en un budget général, complété par un ensemble de budgets locaux, fut introduit dans notre pays par M. Paul Doumer.

Aux termes du décret du 31 juillet 1898, le budget général était, par excellence, le budget du gouvernement général; il contenait les dépenses communes aux pays de l'Union. Dans les budgets locaux étaient réparties les dépenses d'intérêt local. Pour faire face à ces deux catégories de charges, on avait divisé les recettes en deux groupes. Les recettes provenant des impôts indirects étaient attribuées au budget général. Toutes les taxes directes devaient être attribuées aux budgets locaux. On considérait que les impôts indirects, par leur caractère impersonnel, par leur mode d'assiette et de perception, pouvaient, sans inconvénient, être affectés aux œuvres « d'empire », c'est-à-dire au paiement des services et des travaux d'intérêt général, tandis que les taxes directes, précises dans leur incidence, devaient logiquement être spécialisées dans leur utilisation.

Arrêté par le Gouverneur général en « conseil supérieur » appelé aujourd'hui « Conseil du Gouvernement » de l'Indo-Chine, le budget général était approuvé en décret rendu en Conseil des ministres, sur la proposition du ministre des Colonies. Quant aux budgets locaux, ils étaient simplement approuvés par le Gouverneur général.

Telle était l'organisation financière créée par M. Doumer; c'est celle qui a subsisté. Le décret du 31 juillet 1898 ne parlait pas des budgets provinciaux. Avant 1898, cette institution fonctionnait pourtant au Tonkin et en Cochinchine. Des arrêtés postérieurs au

décret de 1898 ont créé des budgets provinciaux au Cambodge et dans l'Annam.

En principe, les budgets provinciaux ont surtout pour but de pourvoir aux dépenses régionales d'utilité publique, par exemple à la construction et entretien des écoles communales et des travaux de voirie.

Les recettes qui les alimentent sont constituées par le produit du rachat de prestations indigènes, par les centimes additionnels au principal de l'impôt foncier, au principal de l'impôt des patentes et au principal de l'impôt de capitation et par les revenus des biens afferlés.

Ces budgets, préparés par les administrateurs chefs de provinces, sont soumis au Tonkin à l'avis des conseils de résidence, en Cochinchine au vote des conseils provinciaux. Le gouverneur de la Cochinchine les approuve en conseil privé, et les résidents supérieurs en conseil de protectorat. Le nombre des centimes additionnels est approuvé dans les mêmes conditions.

Le décret de 1898 ne parlait pas davantage des budgets municipaux. A Saïgon, à Hanoï et à Haïphong, des budgets de ce genre ont été créés par le décret du 11 juillet 1908. Ceux-ci sont alimentés par les impôts directs et par les taxes assimilées que leur abandonnent les budgets locaux, par les centimes additionnels à ces impôts, par les diverses taxes municipales, telles que celles sur les marchés et les abattoirs. Les villes de Saïgon, de Hanoï, de Pnompenh reçoivent, en ou-

tre, des subventions importantes des budgets locaux de la Cochinchine, du Tonkin et du Cambodge.

Quant aux budgets communaux, ils n'ont jamais fait l'objet d'aucun décret, ni d'aucun arrêté. Ils ne sont jamais soumis à d'autre règle que la tradition. Leurs recettes sont très variables. Leur organisation n'apparaît clairement qu'en Cochinchine. Depuis quelques années on y établit des budgets communaux. Dans cette colonie, les recettes des budgets communaux sont constituées surtout par des centimes additionnels au principal des impôts directs et par des impôts affermés. Quelques-uns d'entre eux sont alimentés également par des taxes spéciales sur des terrains, sur les buffles ou par le rachat des veilles de garde. Les dépenses devraient normalement consister en dépenses d'administration municipale (police, garde, travaux de voirie, instruction primaire, assistance publique).

II. — ATTRIBUTIONS DU CONSEIL PRIVÉ ET DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF DE LA COCHINCHINE EN MATIÈRE D'IMPOTS DIRECTS.

Autrefois, le conseil privé était compétent pour statuer sur « toutes » les réclamations des contribuables en matière de contributions directes. Mais, depuis le décret du 5 août 1881, sur l'organisation et la compétence des conseils du contentieux administratif, il faut faire une distinction. Les « demandes en remise ou en

modération » continuent à être soumises au Conseil privé, tandis que les « demandes en décharge ou en réduction » relèvent désormais de la compétence du Conseil du contentieux.

On entend par « demande en décharge ou en réduction » une réclamation formée par un contribuable contre le rôle lui-même, en se basant sur le fait que l'un de ses articles est erroné et lèse un droit; cette demande s'appelle demande en décharge ou en réduction, suivant qu'elle tend à un dégrèvement total ou à un dégrèvement partiel.

La « demande en remise ou en modération », elle, n'attaque pas le rôle; elle est portée devant l'administration en vue d'obtenir une dispense de paiement de tout ou partie d'une cotisation, pour des raisons particulières; elle n'est pas établie dans la forme contentieuse et elle est simplement adressée au gouverneur; celui-ci statue par « voie gracieuse », dans la limite des pouvoirs qui lui sont attribués, et après avis du Conseil privé.

Le décret de 1881 a donc donné aux contribuables de la Cochinchine les mêmes garanties qu'à ceux de la métropole. Il a mis fin à la confusion des pouvoirs. La compétence du Conseil privé, en ce qui concerne les demandes des contribuables fondées sur un droit violé, était contraire à l'esprit de la législation française. Le Conseil privé, en effet, n'est pas un tribunal.

En conséquence, toute réclamation émanée d'un contribuable qui se prétend lésé, toute revendication

d'un droit qui aurait été méconnu par les agents chargés d'asseoir l'impôt ou de le percevoir, devait pouvoir faire l'objet d'un recours contentieux qui sera porté devant un tribunal administratif formé de deux magistrats de la Cour d'appel et de trois administrateurs des services civils. (Décret du 16 juin 1910.) Le recours est porté devant le Conseil d'Etat.

III — DES RECETTES.

Nous venons de décrire l'organisation financière de l'Indo-Chine. Depuis 17 ans qu'il existe, le budget général a vu ses recettes s'accroître dans de notables proportions. Le tableau suivant nous en donnera une idée :

Les recettes du budget général atteignaient :

En 1899	18.827.500	piastres
En 1900	20.984.000	—
En 1901	23.457.700	—
En 1902	26.134.700	—
En 1903	28.054.800	—
En 1904	29.045.800	—
En 1905	27.669.200	—
En 1906	25.521.300	—
En 1907	33.822.013	—

Donc, sauf pendant les années 1905 et 1906, qui ont été des années de crise économique, le budget général est sans cesse allé en augmentant. Il en a toujours été de même depuis 1907.

Voici, d'autre part, quelles ont été, pendant ces dernières années, les variations du budget local de la Cochinchine :

Il atteignait :	Piastres
En 1905	4.925.000 00
En 1907	4.181.317 15
En 1909	5.161.783 00
En 1910	5.000.000 00
En 1912	7.536.772 00
En 1913	7.345.581 00

D'autre part, le montant total des budgets provinciaux de la Cochinchine a subi les variations suivantes :

Il atteignait :	Piastres
En 1905	2.260.000 00
En 1906	2.976.108 86
En 1910	3.200.000 00
En 1913	3.580.729 87
En 1914	3.939.260 91

Le montant total des budgets communaux, de son côté, a varié comme il suit :

	Piastres
En 1905	2.110.000 00
En 1910	3.300.000 00
En 1913	4.072.671 27
En 1914	4.651.437 18

Les chiffres ci-dessus montrent que les impôts augmentent sensiblement dans notre colonie. Ajoutons que

les impôts indirects qui alimentent le budget général de l'Indo-Chine augmentent plus que les impôts directs.

M. Messimy a totalisé les chiffres portés au budget général et aux budgets locaux en 1901 et en 1909; il a constaté que ces divers budgets, en neuf ans, ont augmenté de 16.591.546 piastres. Dans ce calcul, il n'a pas tenu compte des budgets municipaux, des budgets provinciaux et des budgets communaux.

En 1909, l'ensemble du budget général et des budgets locaux s'élevait, d'après M. Messimy, à 52.783.111 piastres.

Si on pouvait savoir quelles ont été, en 1909, les recettes des budgets municipaux, provinciaux et communaux, on pourrait avoir une idée exacte de la charge qui pesait, cette année-là, sur le contribuable indo-chinois.

M. Messimy a essayé de la calculer approximativement, en ajoutant au budget général et aux budgets locaux de 1909 les recettes des budgets provinciaux, municipaux et communaux de 1906.

En 1906, les recettes des budgets provinciaux ont atteint :

	Piastres
Au Tonkin	1.595.491 34
En Cochinchine	2.976.108 86
En Annam	551.580 88
Au Cambodge	1.329.281 00
Soit au total	6.452.462 08

Report.... 6.452.462 08

Dans cette même année 1906, les recettes des budgets municipaux de Saïgon, d'Hanoï, d'Haïphong et de Cholon se sont élevées à 2.639.325 39

On évalue les recettes des budgets communaux, pendant le même exercice, à 2.064.493 17

M. Messimy ajoute donc aux 52.783.111 piastres indiqués précédemment le montant total des budgets provinciaux, municipaux et communaux, soit..... 11.156.280 64

L'ensemble de tous les budgets calculés approximativement se serait donc élevé, pour l'année 1909, à un chiffre rond de 64 millions de piastres. Transformée en francs (la piastre, en 1909, valait 2 fr. 40), cette somme, qui représente l'ensemble des budgets indo-chinois, atteint un chiffre rond de 153.500.000 francs. C'est là un budget qui égale quatre fois celui de l'Afrique occidentale française, plus de six fois celui de Madagascar et qui dépasse aussi celui de l'Algérie.

Ces divers calculs nous ont donc montré que, chaque année, les budgets indo-chinois augmentent sensiblement. La charge est lourde pour le peuple annamite. Cependant, elle lui paraîtrait légère si les sommes énormes que représentent ces budgets étaient perçues sans vexations inutiles et sans tracasseries.

Nous avons examiné l'état des recettes des divers

budgets indo-chinois. Etudions maintenant l'état des dépenses.

IV. — DÉPENSES.

En 1909, M. Messimy, pour les comparer, a groupé en diverses catégories les divers chapitres des dépenses d'intérêt commun du budget général :

1° Les dépenses de souveraineté. En principe, les dépenses de ce genre devraient incomber, en totalité, à la métropole. Mais, en fait, elles sont en grande partie supportées par le budget général. Elles comprennent la plus grande partie des crédits affectés aux services militaires et maritimes et un certain nombre de dépenses disséminées dans plusieurs autres chapitres du budget. En 1909, elle s'élevaient à 6.282.975 francs, soit à 18 0/0 de l'ensemble du budget (1).

2° Les dépenses d'administration générale, formées par l'addition des crédits portés aux chapitres du budget relatifs à la marche des grands services qui assurent l'administration générale des affaires intérieures et extérieures du gouvernement général. En 1909, ces dépenses atteignaient, au budget général, 494.356 piastres, soit 1,4 0/0 du total des dépenses.

3° Les dépenses de justice et de gendarmerie constituent le troisième groupe. En 1909, elles s'élevaient à 1.006.187 piastres, soit 2,9 0/0 de l'ensemble du budget.

(1) Voir *Journal Officiel*, Chambre, Annexes, session ordinaire, 1909, page 1988.

4° Les services financiers occasionnaient, en 1909, une dépense totale de 11.166.869 piastres 35. C'étaient les frais de personnel et de matériel des douanes et des régies qui entraient, pour la plus grande part, dans ce total. Cette somme égalait 32,6 o/o de la totalité des dépenses.

5° Dans une cinquième catégorie, M. Messimy réunissait toutes les dépenses affectées aux services économiques (travaux publics, chemins de fer, agriculture, etc.). Il constatait qu'elles s'élevaient à 6.689.455 piastres, soit à 19,3 o/o du budget.

6° Les dépenses d'instruction publique et d'assistance se chiffraient par une somme qui a atteint, en 1909, 366.274 piastres 67, soit 1 o/o du budget.

7° Diverses autres dépenses difficiles à classer entraient dans le budget général pour la somme de 1 million 967.882 piastres 82, soit 5,7 o/o.

8° Les dettes remboursables par annuités atteignaient enfin 6.563.000 piastres, soit 19 o/o du budget.

D'autre part, la même année, on a porté au budget général la somme de 34.537.000 francs, affectée au service du personnel, du matériel, de la dette et aux services d'ordre général. M. Messimy constatait que :

Les frais de personnel atteignaient environ 10 millions 325.666 piastres 35, soit 29,8 o/o du montant total du budget.

Les frais de matériel, en 1909, atteignaient 6 millions 122.027 piastres 33, soit 17,5 o/o du montant total du budget.

Les services des dettes, contributions aux dépenses de la métropole, subventions aux budgets locaux: 12 millions 737.500 piastres, soit 36,8 0/0 du montant total du budget.

Les dépenses d'ordre général: 5.351.806 piastres 32, soit 15,5 0/0 du montant total du budget.

Le tableau suivant montrera enfin la progression des dépenses du budget général:

	Piastres.
En 1899	19.687.701 97
En 1900	19.054.463 29
En 1901	22.931.918 33
En 1902	27.897.090 24
En 1903	30.261.323 58
En 1904	30.767.341 50
En 1905	30.492.085 65
En 1906	27.516.238 63
En 1907	29.350.318 84

Depuis 1907, les dépenses vont aussi toujours en augmentant.

Si, maintenant, nous passons du budget général aux budgets locaux, nous verrons qu'en 1909, pour l'ensemble des budgets locaux indo-chinois:

Les dépenses d'administration générale (gouvernement, administration provinciale, garde, justice, police, etc.) s'élevaient à 8.360.703 piastres 19.

Les dépenses occasionnées par les services financiers à 806.140 piastres.

Pour les services économiques (travaux publics, agriculture, commerce, cadastre, etc.), à 3.011.209 piastres 67.

Les dépenses d'assistance et d'instruction publique, à 1.858.841 piastres 13.

Diverses autres dépenses, à 3.377.050 piastres 34.

Les contributions et dettes exigibles, à 614.795 piastres.

En comparant chacun de ces groupes de dépenses au chiffre représentant le total des budgets locaux indochinois, soit 18.028.749 francs 33, M. Messimy a constaté qu'en 1909 :

Les dépenses d'administration générale absorbaient 46,3 0/0 du budget.

Les services financiers : 4,4 0/0 du budget.

Les services économiques : 16,7 0/0 du budget.

Les services d'assistance et de l'instruction publique : 10,3 0/0 du budget.

Les contributions et les dettes : 3,5 0/0 du budget.

En distinguant ici les dépenses de personnel, de matériel, de la dette et d'ordre général, M. Messimy a constaté que :

Les dépenses de personnel s'élevaient à : 9.063.101 francs 86, soit 52,2 0/0 du montant total des budgets.

Les dépenses de matériel, à 1.308.700 piastres 11, soit 7,2 0/0 du montant total des budgets.

Le service des dettes, à 613.795 piastres, soit 3,5 0/0 du montant total des budgets.

Les dépenses d'ordre général, à 7.042.152 piastres 34, soit 39,1 0/0 du montant total des budgets.

Le tableau suivant nous donnera une idée des dépenses portées au budget de la Cochinchine, en 1909.

Etat des dépenses en Cochinchine, en 1909, leur pourcentage par rapport au chiffre du budget :

	Piastres	
Administration générale ..	1.475.166,	soit 28,5 0/0
Services financiers	292.650, —	5,6 —
Services économiques ..	1.124.238,	— 21 —
Services d'assistance et d'instruction publique ..	785.947, —	15,2 —
Contributions et dettes ...	127.295, —	2,5 —
Dépenses diverses	1.356.487, —	26,4 —
Montant total des dépenses.	5.161.783	

En 1913, les budgets provinciaux s'élevaient à la somme globale de 3.580.720 piastres 87.

Les crédits affectés aux travaux, à l'instruction publique et à l'assistance publique s'élevaient respectivement à :

	Piastres.	
Travaux	1.904.608 94,	soit 53 0/0
Instruction publique ...	204.855 32, —	5,7 —
Assistance publique	180.686 03, —	5,2 —
Soit, au total	2.298.150 29	

représentant 64,1 0/0 de l'ensemble des budgets provinciaux.

Pour l'exercice 1914, les budgets provinciaux s'élevaient à la somme globale de 3.939.260 piastres 91, soit une augmentation de 358.531 piastres 04 sur l'exercice précédent.

Les dépenses relatives aux travaux, à l'instruction publique et à l'assistance publique s'élevaient respectivement à :

	Piastres.
Travaux	2.252.322 20, soit 54,6 0/0
Instruction publique ..	218.965 64, — 5,5 —
Assistance publique ...	239.620 01, — 8,7 —

Soit, au total 2.710.907 85
représentant 68,8 0/0 du montant total des budgets provinciaux contre 64,1 0/0 en 1913.

Pour l'exercice de 1914, les budgets communaux s'élevaient à 4.650.437 piastres 18. Ils dépassaient de 578.765 piastres 91 ceux de l'exercice précédent, qui s'élevaient à 4.072.671 piastres 27.

Les dépenses relatives aux travaux, à l'instruction publique et à l'assistance atteignaient :

	PIASTRES
Travaux.....	1.481.115 62 soit 31,9 0/0 contre 18,3 0/0 en 1913
Instruction publique.	270.369 51 soit 5,8 0/0 contre 4,7 0/0 —
Assistance ...	147.293 12 soit 3 0/0 contre 2,9 0/0 —
Soit au total.....	1.894.778 25 soit 49,7 0/0 contre 25,9 0/0 —

Les services généraux du gouvernement de l'Indo-Chine constituent donc une des principales charges du budget général.

Autrefois, chacun des pays indo-chinois avait une

organisation politique et administrative qui lui était propre. Sous le gouvernement de M. Paul Doumer, les services généraux furent créés, mais les directions locales furent maintenues. Il en résultait une augmentation formidable de fonctionnaires dont les traitements et indemnités ne sont pas des moindres. Par exemple, le directeur général des douanes touche 30.000 francs de traitement, 20.000 francs de frais de service. Il habite un magnifique hôtel à l'entretien duquel est affecté un crédit de 4.000 piastres (10.000 francs environ). En 1910, on a compté sur le budget général 40 traitements de 20.000 francs, sans parler de ceux qui dépassaient ce chiffre par des indemnités. En 1909, le service des douanes comprenait 1.174 agents français. Les indemnités non comprises :

1 touchait 18.000 francs.

11 avaient 15.000 francs et plus.

37 — de 10.000 à 14.999 francs.

127 — de 7.000 à 9.999 francs.

319 — de 5.000 à 6.999 francs.

L'avocat des douanes à Hanoï touchait, rien que pour ce service, 9.000 francs par an et il était assisté d'un confrère, à Tourane, qui touchait 1.500 piastres.

Pour alléger la charge qui pèse sur l'Indo-Chine, on a réclamé la suppression des services généraux. Mais cette réforme n'est pas encore réalisée, malheureusement.

Une autre charge du budget général, c'est le ser-

vice des dettes provenant des emprunts indo-chinois. Ceux-ci ont été contractés en vue de l'exécution de grands travaux projetés par M. Paul Doumer, en particulier en vue de la construction du chemin de fer trans-indo-chinois. Celle-ci, commencée sous M. Paul Doumer, n'est pas encore achevée et ne s'achèvera jamais. Ce qui est injuste, c'est que la Cochinchine ne profite pas des travaux faits par le gouvernement général. Pourtant, c'est elle qui est la plus grande nourricière du budget général. Presque tous les gouverneurs généraux préfèrent le Tonkin à la Cochinchine, probablement à cause de son climat. C'est pourquoi les travaux exécutés sur les fonds d'emprunts profitent surtout au Tonkin.

« Le budget de la Cochinchine est un budget de personnel. L'inspection le constate et le répète à chaque mission; mais rien n'y fait, et l'indigène est là pour entretenir les cadres surabondants. » (Rapport de M. Viollette, *Journal Officiel*, Chambre, annexes, session extraordinaire, 1910, page 232.) (1)

Les dotations de fonctionnaires absorbent la plus grande partie des fonds du budget de la Cochinchine. En 1910, par exemple, sur 5 millions de piâtres de ce budget, 3 millions étaient consacrés aux traitements et indemnités des fonctionnaires.

En Cochinchine, il y a donc de nombreux fonction-

(1) Le *Journal Officiel* que nous consultons est celui de la Métropole, et non pas celui de l'Indo-Chine.

naires qu'on devrait supprimer. En revanche, il en est d'autres qu'on devrait créer. Il existe beaucoup de provinces où il n'y a pas encore de magistrats. Cet état de choses est regrettable, puisque, dans ces provinces peuplées de 1 million d'habitants au moins, les administrateurs conservent encore le pouvoir de juger les infractions spéciales aux indigènes. Ce régime est contraire au principe de la séparation des pouvoirs. Ne serait-il pas plus logique de mieux répartir l'argent et de consacrer à des fonctionnaires nouveaux les sommes que touchent des fonctionnaires inutiles.

L'emploi des fonds provinciaux a été aussi vivement critiqué par le Parlement qui a réclamé la suppression des budgets provinciaux. En effet, les administrateurs font ce qu'ils veulent de ces fonds.

« A Giadinh, dit M. Viollette, le budget provincial rétribue 294 agents, dont une trentaine servent à la résidence sans que personne puisse savoir à quoi faire. Un peu partout, le budget provincial sert à fournir le résident de bicyclettes, de bibliothèques, de chaloupes à vapeur, de meubles et de fantaisies les plus variées et les plus imprévues. Il y a peu de résidents qui n'aient pas, aux frais du budget, une ou deux voitures automobiles, trois à sept voitures ordinaires, quatre à neuf chevaux. Pour le mobilier, il est changé à chaque instant par le simple acquiescement d'une commission de réforme de complaisance qui dit toujours oui. A Thudaumot, on a compté, à la résidence, 36 appareils d'éclairage, 32 tables, 93 sièges et 12 armoires. A Tayninh,

à Thudaumot et à Vinhlong, les résidents ont fait construire des hôtels pour y recevoir les visiteurs de Saïgon ou les hôtes de passage. Bien qu'ils touchent de larges frais de représentation, l'usage est presque général de faire payer par le budget local les aliments et boissons consommés dans les réceptions qu'ils sont obligés de donner à diverses époques de l'année. » (Voir *Journal Officiel*, Chambre, annexes, session extraordinaire 1910, page 233.)

Ce qui est surtout tout à fait regrettable, c'est qu'on néglige, en Indo-Chine, l'œuvre sociale. En 1909, on a dépensé seulement 1 0/0 du montant du budget général pour l'instruction publique et l'assistance, et nous verrons que l'instruction publique aurait besoin de beaucoup d'argent. Durant la même année, les crédits inscrits aux budgets locaux et affectés à l'œuvre sociale étaient de 10,3 0/0 du montant total de ces budgets. Les crédits inscrits aux budgets provinciaux et aux budgets communaux pour l'œuvre sociale sont aussi minimes.

On voit donc que les fonds indo-chinois sont très mal employés. Ce vice contribue beaucoup au malaise dont le pays souffre. Joint à d'autres abus, il est l'une des principales causes de la crise indo-chinoise.

V. — DES CHARGES QUI PÈSENT SUR L'INDIGÈNE

a) *Impôts indirects.* — Les impôts indirects qui alimentent le budget général de l'Indo-Chine augmentent

tous les ans, puisque, comme nous l'avons vu, ce budget général augmente. Si on pouvait savoir le chiffre exact de la population indigène, on pourrait calculer la quotité moyenne des impôts indirects payés par chaque contribuable. Mais personne, pas même l'administration, ne sait le chiffre de la population de l'Indo-Chine. On n'a jamais fait de recensement méthodique. On n'a que des évaluations sommaires. Les uns attribuent à l'Indo-Chine une population de 10 millions d'habitants : d'autres parlent de 12.000.000 ; d'autres de 15.000.000 ; d'autres vont jusqu'à 25 millions. En réalité, on ne sait pas le chiffre exact de la population indigène.

Mais, s'il est impossible de connaître la quotité des impôts indirects que paye chaque Annamite, il est un fait indéniable, c'est la pauvreté de l'indigène. Sauf dans quelques régions privilégiées de la Cochinchine, l'Annamite est misérable. Toutes les observations des voyageurs concordent à ce sujet.

Nous avons trouvé, dans le rapport sur les budgets des colonies de 1909, fait par M. Messimy, le témoignage de M. Robert de Caix, qui a visité, pendant une année, l'Indo-Chine. Il a écrit, sur le contribuable annamite, les lignes suivantes :

« Quant à la richesse de ce contribuable, que nous ménagerions trop, elle n'éclate vraiment pas aux yeux non prévenus : la poule au pot d'Henri IV serait, dans ce pays, un rêve extravagant.

» Dans l'Annam central, il est des familles où le riz lui-même serait un luxe, et qui vivent de patates, de

coquillages, de crevettes et de crabes de rizières. On voit leurs enfants pousser dans l'eau des mares, rendue boueuse par le passage des buffles et par cette pêche acharnée, les instruments variés qui servent à capturer cette pauvre pitance. Si on vit encore matériellement, l'argent est très rare. De plus, il circule presque exclusivement dans les campagnes sous forme de sapèques, et les caisses du protectorat n'acceptent que les piastres. Le change de la ligature (600 sapèques ou chapelets sur une ficelle), par rapport à la piastre, monte au moment du paiement de l'impôt et vient ajouter aux tribulations des contribuables annamites. »

Cette pénurie de numéraire rend plus difficile encore sa situation vis-à-vis du fisc et plus lourd le poids des divers impôts qui l'accablent.

b) *Les impôts directs.* — M. Viollette a fait le calcul des charges qui pesaient sur le contribuable indigène, en 1910. Le nombre des contribuables indigènes en Cochinchine étant de 710.000, le montant total des impôts directs qui alimentent les divers budgets de la Cochinchine étant de 11.500.000 piastres, M. Viollette trouvait, en faisant le calcul, que la charge supportée par chaque contribuable était, en moyenne, de 16 piastres 19 par an. Un indigène dépense, uniquement pour vivre, une somme variant entre 1 piastre 25 et 6 piastres par mois. Il a conclu que l'impôt était trop lourd en Cochinchine. A la vérité, l'impôt n'est pas également lourd pour tout le monde ; il faut faire une distinction.

La société annamite, comme toute société, se divise en trois classes au point de vue de la fortune : les riches, les aisés, les pauvres. L'impôt, en Cochinchine, est trop lourd pour les pauvres seulement. Il l'est moins pour les riches et les gens aisés.

Pour pouvoir se rendre compte des charges fiscales qui pèsent sur les pauvres, il suffit d'étudier l'impôt personnel qui est un impôt direct dont le taux nous est connu.

L'impôt personnel, qui atteint tous les indigènes de 18 à 60 ans, varie, par an, entre 4 piastres et 8 piastres. Le taux de cet impôt est exagéré, puisque le salaire moyen d'un prolétaire indigène est de 6 piastres par mois.

En France, l'impôt personnel ne dépasse pas la valeur de 3 journées de travail, soit 4 fr. 50 au maximum (4 fr. 50 représentent environ 2 piastres).

Une autre différence : c'est qu'en Cochinchine, l'indigène paye l'impôt personnel à partir de 18 ans, alors qu'en France, on ne paie l'impôt qu'à partir de 21 ans. L'impôt personnel, en outre, n'atteint pas les Européens habitant la Cochinchine. Ainsi, pour si injuste que cela paraisse, un Anglais ou un Italien habitant la Cochinchine ne paie pas cet impôt.

L'égalité n'existe pas davantage entre les indigènes. Sont exemptés :

1° Les fonctionnaires indigènes dans l'exercice de leurs fonctions ;

2° Les ministres indigènes des cultes pratiqués en

Cochinchine inscrits sur les contrôles de l'administration et les frères indigènes des écoles chrétiennes;

3° Les travailleurs indigènes engagés au service des Européens et assimilés à des Européens, se livrant à l'agriculture et à l'élevage;

4° Les domestiques des fonctionnaires et colons européens, à raison de deux domestiques par fonctionnaire ou colon;

5° Les ouvriers au service d'une exploitation agricole ou industrielle dirigée par des Européens.

D'autre part, l'impôt personnel est inégalement réparti entre les contribuables. Dans certaines provinces, par exemple, on paie 4 piastres; dans d'autres, on paie 8 piastres.

En règle générale, les Annamites qui ne peuvent pas payer les impôts sont punis d'un emprisonnement de 1 à 5 jours et d'une amende de 1 à 15 francs. Cette sanction, établie par l'article 5 du décret du 6 janvier 1903, est contraire à l'esprit du droit public français qui n'admet pas que l'Etat emprisonne un contribuable dénué de ressources, en supposant même que cet impôt ait été consenti par ce contribuable ou son représentant. Or, en Cochinchine, l'impôt est établi par l'administration et le taux des contributions est voté par le conseil colonial. L'administration et le conseil colonial ne représentent pas la population indigène qui, seule, supporte les charges fiscales.

L'impôt personnel n'est pas le seul impôt direct impopulaire, il en existe un autre: les prestations.

En France, sous l'ancien régime, les paysans étaient corvéables à merci. Il en est de même aujourd'hui en Cochinchine. Tout Annamite qui n'a pas le bonheur d'être fonctionnaire ou notable est corvéable à merci. Chaque Annamite doit à la province 5 jours de prestations (d'après une circulaire du lieutenant-gouverneur, du 20 juin 1891). Mais, pratiquement, l'administration garde parfois le corvéable pendant 10 jours au moins. Les abus de ce genre sont fréquents dans notre colonie. (Voir le rapport de M. Messimy, *Journal Officiel*, Chambre, Annexes, session ordinaire 1909, page 1991.)

Le paysan annamite doit non seulement la corvée à la province, mais aussi à la commune. Chaque contribuable doit, en outre, se mettre à la disposition de l'autorité communale durant cinq jours, au maximum, par an, pour faire la police pendant la nuit. Cette prestation présente les mêmes abus que la corvée due à la province. Les parents et amis des notables sont toujours dispensés de cette prestation.

Les corvées dues à la province ou à la commune sont rachetables. Malheureusement, le paysan ou l'ouvrier qui n'a pas l'argent pour payer l'impôt personnel, n'en a pas non plus pour racheter les corvées.

Il existe enfin une troisième sorte de prestation. Dans toutes les provinces, il y a des douaniers qui habitent les villages. Ils se rendent deux fois par mois au chef-lieu de la province pour faire des versements. Ces agents voyagent en sampan, il leur faut des ra-

meurs. Les notables indigènes se trouvent forcés, non pas en droit, mais en fait, de leur fournir des rameurs; et comme ils n'osent pas réquisitionner les mauvais sujets dont ils ont peur, les pauvres paysans paient encore pour les autres.

Un dernier trait nous montrera bien combien l'administration est tracassière: le jour de l'an est la seule fête de la Cochinchine; ce jour-là, l'Annamite reste chez lui pour célébrer le culte des ancêtres. Les douaniers, eux, préfèrent se rendre au chef-lieu de la province, où les distractions sont plus nombreuses, et, sous prétexte de versements à effectuer, obligent les paysans annamites à les y conduire.

On voit donc, que, non contente de faire peser sur les indigènes de lourdes charges, l'administration se plaît à les tracasser. Des impôts sans cesse croissants, inégalement répartis, des corvées et des prestations abusives, voilà ce que nous a révélé une étude un peu approfondie des finances indo-chinoises.

Deuxième Partie

CHAPITRE PREMIER

Etat social du peuple annamite

I. — LE PEUPLE ANNAMITE

L'organisation sociale du peuple annamite subissait, lors de l'arrivée des Français, l'influence de la civilisation chinoise, représentée par la doctrine de Confucius. Celui-ci était l'apôtre de la piété filiale : il enseignait qu'un fils devait respect et obéissance au père, chef de la famille. L'autorité paternelle en Cochinchine était absolue. Le père de famille avait pleins pouvoirs sur ses descendants ; il avait le droit de disposer de leur liberté, de leurs biens, de leur travail, de leur infliger des châtimens, de les mettre à mort.

Il était le juge naturel de tous les différends qui surgissaient entre les membres de la famille. Ainsi, les

droits naturels du chef de famille étaient trop étendus, tandis que ceux de l'enfant n'existaient même pas.

L'organisation politique de l'Empire d'Annam avait la famille pour modèle. Au sommet de la société annamite était le roi, le « Fils du ciel », le « Père et la Mère » du peuple. De même que l'enfant n'avait pas le droit de discuter les actes de son père, les sujets du royaume d'Annam n'avaient pas non plus le droit de discuter les actes de leur roi. Ce dernier avait le droit de vie et de mort sur ses sujets comme le père de famille sur ses enfants.

Entre le roi et ses sujets, il existait des intermédiaires, les mandarins, qui étaient considérés comme les aînés du peuple. Celui-ci n'osait élever la voix contre l'administration, émanation de l'autorité royale. Protester contre l'administration, c'était se révolter contre le roi, dont le nom ne devait pas être prononcé par le peuple, de peur de profanation. Le principe d'autorité était donc exagéré; il en résultait que le peuple annamite était singulièrement obéissant, singulièrement respectueux envers ses supérieurs, mais ignorant les droits que la loi et la coutume lui accordaient.

Lorsque la France s'installa en Cochinchine, elle se trouva en présence d'un peuple très docile, tout imprégné de la civilisation chinoise, dont nous venons de tracer les traits principaux. Le gouvernement français n'a jamais songé sérieusement à détruire l'influence chinoise, c'est-à-dire à modifier l'état social du peuple protégé; il paraît osciller entre deux systèmes: laisse-

ra-t-il aux Annamites leur mentalité asiatique? Les instruira-t-il à l'occidentale?

Il s'est écoulé plus de cinquante ans depuis la conquête. Or, le peuple annamite subit encore l'influence chinoise. S'il est très respectueux de ses supérieurs, il n'est au courant ni de ses droits ni de ses devoirs.

II. — LES INTERPRÈTES INDIGÈNES

Avant la conquête française, il existait deux classes sociales: le peuple et les lettrés. Après la conquête, la classe des lettrés a complètement disparu, il ne reste que le peuple dont nous venons de parler. Mais, dans le peuple, la conquête a fait naître deux classes nouvelles:

1° Les interprètes indigènes;

2° L'élite indigène sortie des écoles métropolitaines.

Autrefois, entre le roi et le peuple, il existait des intermédiaires, appelés mandarins. Aujourd'hui, entre le gouvernement français et les sujets annamites, il existe les interprètes qui sont comme les mandarins de la Cochinchine moderne.

Les mandarins d'autrefois se recrutaient parmi les lettrés qui constituaient l'élite d'alors; les mandarins d'aujourd'hui se recrutent parmi les Annamites sortis du collège de Chasseloup-Laubat de Saïgon.

Le niveau intellectuel des mandarins était plus élevé que celui des interprètes. Les interprètes jouissent tout

de même des mêmes avantages matériels, quoiqu'ils aient théoriquement un rôle secondaire et passif.

Comme les mandarins, les interprètes sont accessibles à la corruption. Ceci est encore un des vestiges de l'ancien régime; le gouvernement d'aujourd'hui n'en est pas responsable. Autrefois, les mandarins n'étaient pas suffisamment payés. Un gouverneur de province recevait vingt-cinq francs de solde par mois et un nombre de rations à peine suffisantes pour sa nourriture et pour celle de sa maison. Un sous-préfet touchait trois francs par mois et environ un hectolitre de riz pour lui et sa famille. Cette quasi-gratuité des fonctions a obligé les mandarins à accepter des épices. Ces mœurs sont difficiles à détruire.

Le gouvernement français donne aux fonctionnaires indigènes des traitements suffisants; mais le remède est inefficace: les fonctionnaires indigènes continuent à se laisser corrompre, d'autant plus que la loi est impuissante à les atteindre. Bref, les interprètes ressemblent sur bien des points aux anciens mandarins. Ils profitent du nouveau régime en exploitant le peuple dont ils se séparent le jour où ils n'ont plus les mêmes intérêts que lui.

Mais les interprètes indigènes sont les intermédiaires indispensables entre le gouvernement et le peuple. Sans les interprètes, le gouvernement français ne pourrait pas se mettre en relation avec ses sujets; c'est pourquoi le gouvernement paraît favorable aux interprètes.

Il leur accorde en tout cas toutes les faveurs, et

ceux-ci constituent la classe la plus privilégiée du nouveau régime. Cette classe est encore loin de disparaître : sa fonction sociale subsistera jusqu'au jour où gouvernants et gouvernés pourront parler la même langue. Tant que les gouvernants ne parlent pas la langue indigène, ou que les gouvernés ne parlent pas le français, les interprètes sont toujours nécessaires.

III — L'ÉLITE INDIGÈNE

La classe des lettrés, qui constituait l'élite de la Cochinchine d'autrefois, a disparu et a cédé la place d'abord aux interprètes, puis à l'élite indigène sortie des écoles métropolitaines. C'est de cette élite qu'il nous reste à parler. Elle est, comme toute l'élite, peu nombreuse.

Dans les premières années de la conquête, le gouvernement français encourageait les Annamites à aller s'instruire en France ; mais les Annamites résistaient, parce qu'ils étaient casaniers et parce qu'ils ne s'apercevaient pas encore de la supériorité de la civilisation occidentale sur la civilisation asiatique. Les conseils du gouvernement étaient peu écoutés. Seuls, quelques rares Annamites, pauvres, mais à l'esprit ouvert, allaient en France aux frais du gouvernement. Ces Annamites firent, à la métropole, d'excellentes études. A leur retour en Cochinchine, ils vantèrent les bienfaits de la France ; mais tout cela n'a

pas décidé les indigènes à quitter leur pays. Les Annamites ne rêvaient à ce moment qu'une chose : devenir interprètes. Les riches, même, ne voulaient pas aller en France. Or, depuis une quinzaine d'années, tout cela a changé. L'Annamite du xx^e siècle reconnaît la supériorité de la civilisation européenne. C'est pourquoi on remarque que le nombre d'Annamites, dans les écoles de France, augmente très sensiblement depuis une dizaine d'années. A l'heure actuelle, il y a plus de deux cents Cochinchinois dans les écoles métropolitaines, alors qu'il y a 20 ans, on n'en trouvait pas plus de vingt. Et c'est ici que s'est produit un curieux phénomène. Lorsque les Annamites tenaient encore à la civilisation chinoise, le gouvernement favorisait les indigènes à aller acquérir l'instruction en France. Mais, du jour où les indigènes ont désiré s'occidentaliser, le gouvernement paraît avoir changé de politique ; il semble ne plus tenir à voir les indigènes s'eupéaniser. Le nombre des bourses accordées aux indigènes élevés en France est très rare. Au petit nombre de privilégiés qui ont pu obtenir des bourses, le gouvernement impose des conditions très strictes : les Annamites ne doivent fréquenter que les écoles d'enseignement agricole, commercial ou industriel. Sans doute, le gouvernement paraît avoir raison ; il est préférable, semble-t-il, que les Annamites se fassent ingénieurs agronomes, la Cochinchine étant un pays essentiellement agricole. En réalité, les ingénieurs agronomes ne sont écoutés, à l'heure actuelle, ni des propriétaires, ni des paysans fermiers.

Les chu-ruong (propriétaires) et les tâ-dien (fermiers) sont trop ignorants et restent absolument étrangers au progrès moderne. Les ingénieurs agronomes n'ont aucune influence sur ces deux classes sociales. La preuve, c'est qu'à l'heure actuelle, les procédés d'agriculture sont les mêmes en Cochinchine qu'il y a mille ans. Les propriétaires sont tout aussi inexpérimentés. L'Annamite laisse faire la nature, tandis que, dans les pays modernes, l'homme la dompte. Pour que les Annamites ingénieurs agronomes puissent avoir une influence réelle sur les cultivateurs, il faudrait que ceux-ci aient une éducation en harmonie avec celle de la classe dirigeante. Bref, il faut que les Annamites aient une éducation française, destructive de la civilisation chinoise, source de toutes les routines.

Ce que nous avons dit pour les Annamites ingénieurs agronomes, nous pouvons le répéter pour les Annamites sortis des écoles commerciales ou industrielles, des écoles nationales d'arts et métiers, de l'Ecole centrale des arts et manufactures par exemple. Un Cochinchinois, sorti de l'Ecole des hautes études commerciales de Paris, veut-il fonder une maison de commerce en Cochinchine pour lutter contre les Chinois qui détiennent tout le commerce indigène et une partie du commerce français. Pour qu'il réussisse, il faut de très nombreuses conditions, souvent irréalisables. D'abord, il faut d'énormes capitaux. Où trouver les millions nécessaires? Ce n'est pas l'argent qui manque. Mais les capitalistes annamites, grands et petits,

le gardent dans des coffres-forts ou dans des caves. Si on pouvait réunir cet argent, on trouverait plus que des millions. Malheureusement, à l'heure actuelle, il est impossible d'employer cette richesse improductive. L'esprit d'association, en effet, fait absolument défaut chez ce peuple. En outre, il ignore ce merveilleux instrument qu'est la banque. En France, l'industrie et le commerce se développent grâce aux banques. En Cochinchine, il n'y a pas de banque, ou plutôt, il y a la banque de l'Indo-Chine; mais elle favorise les Chinois et autres étrangers, non les indigènes.

Ajoutons que les Annamites ne sont pas instruits. Etant données les conditions économiques actuelles, étant donnée l'ignorance des Annamites, le programme social du gouvernement de notre colonie ne peut pas se réaliser dans de bonnes conditions.

Les réformes politiques, économiques, sociales, bonnes en elles-mêmes, sont irréalisables avec un peuple ignorant et imbu de la civilisation archaïque.

Demandons-nous maintenant quelles sont les places que le gouvernement réserve aux membres de l'élite indigène, une fois leur éducation terminée. Le gouvernement ne veut évidemment pas qu'il y ait des Annamites officiers, administrateurs ou magistrats, c'est-à-dire des Annamites ayant des fonctions d'autorité.

Cette politique est très approuvée par les Français de la colonie, qui trouvent que les Annamites sont une race inférieure et, par conséquent, indigne d'être au nombre des dirigeants. Ils admettent très bien que des

noirs et des mulâtres venus d'autres possessions françaises occupent des postes dans l'armée, dans la magistrature, dans l'administration. Les Malabars de Saïgon, par exemple, appartiennent aux castes inférieures de l'Inde, ils sont cependant citoyens français, électeurs, et les candidats à la députation se disputent leurs voix. Mais si on parle de faire des Annamites des officiers, des magistrats, des fonctionnaires publics, cela provoque une réprobation générale. M. A. Métin n'a-t-il pas dit : « Dans les fonctions judiciaires françaises, on ne compte pas de magistrats indigènes ; c'est en vain que l'on a cité, l'année dernière, le nom de M. Dô-huu-Tri, juge suppléant, puisque ce magistrat, bien que d'origine annamite, est sujet français, et, du reste, son exemple serait caractéristique, car, malgré ses titres universitaires, malgré sa connaissance admirable de la langue, on lui a laissé attendre, pendant huit ans, sa titularisation.

» Par contre, nous bornant toujours au personnel judiciaire et laissant de côté les postes secondaires nous trouvons quatorze magistrats Antillais et trois Hindous ; par une ironie des choses, très humiliante pour les Annamites, nous semblons reconnaître que tous nos coloniaux, sans distinction de race, tous, sauf eux-mêmes, peuvent les juger.

» Autrefois, avant notre installation, la justice en Cochinchine, comme en Annam et au Tonkin, était rendue aux Annamites par les Annamites ; aujourd'hui, cinquante ans après notre arrivée, on semble croire que les

habitants de la Cochinchine seraient incapables de siéger dans une cour de justice française et tous les jugements, suivant les codes, sont rendus par des Européens : le personnel judiciaire ainsi employé comporte cent magistrats ou greffiers français, dont deux ou trois, tout au plus, parlent la langue des justiciables ; dans toutes ces cours de justice, les seules fonctions réservées aux Annamites sont celles de secrétaires ou d'interprètes. On est arrivé ainsi à la plus étrange et à la plus détestable des situations ; on déclare que l'Annamite ne saurait être juge, qu'il ne présente pas les garanties de moralité nécessaires pour rendre des jugements et, dans la réalité, comme son intermédiaire est indispensable à des juges ignorants, c'est, en dernier lieu, l'Annamite interprète ou secrétaire, irresponsable, mais nécessairement vénal, par suite du rôle secondaire. Ce très grave inconvénient n'avait pas échappé aux Anglais qui imposent aux fonctionnaires la connaissance de la langue locale. » (Albert Métin, député, rapporteur des budgets locaux des colonies, *Journal Officiel*, Chambre, annexes, session ordinaire, 1911, page 1788.)

La politique du gouvernement vis-à-vis de l'élite indigène, si elle est trop favorablement accueillie par les coloniaux, est désapprouvée par le Parlement Français et par la population indigène tout entière ; elle décourage les Annamites, tend à rendre plus profond le fossé qui existe déjà entre coloniaux et indigènes. En effet, voici le raisonnement des Annamites : « Etant donné

que les Annamites élevés en France sont mal vus du gouvernement, il est préférable que nous gardions nos enfants dans la colonie, qu'ils fassent des études dans les écoles locales; cela ne nous coûte pas grand'chose. Une fois sortis du collège, ils rentreront dans l'administration, et ainsi ils seront bien vus du gouvernement. Ils quitteront plus tard l'administration et se présenteront aux élections coloniales. Ils deviendront conseillers coloniaux, et, favorisés par le gouvernement, ils feront leur fortune. »

Ces sentiments sont assez bas, ce sont pourtant ceux des Annamites. Comme conséquence, on remarque que, si, de 1908 à 1913, le nombre d'Annamites en France a augmenté énormément, à partir de 1913, il a considérablement diminué. Des parents ont retiré leurs enfants de la métropole parce qu'ils trouvent que l'instruction en France coûte cher et qu'elle ne donne pas les mêmes avantages que sous l'ancien régime. Si le gouvernement ne change pas sa politique, il est certain que le nombre des Annamites élevés en France diminuera de plus en plus et que le but de la colonisation ne sera pas atteint.

Le gouvernement français, pour administrer et civiliser la Cochinchine n'a donc compté jusqu'ici, que sur les Annamites sortis des écoles locales. Ceux-ci ont une éducation française fort superficielle. Ils n'ont pas la conscience de leur responsabilité vis-à-vis des gouvernants et des gouvernés. S'ils tiennent à ce que leurs droits soient respectés, ils ont, plus d'une fois, violé ceux de leurs compatriotes annamites. Les interprètes

en Cochinchine, les mandarins en Annam et au Tonkin sont l'une des causes de la crise indo-chinoise.

M. Albert Métin a montré, en 1911, au Parlement, la politique du gouvernement de notre colonie vis-à-vis de l'élite indigène. Dans son rapport sur le budget des colonies de la même année, il dit que :

« ... C'est dans une instruction moderne et une collaboration des Annamites aux fonctions et aux assemblées qu'est la solution du malaise. » (*Journal Officiel*, Chambre, Annexes, session ordinaire, 1911, page 1799.)

CHAPITRE II

L'Enseignement en Cochinchine

A l'heure actuelle, il n'existe, en Cochinchine, ni établissement d'enseignement supérieur, ni établissement d'enseignement secondaire. Il n'existe pas davantage d'établissement d'enseignement primaire supérieur correspondant aux écoles normales métropolitaines où l'on prépare le brevet supérieur. Les seules écoles qui existent sont les établissements d'enseignement primaire où se prépare le brevet élémentaire, savoir :

Le collège de Chasseloup-Laubat de Saïgon et le collège de Mytho où les indigènes préparent le « Diplôme de fin d'études » équivalant au brevet élémentaire de France ;

L'Ecole normale de Gia-dinh, qui prépare les instituteurs cochinchinois ;

Les écoles dites provinciales, qui peuvent être assimilées aux écoles communales françaises ;

Les écoles cantonales et communales de la Cochinchine, où les indigènes apprennent le quâc-ngu (1) et les rudiments de la langue française, et qui pourraient être assimilées aux écoles maternelles françaises.

Bref, l'enseignement primaire seul existe en Cochinchine, mais pas à tous les degrés.

Les écoles communales sont ainsi appelées parce qu'elles sont à la charge des communes. Dans ces écoles, on apprend aux enfants le quâc-ngu. Ces écoles n'existent pas dans tous les villages. En 1914, sur 1.890 villages cochinchinois, 534 seulement avaient des écoles. En outre, là où les écoles communales existent, elles ne sont pas suffisamment grandes pour recevoir tous les enfants qui désirent les fréquenter. D'autre part, les instituteurs des écoles communales, recrutés parmi les Annamites à instruction rudimentaire, ne sont pas à la hauteur de leur tâche. Les instituteurs des écoles communales en France ont, au moins, le brevet élémentaire; leurs collègues de Cochinchine n'ont pas même le certificat d'études primaires.

En 1909, le total des budgets communaux était de 3.333.586 piastres 59, tandis que le total des dépenses des écoles communales était de 88.035 piastres; 2,6 o/o seulement des budgets communaux étaient affectés à l'enseignement primaire. En 1914, la proportion ne s'était élevée qu'à 5,8 o/o.

(1) Le quâc-ngu est la langue annamite écrite avec l'alphabet latin.

D'autre part, d'après un rapport fait par M. Charles Prêtre, chef du service de l'enseignement en Cochinchine, le nombre des enfants annamites de moins de 15 ans était, en 1908, de 899.934, 900.000 en chiffres ronds. En supposant que ce chiffre soit le même en 1914, et en estimant au tiers, à 300.000, celui des enfants en âge d'aller à l'école, étant donné que le nombre d'élèves des écoles communales s'élevait, en 1914, à 23.355 (23.500 en chiffres ronds), 7,83 o/o seulement de la population scolaire fréquentait alors les écoles communales.

Les élèves des écoles communales, s'ils ne poussent pas leurs études plus loin, ne savent pas grand'chose. Ils n'ont pas cette instruction générale et élémentaire que possèdent les enfants français munis du certificat d'études primaires; ils savent tout juste lire et écrire le quâc-ngu — ce qui n'est pas difficile — mais ils ne peuvent rédiger convenablement en quâc-ngu ni la moindre lettre, ni la moindre requête; les rapports faits en quâc-ngu par les chefs ou sous-chefs de canton, par les maires ou autres magistrats municipaux sont très mal rédigés et très obscurs, de là une source de difficultés pour le traducteur.

Les observations présentées à l'occasion des écoles communales peuvent être répétées à propos des écoles cantonales. Celles-ci n'existent pas dans tous les cantons. Dans la province de Sadec, par exemple, quatre cantons sur dix possèdent des écoles cantonales. Le canton de Phong-thanh possède une école cantonale au

village de Mytra. Cette école reçoit les enfants du village de Mytra, et ceux de Hoa-an, village d'un canton voisin; mais elle ne reçoit pas tous les enfants qui désirent la fréquenter, faute de place. Quant aux enfants des autres villages du canton de Phong-thanh, ils vont à l'école communale, là où il y en a une.

Les instituteurs des écoles cantonales savent suffisamment le quâc-ngu pour l'enseigner aux enfants; mais ils ne sont pas assez instruits pour enseigner les rudiments de la langue française à leurs élèves. Depuis quelques années, quelques instituteurs, sortis de l'école normale de Giâ-dinh, sont désignés pour faire la classe dans les écoles cantonales. Cette réforme est très heureuse; les normaliens, eux, possèdent, au moins chez nous, le minimum de connaissances nécessaires à un instituteur. Toutefois, le nombre de normaliens est trop limité et les écoles cantonales où on trouve des instituteurs normaliens sont trop rares.

L'enseignement donné dans les écoles cantonales est plus élevé que celui qu'on reçoit dans les écoles communales. Dans les premières on n'apprend que le quâc-ngu et le français. Dans les secondes, on n'apprend que le quâc-ngu. Malheureusement, le français enseigné dans les écoles cantonales est du mauvais français. Il vaudrait mieux, dans ces conditions, supprimer les classes de français.

Les élèves des écoles cantonales, en revanche, savent le quâc-ngu mieux que les élèves des écoles communales.

Les écoles cantonales sont à la charge des budgets provinciaux. En 1909, le montant des budgets provinciaux était de 3.523.801 piastres 97. Le crédit de l'enseignement était de 105.274 piastres 22. Ainsi donc, les ressources affectées à l'enseignement atteignaient, en 1909, le 2,9 0/0 seulement des fonds provinciaux. En 1914, la proportion n'est encore que de 5,55 0/0.

Les écoles provinciales sont ainsi appelées parce qu'il en existe une par province. Ces écoles peuvent être assimilées aux écoles communales de France, le programme étant à peu près le même. Les enfants y préparent le certificat d'études primaires.

Il y a 20 écoles provinciales en Cochinchine; ces écoles sont très insuffisantes, étant donné le nombre toujours croissant des enfants qui désirent les fréquenter. Chaque école provinciale reçoit tout au plus cent élèves, en laissant de côté les élèves des dernières classes, qui correspondent aux classes d'une école cantonale. Il n'y a donc à peu près que 2.000 enfants qui fréquentent les écoles provinciales.

Les instituteurs des écoles provinciales, eux, sortis de l'école normale de Gia-dinh ou du collège de Chasseloup-Laubat, sont suffisamment préparés; on ne peut leur adresser qu'un reproche: c'est qu'ils ne parlent pas assez souvent français à leurs élèves. Ceux-ci, même ceux qui ont réussi au certificat d'études, ne s'expriment en français qu'avec de très grandes difficultés.

Aux instituteurs indigènes de la Cochinchine, on peut adresser, en outre, d'autres critiques: ils battent

leurs élèves à coups de pied ou à coups de canne. Ils les font servir de domestiques. De pareilles pratiques se comprenaient avant la conquête française. A cette époque, les maîtres n'étaient pas payés. Confucius ne dit-il pas, d'ailleurs, que le maître doit être considéré par les élèves comme un second père. Or, en Cochinchine, les enfants aident leurs parents dans les travaux du ménage. Nous n'insistons pas sur ce que de pareils procédés ont aujourd'hui d'inacceptable. Arrivons tout de suite à la question des examens.

Les élèves des écoles provinciales subissent, chaque année, l'examen du certificat d'études primaires. Ceux qui réussissent peuvent se présenter au concours des bourses. Les lauréats du concours des bourses continuent leurs études, soit au collège de Mytho, soit à l'école normale de Gia-dinh.

Les études au collège durent quatre années : les première et deuxième années se font au collège Mytho ; les troisième et quatrième années au collège de Chasseloup-Laubat de Saïgon. Le premier de ces établissements ne peut recevoir, par an, que 70 élèves, boursiers ou payants. Le nombre des places est donc très limité. Pourtant, les enfants annamites qui ont le certificat d'études primaires et qui désirent entrer au collège de Mytho sont très nombreux. En 1914, 352 enfants indigènes ont été reçus au certificat d'études primaires.

Seuls, les 70 premiers ont pu entrer au collège, les autres ont été obligés d'abandonner leurs études.

Les collégiens qui ont terminé leurs classes au collège

de Mytho, vont au collège de Saïgon. A la fin de leurs études, ils passent un examen pour l'obtention du « Diplôme de fin d'études » équivalant au brevet élémentaire français.

Le collège de Saïgon se divise en deux quartiers :

Le quartier européen ;

Le quartier indigène.

Le quartier européen reçoit les Français d'origine métropolitaine, les Indiens renonçants, les métis, les Annamites naturalisés, un nombre limité d'indigènes.

Ceux qui font partie du quartier européen sont beaucoup mieux traités que leurs camarades du quartier indigène. Ils sont mieux nourris et mieux logés. Les enfants du quartier européen ont des bourses de 600 francs au moins, tandis que les élèves du quartier indigène n'ont que des bourses de 100 piastres (250 fr. tout au plus). Cependant, les dépenses faites pour le quartier européen comme pour le quartier indigène, sont payées par le contribuable annamite. En admettant dans le quartier européen les Indiens renonçants, le gouvernement semble croire qu'un Indien vaut plus qu'un indigène. Est-il vrai que les élèves du quartier européen aient plus de mérite que ceux du quartier indigène ? C'est discutable.

La séparation du collège Chasseloup-Laubat de Saïgon en deux quartiers est contraire à l'idéal de la société moderne qui est le rapprochement des races. Notre désir serait de voir les enfants indigènes et les enfants français vivre côte à côte. Elevés à la même

école, recevant les leçons des mêmes maîtres, se livrant aux mêmes jeux, il naîtrait entre les enfants des conquérants et les enfants indigènes une affection qui serait utile à l'œuvre française dans notre colonie. Il est bon que les Français et les indigènes ne vivent pas séparés les uns des autres, que les Français ne traitent pas les indigènes comme leurs inférieurs, que les indigènes regardent les Français comme leurs frères aînés, et non pas comme leurs supérieurs.

M. Albert Sarraut, lorsqu'il était chef de notre colonie, a critiqué la séparation du collège Chasseloup-Laubat en quartier européen et en quartier indigène. Un conseiller colonial indigène a demandé l'admission des indigènes au quartier européen. La demande a été accueillie, mais à titre exceptionnel. Le nombre d'indigènes admis au quartier européen, primitivement fixé à 15, a été porté à 38 en 1914. Les demandes d'admission des indigènes au quartier européen pullulent; mais elles n'ont pu être accueillies, faute de place. Les indigènes reçus au quartier européen sont, comme on dit familièrement, des « fils à papa ».

A Gia-dinh, ville située à 5 kilomètres de Saïgon, se trouve, en outre, une école normale qui fournit des instituteurs à l'enseignement indigène. Le programme de cette école comprend des connaissances générales avec, en plus, de la pédagogie. Les études durent trois années dans cet établissement, tandis qu'au collège elles durent quatre ans. Les normaliens sont externes. Le

gouvernement leur donne une pension mensuelle de 7 piastres.

Nous venons de montrer quelle est, en Cochinchine, la manière dont l'enseignement est donné. Dans quelle mesure la masse indigène profite-t-elle de cet enseignement? C'est ce qu'il nous faut maintenant examiner. Quelques chiffres sont d'abord nécessaires.

Voici, d'abord, dans un premier tableau, la façon dont les élèves se trouvaient répartis dans les diverses écoles communales, cantonales ou provinciales en 1914 :

Elèves des écoles communales	23.355
— — — cantonales	18.045
— — — provinciales	2.000
Total	<u>43.400</u>

En 1908, la population scolaire, pour ces trois catégories d'écoles, était de..... .. 35.000

Donc, en six ans, il y a un gain de 8.400

Le nombre d'élèves de moins de 15 ans, c'est-à-dire fréquentant les écoles communales, cantonales et provinciales, était donc, en 1914, de 43.400

Le nombre d'enfants en âge de fréquenter ces trois catégories d'écoles a été estimé par M. Charles Prêtre, pour 1908, à 300.000

En admettant, ce qui est probable, que ce nombre soit resté le même en 1914, nous trouvons, pour cette

année 1914: 300.000 — 43.400, c'est-à-dire environ 250.000 enfants qui ne fréquentent aucune école.

Les Annamites qui ont plus de 15 ans fréquentent le collège de Mytho, le collège de Saïgon et l'école normale de Gia-dinh.

Voici comment ils se répartissent en 1914:

Nombre d'élèves du collège de Mytho	140
— — — — de Saïgon	110
— — de l'Ecole normale de Gia-dinh.	100
Total	350

Le nombre d'élèves des diverses écoles de la Cochinchine était donc, en 1914, de: $43.400 + 350 = 43.750$.

Ces chiffres, que nous trouvons d'ailleurs dans les rapports officiels, montrent que les masses indigènes ne profitent pas de l'instruction. Plus de 250.000 enfants annamites de moins de quinze ans ne fréquentent pas l'école. D'un autre côté, le collège de Saïgon ne fournit, chaque année, qu'une trentaine de jeunes gens, ayant une instruction primaire du deuxième degré, L'école normale de Gia-dinh fournit, en tout, une vingtaine d'instituteurs pour l'enseignement. Bref, le peuple annamite est ignorant.

Parmi les Annamites traduits devant la Cour criminelle de Saïgon, en 1913, dans l'affaire du complot de Saïgon-Cholon, 15 n'écrivaient qu'imparfaitement le quâc-ngu, 30 étaient de culture exclusivement chinoise, 64 étaient complètement illettrés.

Cette constatation est profondément triste. M. de Lannessan explique dans son livre sur « l'Indo-Chine française », qu'avant la conquête française, les Annamites incapables de lire et d'écrire les caractères chinois nécessaires aux comptes journaliers et aux actes publics étaient extrêmement rares. Le gouvernement français semble donc avoir fait moins d'efforts pour l'instruction des indigènes que la monarchie annamite.

Quels sont maintenant les crédits affectés, dans le budget local de la Cochinchine, à l'instruction publique ? Les dépenses des écoles provinciales, du collège de Mytho, du collège de Saïgon, de l'école normale de Gia-dinh sont inscrites au budget de la Cochinchine. M. Albert Métin, député, a extrait d'un rapport fait par M. Charles Prêtre, chef du service de l'enseignement de la Cochinchine, le passage suivant :

« Quelles sont les dépenses engagées pour l'enseignement indigène ? Il a été prévu, pour le chapitre V du budget local, 492.336 piastres. Sur cette somme, 141.459 piastres ont été affectées à l'enseignement pour 400 élèves français, la plupart indiens ou métis reconnus, et 350.877 piastres seulement pour moins de 35.000 élèves indigènes. Cette dernière somme paraît insuffisante comparée à la première... » (*Journal Officiel*, Chambre, Annexes, session ordinaire, 1911, page 1796.)

Ainsi donc, le budget de la Cochinchine, qui s'élevait, en 1908, à 5 millions de piastres, n'a consacré,

cette année-là, que 350.877 piastres à l'enseignement indigène.

En 1912, les dépenses pour l'enseignement n'atteignaient encore que 523.266 piastres, y compris les dépenses consacrées à l'enseignement donné aux Français. L'augmentation, on le voit, est très minime.

Quelques détails sur l'université indo-chinoise nous montreront que l'enseignement supérieur n'est pas davantage organisé.

Lorsque M. Beau était gouverneur général de l'Indo-Chine, il voulut relever la condition morale des sujets indo-chinois en leur donnant une éducation moderne. Après une enquête faite auprès des autorités compétentes et auprès de la population indigène, il décida de fonder une Université indo-chinoise dont l'inauguration eut lieu le 4 novembre 1907, à Hanoï. Le peuple indo-chinois souhaitait avec enthousiasme le succès de l'œuvre de M. Beau. Malheureusement, M. Beau nous quitta et son œuvre fut détruite l'année suivante.

« Le mouvement indigène de 1908, dit M. Albert Métin, a entraîné une réaction contre les essais de 1906, certains indigènes se révoltent, a-t-on dit, c'est parce que nous les instruisons, cessons de le faire. Nous ne discuterons plus cet argument, ayant déjà établi que c'est dans une instruction moderne et une collaboration des Annamites aux fonctions et aux assemblées qu'est la solution du malaise. » (*Journal Officiel*, Chambre, Annexes, session ordinaire, 1911, page 1799.)

De l'Université indo-chinoise, fondée par notre estimé gouverneur, M. Beau, il ne reste que l'Ecole de médecine de Hanoï. Cette école rend de très grands services à la population indigène. Elle a déjà formé des médecins indigènes très appréciés, aussi bien par les Français que par les Annamites. Malheureusement, depuis sa fondation, elle n'a fourni à la Cochinchine que seize médecins, ce qui est très insuffisant. Chaque province de la Cochinchine n'a qu'un médecin français et qu'un médecin indigène. Ces deux médecins dirigent l'hôpital du chef-lieu de la province. Ils font des tournées dans les villages; mais chaque commune ne reçoit leur visite qu'une fois par mois. Il faudrait augmenter le nombre des médecins indigènes, sinon l'assistance médicale restera insuffisante. Pour cela, le gouvernement de la Cochinchine n'a qu'à accorder un plus grand nombre de bourses aux jeunes gens qui désirent faire leurs études à l'Ecole de médecine d'Hanoï. Jusqu'à présent, notre colonie envoie, à ses frais, cinq jeunes gens seulement à cet établissement. Certes, il faut éviter le gaspillage; mais lorsqu'il s'agit d'œuvres qui ont un caractère social, il ne faut pas regretter la dépense.

Comme M. Paul Beau, M. Albert Sarraut a beaucoup fait pour l'enseignement indigène. Lorsqu'il était gouverneur général de l'Indo-Chine française, il a eu la généreuse pensée de transformer le collège Paul-Bert en un lycée où les Français et un nombre déterminé d'indigènes sont admis à y préparer le baccalauréat. Cette mesure a eu un grand retentissement, parce

qu'elle avait pour but de rapprocher la race blanche et la race jaune, que la destinée appelle à vivre côte à côte. Le lycée d'Hanoï est très utile aux indigènes qui désirent acquérir une instruction secondaire. Toutefois, ce n'est là qu'une demi-mesure, puisque cet établissement ne reçoit pas tous les Annamites qui tiennent à le fréquenter. Il profite, d'ailleurs, beaucoup plus aux Tonkinois qu'aux Cochinchinois.

Les écoles communales, cantonales et provinciales, ainsi que les divers collèges, sont entretenus par les budgets communaux et provinciaux et par le budget local de la Cochinchine. Les dépenses affectées à l'Ecole de médecine et au lycée d'Hanoï sont inscrites au budget local du Tonkin.

Il nous reste maintenant à examiner quelle est la part que prend le Gouvernement général à l'instruction des indigènes.

Le Gouvernement général, dont le budget annuel s'élève à plus de 35 millions de piastres, n'a rien dépensé pour l'enseignement indigène. Si l'Ecole de médecine d'Hanoï et le lycée Paul-Bert sont entretenus par le budget local du Tonkin, cela est logique, puisque ces deux établissements sont à Hanoï et profitent surtout, comme nous l'avons dit, aux Tonkinois.

Le Gouvernement général se contente d'entretenir des établissements scientifiques qui ont coûté :

En 1899, la somme de	94.000 piastres.
En 1900, —	127.000 —
En 1901, —	139.000 —
En 1902, —	235.000 —

En 1907, au chapitre de l'Instruction publique et des établissements scientifiques, sont inscrites : 358.000 piastres.

En 1912, le chapitre de l'Instruction publique comprend deux sections :

Dans la première section, consacrée à l'Ecole française d'Extrême-Orient, sont inscrites 66.711 piastres

Dans la deuxième section consacrée
au personnel et au matériel, sont inscrites 14.995 piastres

La deuxième section comprend :

	Francs	Piastres
La solde d'un inspecteur-conseil,		
soit	20.000	
Des frais de service, soit.....	5.000	
Le traitement d'un secrétaire		
européen, soit	5.000	
Total	30.000	ou 13.043
Ajoutons, en outre :		
Des indemnités de résidence		192
Les traitements de deux secrétaires indi-		
gènes		890
Les traitements du personnel sulbaterne.		200
Matériel		760

Total 14.995

(*Journal Officiel*, Chambre, Annexes, session ordinaire 1911, page 1798.)

Le principal établissement scientifique entretenu par le budget général est l'Ecole française d'Extrême-

Orient. Cette école, qui coûté, chaque année, à l'Indo-Chine, la somme de 66.711 piastres, ou 166.777 fr. 50 (en supposant que le taux de la piastre soit de 2 fr. 50), a reçu de vives critiques de la part de M. Jean Ajalbert.

« N'est-il pas effrayant de constater que l'école, qui devrait être la maison mère des études annamites et franco-annamites, leur est hostilement, dédaigneusement fermée! Ainsi, directeurs et pensionnaires n'auront de zèle que pour le sanscrit, le tibétain, le chinois, le japonais. De parti pris, ils ignoreront la langue du pays, ils refuseront de l'enseigner — il faudrait la savoir — tout en exigeant de présider aux examens des candidats aux brevets d'annamite. » (Jean Ajalbert, *Les nuages sur l'Indo-Chine*, page 223.)

D'après l'étude que nous venons de faire sur l'enseignement, nous pouvons dire que l'instruction des indigènes est négligée en Cochinchine. Chaque année, il y a à peu près une soixantaine d'Annamites qui obtiennent un diplôme équivalant au brevet élémentaire. De trois cents à quatre cents enfants de 12 à 15 ans passent le certificat d'études primaires. Mais, sur 300.000 enfants de moins de 15 ans en âge d'aller en classe, 50.000, au maximum, fréquentent l'école. Ainsi l'instruction des indigènes est peu développée.

En 1914, les ressources affectées à l'enseignement ne dépassent pas plus de 900.000 piastres, alors que les impôt perçus en Cochinchine s'élèvent au moins à 30 millions de piastres.

CHAPITRE III

Situation politique

1. — AFFAIRE GILBERT-CHIÊU

En 1908 et en 1913, la Cochinchine a été profondément troublée par deux événements politiques importants : l'affaire Gilbert-Chiêu et le complot de Saïgon-Cholon.

Gilbert-Chiêu, ancien fonctionnaire indigène, était journaliste à Saïgon ; le gouvernement le soupçonnait d'être en relations avec un prétendant, le prince Cuong-Dê, qui se dit arrière-petit-fils de Gialong (empereur d'Annam contemporain de Louis XVI).

A une date qu'on peut placer entre 1904 et 1905, Cuong-Dê, connu sous le nom de Ky-ngoan-Nan (Marquis des régions intérieures), abandonna la Cour de Huê, sur les conseils de son vieux maître Pham-boi-Châu. Le maître accompagna son élève. Pham-boi-Châu est toujours resté un adversaire déclaré de la

domination française; son hostilité se manifesta, pour la première fois, à Huê, dans un concours de doctorat, où, au lieu de traduire les questions posées, il aurait rédigé un rapport proposant les mesures les plus révolutionnaires.

En quittant la Cour de Huê, pour accompagner son élève, Pham-boi-Châu abandonnait volontairement son pays; il formait, en effet, et il forme encore le dessein bien arrêté de placer un jour son disciple sur le trône d'un « Nouvel Annam » (c'est le titre d'un des pamphlets de Pham-boi-Châu) et de chasser les Français de toute l'Indo-Chine.

Partis de Huê, Cuong-Dê et son maître se rendirent au Japon. L'Empire du Soleil-Levant, qui, par sa victoire contre les Russes, allait exercer sur l'Extrême-Orient une influence définitive, était bien fait pour attirer deux agitateurs hostiles à toute influence européenne.

En 1908, à la suite de l'arrivée, à Saïgon, d'un émissaire de Cuong-Dê, l'arrestation de Gilbert-Chiêu fut décidée. L'ordonnance de mise en liberté rendue par le juge d'instruction de Mytho, au sujet de l'affaire Gilbert-Chiêu, a révélé que l'accusé faisait partie d'une association dirigée par Cuong-Dê et Pham-boi-Châu, et dont le but était de préparer le peuple annamite à la révolte contre la France, soit directement, soit par l'envoi de jeunes Annamites à Tokio. Ils devaient y recevoir l'instruction militaire et pratique que comportait leur rôle futur de chefs de l'insurrection. Les

aveux circonstanciés de nombreux indigènes qui furent arrêtés au cours de l'instruction, ont permis d'établir les procédés de propagande, de recrutement et d'embauchage employés par Gilbert-Chiêu et ses complices.

La propagande se faisait à l'aide de brochures, éditées au Japon, et distribuées, dans des réunions politiques clandestines, aux jeunes Annamites les plus disposés à en adopter les idées.

L'excitation à la révolte s'étalait même souvent au grand jour, dans des articles de journaux. Le 17 octobre 1907, le *Moniteur des provinces*, rédigé en langue indigène, publia un article qui, sous le titre de « Exhortations à l'agriculture », n'était rien moins qu'un appel à l'insurrection. L'insertion de cet article ne fut possible, dans ce journal, que par suite de l'ignorance de la langue annamite par le personnel français.

Des brochures, des poèmes répandaient à profusion, parmi le peuple des villes et des campagnes, les mêmes idées de haine et de rebellion. Le thème ordinaire de ces libelles était qu'il fallait massacrer tous les Français de l'Indo-Chine, ce serait d'autant plus facile que les armées japonaises soutiendraient le mouvement insurrectionnel annamite, le jour où il éclaterait.

Entre temps, fonctionnait, près de Hong-Kong, une véritable agence d'insurrection. L'enquête a démontré que les meneurs s'attachaient, en Indo-Chine, à réunir les adhérents surtout parmi les jeunes Annamites. Quand, à la suite de promesses plus ou moins trompeuses, on les avait décidés à partir pour la Chine ou le

Japon, Gilbert-Chiêu les dirigeait sur Hong-Kong. Un Tonkinois tenait, aux environs de cette ville, une auberge qui servait de lieu de rendez-vous à tous les affiliés. Dès leur arrivée à Hong-Kong, on y conduisait les nouveaux arrivants ; là, ces jeunes gens étaient accueillis par Pham-boî-Châu, l'auteur des libelles les plus violents, qui les catéchisait et les initiait au but du complot anti-français. Leur montrant quel noble rôle il leur réservait dans la future insurrection, Pham-boî-Châu les décidait ordinairement à aller passer quelques années au Japon, où, leur disait-il, ils entreraient dans une école militaire et d'où ils pourraient revenir, après deux ou trois ans, suffisamment aptes à diriger l'insurrection annamite.

Ceux d'entre eux qui acceptaient étaient alors dirigés vers le Japon et conduits dans une école située aux environs de Tokio, l'école Dô-huu-Soan. Là, ils étaient reçus par un homme qui se prétendait être le prince Cuong-Dê, et qui devait, prochainement, avec le secours des armées japonaises, remonter sur le trône de ses ancêtres et régner sur l'Indo-Chine reconquise.

C'était à Gilbert-Chiêu qu'incombait le soin de recueillir les fonds exigés par cette propagande. Son ancienne fonction de mandarin de Tri-Phu (préfet annamite) et sa qualité d'Annamite naturalisé français lui donnaient une certaine notoriété dans le monde indigène. Il en profita pour créer trois établissements dont les revenus servaient à alimenter la caisse du complot. C'était d'abord une société commerciale qui, sous le

couvert de fabriquer du savon, permettait à Gilbert-Chiêu de grouper ensemble, sans éveiller les soupçons, tous les membres dirigeants du parti ; c'étaient ensuite deux hôtels situés l'un à Mytho, l'autre à Saïgon et dont l'objet réel était de faciliter les voyages ou les réunions des affiliés.

Gilbert-Chiêu recherchait, en outre, des offrandes en argent et ne se faisait pas faute d'encourager les hésitants, de leur promettre des dignités dans la future administration du prince Cuong-Dê. Ceux qui l'aidaient dans ses entreprises étaient d'ailleurs assurés de ne pas être inquiétés lors de l'arrivée des Japonais dans le pays. Ces menées anti-françaises paraissent, à un certain moment tout au moins, avoir eu un succès réel. De nombreux jeunes gens écoutèrent les suggestions de Gilbert-Chiêu et allèrent vivre à Tokio, dans l'entourage du pseudo-prince Cuong-Dê. Mais, au bout d'un certain temps, leur nombre diminua. C'est alors que Gilbert-Chiêu finit par éveiller les soupçons et par laisser la population annamite avec ses fréquentes demandes de subsides. On parla d'escroquerie, on souhaita de le voir s'expliquer devant la justice. C'est à ce moment qu'il fut arrêté. L'enquête fut très laborieuse, quatre-vingt-douze Annamites furent interrogés ou inculpés. On s'attendait, en Indo-Chine, à un procès sensationnel. On fut très étonné, le 21 avril 1909, de voir cette affaire se terminer par un non-lieu mettant en liberté Gilbert-Chiêu et ses complices.

On a parlé, à ce moment, de démarches diplomatiques

qui se seraient produites, et, pour préciser, d'une intervention du Japon. Il est impossible, disait-on, que la police japonaise, ordinairement très bien renseignée, n'ait pas connu les agissements du prince Cuong-Dê et toutes les relations qu'il entretenait avec Gilbert Chiêu. Mais le gouvernement japonais avait fermé les yeux sur toutes les menées anti-françaises. Dès lors, on s'expliquait le non-lieu de Gilbert-Chiêu. On n'avait pas voulu révéler, au grand jour d'un procès, les complaisances du gouvernement de Tokio pour les Annamites rebelles.

La vérité est tout autre. L'attitude du gouvernement japonais dans cette affaire a été plus que correcte. L'individu qui tenait l'école Dô-huu-Soan avait mystifié tout le monde et probablement Gilbert-Chiêu tout le premier. Il n'avait rien de commun avec le prince Cuong-Dê dont on a perdu la trace depuis 1907.

Comme Gilbert-Chiêu s'était toujours figuré correspondre avec le véritable prétendant, comme, d'autre part, au moment de son arrestation, sa société allait être mise en faillite, on ne pensa pas pouvoir l'inculper d'escroquerie.

Restait la question du complot. Les manœuvres anti-françaises de la bande Gilbert-Chiêu n'étaient pas douteuses. Mais le système de législation pénale, appliqué alors en Cochinchine, ne permettait pas de poursuivre pour une simple tentative de complot un individu naturalisé Français. Au Tonkin ou au Cambodge, on aurait pu poursuivre, parce que, dans les pays de protectorat,

l'institution d'une commission criminelle permet de punir de simples tentatives d'agitation. En Cochinchine, ce n'était pas possible. Gilbert-Chiêu fut donc remis en liberté; mais sa culpabilité ne faisait pas de doute. L'attitude de cet individu, ancien fonctionnaire indigène, à qui on avait accordé la naturalisation française, a été flétri comme il convenait.

L'œuvre de propagande de Gilbert-Chiêu était considérable, tant par le nombre des individus gagnés aux idées anti-françaises que par le degré de fanatisme et de haine auquel la plupart ont été amenés. L'instruction a révélé, sur ce point, des faits nombreux et caractéristiques consignés dans l'ordonnance de mise en liberté de Gilbert-Chiêu. Le suicide d'un étudiant annamite, qui se tua à Tokio en haine des Français et parce que son pays n'était pas encore libéré du joug des vainqueurs, ce suicide fut exalté dans un des libelles les plus violents de Pham-boi-Châu. L'enquête a démontré que des étudiants écrivaient de Tokio à leurs parents des lettres d'un patriotisme vibrant. L'un d'eux disait qu'il avait fait à la cause de l'indépendance annamite le sacrifice de sa vie, qu'il se considérait comme retranché du monde des vivants. Un autre conjurait ceux de son entourage de vendre tous leurs biens et d'en consacrer le prix au succès de l'entreprise. D'autres se faisaient photographier en officiers japonais avec un sabre au côté, ou figuraient sur des photographies où leurs camarades étaient représentés dans cette tenue; ils envoyaient ces portraits à leurs parents de Cochinchine.

Le mouvement paraît avoir pris une certaine extension même parmi les fonctionnaires et les notables indigènes. L'ordonnance précitée donne les noms des chefs et des sous-chefs de canton, des conseillers de province, des secrétaires-interprètes qui prirent une part active aux menées anti-françaises. Les uns et les autres souscrivaient des actions dans la société de Gilbert-Chiêu, envoyaient leurs fils au Japon, portaient au pseudo Cuong-Dê des sommes considérables, tenaient chez eux des réunions séditeuses, recevaient des lettrés anti-français notoires, parcouraient le pays pour y faire des tournées de propagande, s'intéressaient à toutes les publications, pamphlets et libelles dirigés contre la France et qu'ils se faisaient adresser secrètement. Tous affirmaient leur foi la plus inébranlable dans la réussite de l'insurrection.

II. — COMLOT DE SAIGON-CHOLON

De 1908 à 1913, la situation politique de la colonie paraissait satisfaisante; aussi, fut-on très surpris lorsque, dans la matinée du 24 mars 1913, on apprit qu'à Saïgon et à Cholon huit bombes venaient d'être trouvées. On découvrit encore que des manifestes séditeux avaient été répandus un peu partout; ils contenaient un défi aux armées françaises; ils recommandaient aux commerçants étrangers et aux gens des marchés de fuir la guerre imminente; ils invitaient à échanger les bil-

lets de banque contre des espèces: d'où, à partir du 3 août 1913, à Phan-Thiet (c'est là qu'on arrêta Phan-phat-Sanh, le chef du complot), une dépréciation momentanée des billets de 100 piastres. Enfin, les manifestes de la rebellion se terminaient par cette phrase: « Soulevons-nous et reprenons notre pays ».

Le 28 mars 1913, on avait arrêté des paysans venus à Cholon pour voir l'empereur, ont dit les uns, pour voir l'empereur et faire la guerre aux Français, ont dit les autres. L'empereur en question, c'était un certain Phan-phat-Sanh qui avait pris le titre d'empereur Phan-xich-Long (Phan-Dragon-rouge). En réalité, le pseudo-souverain était l'ancien domestique d'un agent de police de Cholon. De domestique il s'était fait devin, tant et si bien qu'en 1910, il avait été condamné à une amende pour ce fait. Possédant quelques notions de sorcellerie et de magie, il avait acquis, dans la province de Chaudôc, une certaine réputation et se faisait passer pour thaumaturge aux yeux des simples. Avec de pareilles aptitudes, Phan-phat-Sanh était bien fait pour tromper les gens crédules dont il comptait se servir pour fomenter une révolte. La ruse et l'audace révolutionnaire étaient les deux principaux caractères de ce complot; la ruse procurait aux révolutionnaires des bénéfices d'abord et ensuite de l'autorité sur un public naïf. Il leur fallait de l'audace pour organiser une sédition et perpétrer des attentats. C'est d'une conférence secrète entre Hiep, Tri et Phan-phat-Sanh qu'était né le complot. On convint d'abord que le meilleur

moyen d'attirer des partisans était d'user d'un prétexte religieux. Sur cette terre d'Asie où le nom de Bouddha est si profondément vénéré, on imagina de présenter au peuple un Bouddha en chair et en os. Tri et Hiep rencontrèrent donc à Cholon un vieux mendiant; ils saluèrent ce malheureux, l'appelèrent Bouddha, l'entourèrent d'égards, le montrèrent à des naïfs et instituèrent un culte en son honneur. Ils l'emmenèrent aussi dans leur village et le firent voir aux gens de l'endroit; les notables de la localité s'en émurent, arrêtèrent Hiep, Tri et le Bouddha et les conduisirent à l'administrateur de Cholon qui les relaxa. Mais l'aventure avait fait du bruit; Hiep et Tri ramenèrent leur Bouddha à Cholon et lui donnèrent un logement convenable. Jusque là, en effet, ils l'avaient laissé coucher dans des maisons abandonnées. Les compères louèrent donc, à la date du 15 novembre 1911, un appartement au n° 70 de la rue Thuân-Kieu.

Vers le même temps, se constitua un comité dont Phan-phat-Sanh, le soi-disant empereur Phan-xich-Long, était le chef et qui comptait parmi ses membres principaux Tri et Hiep. Ce que voulaient ces individus, c'était le pouvoir et l'argent. Ils rêvaient de devenir les maîtres; tous les moyens leur étaient bons, l'escroquerie d'abord, les bombes ensuite.

Mais il fallait d'abord de l'argent; les offrandes au Bouddha furent les premières recettes; mais au bout de trois ou quatre mois, exactement en février 1912, Bouddha mourut. Les chefs du complot ajoutèrent alors

une seconde imposture à la première et après un Dieu ils improvisèrent un empereur. L'empereur c'était Phan-phat-Sanh. Le dessein politique maintenant se précise : en reconnaissant un chef, on se réunit autour de lui contre l'autorité française. Tri déclara donc que le Dieu vivant, avant de quitter son enveloppe terrestre, lui avait révélé où se trouvait le véritable empereur. Phan-phat-Sanh était à Battambang. Tri et Hiep allèrent le trouver. Ainsi fut promu cet empereur dérisoire, ancien domestique, ancien ouvrier. Son impudence était sans bornes, il faisait le devin et jouait au thaumaturge; il faisait encore le bonze et même l'ermite dans le pays de Kampot; il se disait fils du prince Ham-Nghi, actuellement à Alger. A Phan-Thiet, il raconta qu'il était le frère aîné de l'Empereur d'Annam actuel, Duy-Tân. Peu soucieux de logique dans ses impostures, il prétendait descendre des Ming, dynastie qui a régné en Chine du xiv^e au $xvii^e$ siècle. Il voulait frapper fortement l'imagination des simples. Un certain Ngo s'y employa avec succès. Ngo, ancien notable, répandit dans la campagne les bruits les plus terrifiants. Il prophétisa une sorte de fin du monde, dont seuls pourraient être sauvés ceux qui suivraient la pure doctrine prêchée par lui au nom de l'empereur Phan-xich-Long; il prédit les catastrophes les plus effroyables, les fléaux les plus dévastateurs. Le pays allait être noyé sous les raz de marée, les montagnes allaient remplacer les fleuves, et les fleuves les montagnes; le choléra allait dépeupler la terre, et, pour ache-

ver l'œuvre de destruction, des aigles rayés, d'envergure géante, allaient venir dévorer les hommes.

A ces perspectives sinistres, il n'y avait qu'un moyen d'échapper, se purifier par l'abstinence, se revêtir de vêtements blancs, se munir d'amulettes qui rendaient invisibles et invulnérables. Ngo disait encore qu'un empereur venait du ciel pour chasser les Français de l'Indo-Chine, que ce nouveau souverain avait près de lui un Dê-Tham invincible, que les puissances surnaturelles combattraient pour lui. Tous les navires européens seraient anéantis en quelques instants par des arcs-en-ciel de pierre; les esprits de la terre, les esprits du ciel viendraient par myriades assister le chef des hommes purs. Les éléments se joindraient aux génies et les animaux eux-mêmes deviendraient des soldats et des généraux dont les têtes se multiplieraient pas six, les membres par millions. Les paysans, tous très ignorants, croyaient à ces prédictions. La simplicité des villageois, et c'est là le point important, permettait une aussi carnavalesque propagande.

Entre temps, les chefs du complot résolurent de donner à la foule passive d'abord la confiance en l'empereur nouveau, ensuite l'exemple de l'action; mais il fallut d'abord se procurer de l'argent; on y parvint de différentes façons: souscriptions pour une pagode, offrandes directes au prétendant, souscriptions directes au complot.

La pagode construite servait en même temps de refuge aux conjurés, et ils s'y réunissaient secrètement.

C'est là qu'il prêtèrent serment de fidélité. On songea aussi à la nécessité de loger à Kampot les gens crédules qui viendraient en pèlerinage à la pagode, dans des conditions telles qu'ils ne puissent s'apercevoir de rien. Divers conjurés furent, en outre, chargés de diriger un certain nombre de magasins, qui étaient en réalité des lieux de rendez-vous. On y adorait le Bouddha défunt; on y centralisait aussi l'action du comité. Les rebelles tiraient leurs revenus non seulement des offrandes apportées à la pagode, mais encore des dons faits au prétendant. Celui-ci, en effet, fut montré au public, dès septembre 1912, dans un des magasins qui servaient de rendez-vous, rue de Thuân-Kieu, à Cholon. On le vit aussi chez le huong-chu-Phuoc, du village de Long-hâu-tây. Celui-ci, s'instituant en quelque sorte son chambellan, ouvrit à Saïgon, rue Bordais, un café pour exhiber Phan-phat-Sanh. C'est là que le pseudo-prétendant, prenant sur l'autel une pose hiératique, prenait gravement les billets de banque offerts pour les mettre dans son portefeuille. Dans la seule soirée du 14 octobre 1912, il recueillit ainsi 600 piastres (1.500 francs environ).

Pour montrer à quel degré de crédulité peut arriver un peuple ignorant, il nous suffira de citer les deux traits suivants: Un inculpé du nom de Taï déclara après son arrestation: « Je me considérais jusqu'ici comme un fils qui n'a pas de père; mais aujourd'hui, j'ai rencontré mon seigneur, qui est l'empereur Phan-xich-Long, c'est pourquoi j'ai embrassé sa doctrine. »

Et un autre : « Jusqu'au jour où j'aurai la tête coupée, je croirai Phan-xich-Long d'essence royale et le considérerai comme un empereur. » Bref, cette affaire se termina devant la Cour criminelle de Saïgon ; Phan-phat-Sanh et ses principaux complices furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Cinquante-quatre accusés ont été acquittés, purement et simplement, parce que c'étaient des nha-quê (paysans) victimes de leur naïveté et de leur ignorance.

Si nous avons tant insisté sur ces tentatives de révolte, c'est que le succès qui faillit assurer leur réussite montre, d'une manière évidente, le degré d'ignorance des indigènes.

Contrairement à ce qu'ont fait d'autres peuples colonisateurs modernes, le gouvernement français actuel n'a pas cherché à répandre parmi ses sujets la connaissance de la langue française. Nous croyons que c'est là une grave erreur. La France, qui fait beaucoup de sacrifices pour étendre son influence dans le monde par la diffusion de sa langue, n'aurait-elle pas dû songer à la répandre davantage en Cochinchine ; n'était-ce pas le moyen pour elle, qui veut toujours plus de justice là où flotte son drapeau, de permettre à ses représentants, à ses administrateurs, à ses magistrats, de mieux pénétrer l'âme de ses protégés. Cette méthode eut, certes, évité à la Cour criminelle de Saïgon d'avoir à juger, parmi les accusés :

30 qui sont de culture exclusivement chinoise ;

15 qui n'écrivent qu'imparfaitement le quâc-ngu (langue annamite écrite avec l'alphabet latin);

64 complètement illettrés.

Elle ne ferait que fortifier dans le cœur des Annamites l'amour pour la France. Si, en effet, ils ont écouté les malhonnêtes meneurs, ce n'est pas, il convient d'y insister, par haine contre la France, c'est à cause de leur ignorance.

CHAPITRE IV

Question chinoise

I. - DANGER POLITIQUE

Les Chinois ont fondé, en Cochinchine, des sociétés secrètes dépendant d'un organisme central appelé « Thiên-dià-Hoï » (Société du Ciel et de la Terre). Les statuts de cette société centrale sont aujourd'hui connus, ils contiennent, entre autres, les dispositions suivantes :

Art. 7. — Si un frère fait de la contrebande, ou se dérobe aux recherches de la police, il faut garder la chose secrète et ne rien laisser transpirer.

Art. 15. — On se doit des secours mutuels. Lorsqu'un frère est appelé à comparaître devant un tribunal, ou qu'un prix est fixé pour sa capture, il faut l'aider à fuir.

Art. 16. — Celui qui livre un frère pour la capture duquel une prime est fixée, sera mis à mort et sa tête séparée du corps.

Art. 25. — En cas de différends entre un frère et un étranger, on ne doit jamais témoigner en faveur de l'étranger.

Art. 29. — Si un frère est compromis dans une affaire de police, on doit faciliter son évacion.

Art. 28. — Ceux qui sont une fois entrés dans notre association jurent de renverser la dynastie des Thanh et de rétablir celle des Minh.

Cet article sert aux associés de formulé de serment.

La dynastie des Minh a régné en Chine, du xiv^e au xvii^e siècle; celle des Thanh lui a succédé.

Les Chinois, membres de la « Société du Ciel et de la Terre », profitant de l'ignorance des Annamites, leur ont tenu le raisonnement suivant :

« Vous, qui êtes malheureux sous la domination française, entrez dans notre société et nous travaillerons ensemble à chasser les Français ». Ils ont immédiatement trouvé des recrues parmi les classes ignorantes de la société. De ces diverses classes, la plus dangereuse est celle des « Errants ». Ce sont les « apaches » de la Cochinchine. Grâce à eux, les Chinois ont réussi à imposer leur domination à une partie de la classe des « Sédentaires ». Celle-ci comprend de paisibles agriculteurs, qui ne demandent qu'à vivre en bons termes avec le gouvernement. Mais les « errants », par la force et par la terreur, les gagnent à la cause chinoise.

Les Chinois se servent des errants pour recruter des

affiliés; mais ils ont déjà, par eux-mêmes, de puissants moyens d'action.

Et d'abord, l'argent; le Chinois a l'esprit retors, inventif. Il est habile à provoquer, sur les marchés, la hausse ou la baisse. Le commerce européen et le gouvernement doivent compter avec lui. D'autre part, il détient tout le commerce indigène.

On comprend, étant donnée surtout l'admirable discipline des associations chinoises à l'étranger, combien il est aisé, même sans agir directement, de semer des germes de révolte dans les masses indigènes, par exemple, en faisant courir des bruits tendancieux sur la politique du gouvernement français... Aussi, devons-nous compter très sérieusement avec ce groupe dangereux qui, dirigeant dans l'ombre l'innombrable armée des malandrins et des vagabonds, prêche la haine de la France dans les coins les plus paisibles de la Cochinchine.

On voit quelle est la gravité d'une pareille situation. Le mal, toutefois, ne semble pas être incurable. Si la « Société du Ciel et de la Terre » a pu réussir à recruter ses membres parmi les Annamites, c'est, avons-nous dit, qu'ils sont ignorants. Une instruction plus répandue serait, croyons-nous, un excellent remède.

II. — DANGER ÉCONOMIQUE

Les Chinois ne jouent pas seulement en Cochinchine un rôle politique. Leur influence économique, dont nous

avons donné tout à l'heure une idée, est aussi très grave.

A l'époque de l'indépendance des Annamites, les Chinois avaient déjà entre leurs mains le commerce de la Cochinchine; mais ils n'étaient pas aussi favorisés que depuis la conquête française. En 1862, lorsque l'administration française eut établi des impôts indirects en Cochinchine, elle en confia la perception à des fermiers chinois. Comme on devait s'y attendre, ils exploitèrent le contribuable. Etablir en Cochinchine un pareil système de perception, c'était oublier l'histoire de l'ancien régime en France. Plus tard, en 1871, le gouvernement de la Cochinchine institua aussi la ferme des alcools. C'est encore à un Chinois qu'il concéda le monopole de l'importation, de la fabrication, du transport et de la vente des eaux-de-vie de riz et de tous les autres spiritueux d'origine asiatique. Il était reconnu à ce fermier général un droit de poursuite, en vue de la répression des contraventions.

Sous l'administration annamite, les Chinois n'avaient qu'une partie du commerce des alcools; bien des notables étaient propriétaires de distilleries et possédaient dans leur province le monopole de fabrication et de vente.

Entre 1871 et 1906, le régime de la ferme fut supprimé; on le remplaça par un régime de complète liberté. La liberté, à vrai dire, n'était qu'apparente. Les Chinois conservaient un monopole de fait.

Un nouveau régime fut établi en 1906; le gouverne-

ment français gardait pour lui le monopole de vente ; mais le monopole de fabrication, s'il était donné à une société française, était aussi concédé à des Chinois ; Ceux-ci gardaient donc toujours une influence économique.

En 1907, du jour où les Chinois n'ont plus eu, à eux seuls, le monopole de vente, la quantité d'alcool vendue a été de deux tiers inférieure à la quantité d'alcool vendue les années précédentes. L'alcool français ne plaît pas aux indigènes. Aussi, par des marchés de gré à gré, l'administration a-t-elle été obligée de concéder aux Chinois, dans la grande majorité des provinces, le monopole de la vente, en leur abandonnant une quote-part des remises qu'elle s'était réservées. Les Chinois ont ainsi repris leur ancienne situation privilégiée. Dans les autres provinces, le régime appliqué était celui de la régie directe.

Le 24 décembre 1913, la régie des alcools indigènes ayant cessé de fonctionner en Cochinchine, ce pays se trouve remplacé sous le régime qui existait avant 1906. Comme avant la réforme de 1906, les Chinois ont donc actuellement un monopole de fait.

Ils sont, en outre, devenus représentants officiels de l'administration française pour la vente de l'opium. Voici dans quelles conditions :

Jusqu'en 1881, la ferme de l'opium, qui existait avant la conquête au profit du gouvernement annamite, échut à des Chinois, à qui des arrêtés conférèrent des droits de poursuite en cas de contrebande. On vit alors s'ou-

vrir, dans les moindres villages, des établissements gérés par des Chinois et qui tenaient lieu, à la fois, de fumeries, de débits d'alcools et de tripots. En 1881, le Conseil colonial de la Cochinchine, inquiet du tort que pouvait porter à l'influence française le monopole d'un produit de cette importance laissé entre les mains des Chinois, obtint la suppression de la ferme et son remplacement, ~~en 1913~~, par la régie directe. La régie, confiée à une administration qui prit le nom de service des contributions indirectes, avait le monopole de l'importation de l'opium brut, de sa transformation et de sa mise en vente. Malheureusement, le personnel de cette administration fut recruté exclusivement parmi les anciens employés chinois de la ferme. Elle installa une manufacture à Saïgon et confia à un Chinois la fabrication de l'opium préparé. De plus, les commerçants chargés de la vente étaient des Chinois. Les entrepositaires particuliers, à qui elle concédait, à l'intérieur du pays, le droit exclusif de vente dans un ressort déterminé, étaient encore des Chinois. La régie, cependant, ne leur laissa pas le droit de poursuite en cas de contrebande.

Cette situation existe encore à l'heure actuelle. Il est vendu annuellement, en Cochinchine, par la régie, 3 millions de piastres d'opium. Avec la majoration de 10.0/0 autorisée au profit des intermédiaires, c'est un bénéfice de 300.000 piastres par an que l'administration concède aux Chinois. De plus, la détention de l'opium officiel leur donne toute facilité pour écouler l'opium de contrebande encore plus rémunérateur.

ont réussi à se faire adjudger l'exploitation des monts-de-piété, des marchés et des bacs. Enfin, dans les différents services administratifs, si l'on a un marché à conclure, une demande de fournitures à faire, on s'adresse toujours aux Chinois. En France, seuls les commerçants et industriels français peuvent prendre part à une adjudication publique. Pourquoi ne pas appliquer en Cochinchine une règle semblable en faveur des Annamites et des Français?

Mais ce n'est pas seulement dans les divers services de la régie que les Chinois tiennent la première place. Dans le commerce, dans l'industrie, ce sont eux qui jouent encore le rôle prépondérant. Les maisons de commerce, grandes ou petites, appartiennent à des Chinois. Ils font aux commerçants français une concurrence redoutable. Ayant moins de frais généraux, ils vendent moins cher.

On sait que les Chinois sont répartis, en Cochinchine, en cinq associations ou congrégations : les congrégations de Canton, de Tchiou-Tchiao, des Akas, de Fockien et de Hainam. Nous allons en dire quelques mots, car il se trouve que chacune d'entre elles manifeste des aptitudes économiques spéciales.

Par Cantonnais, il faut entendre les Chinois originaires de la ville de Canton, ainsi que des environs du nord et de l'ouest de la province du même nom. Ils sont au nombre de 40.000 environ en Cochinchine, non compris les femmes et les enfants.

Les Cantonnais excellent dans toutes les branches de

l'activité commerciale et industrielle, mais ne se livrent guère à l'agriculture. A Cholon, deux usines à décortiquer le riz appartiennent à des Cantonnaires. Ils monopolisent également dans cette ville les magasins de soie, les scieries, les chantiers à bois, les fabriques de briques et de poteries, les fours à chaux, la construction des jonques et des sampans.

Ils possèdent encore, à Saïgon et à Cholon, des magasins d'exploitation des produits de la colonie, peaux, cornes, etc., ainsi que des ateliers de grosse et de petite chaudronnerie pour la réparation des chaloupes. Ils fournissent à l'arsenal et aux ateliers des messageries fluviales la majeure partie des ouvriers employés. Les entrepreneurs de maçonnerie, les marchands de meubles, les maçons, les charpentiers, les tailleurs, les cordonniers, les bouchers, les restaurateurs sont tous des Cantonnaires. Presque toutes les chaloupes chinoises naviguant dans les eaux de Cochinchine appartiennent à cette congrégation qui fournit aussi les équipages de la plupart des chaloupes fluviales.

La congrégation de Tch'ou-Tchiao comprend plus de 20.000 membres dans notre colonie. Les membres sont originaires des environs de Swatow. Quoique compris dans la province de Canton, ils forment une congrégation spéciale en raison de leur dialecte. Ils ne possèdent, à Saïgon, que très peu de maisons de commerce, 26 seulement. A Cholon, au contraire, leurs magasins, au nombre de 108, sont très prospères. Cette congrégation fournit la majeure partie des bateliers de rivière et des

ouvriers employés à la manutention des marchandises dans le port de Saïgon. Dans cette ville, deux maisons s'occupent spécialement du chargement et du déchargement des navires. Elles ont toujours à leur service plusieurs centaines d'ouvriers de Tchiou-Tchiao. Dans les provinces de Cantho, Soctrang, Travinh, Rachgia et Bacieu, les Tchiou-Tchiao sont très nombreux et cultivent le riz.

Les Akas sont au nombre de 9.000 environ. Ils proviennent de la partie nord-est de la province de Canton et s'embarquent à Swatow. Ils possèdent 70 maisons de commerce à Saïgon et 46 à Cholon; il est vrai qu'elles ne sont pas très importantes. Deux chaloupes fluviales appartiennent à un Akas. Ils exercent, de préférence, les métiers de forgeron, de tailleur de pierre, de mécanicien, de fabricant de chaussures chinoises, de boulanger, de charron. Ils se spécialisent, en général, dans la vente du thé. Les maraîchers installés entre Saïgon et Cholon font également partie de cette congrégation.

Les Fockien de Cochinchine, au nombre de 10.000 environ, proviennent du sud-ouest de la province d'Amoy; ils s'embarquent dans ce dernier port et à Swatow. Les Fockien sont spécialisés dans le commerce et l'industrie. Ils ont, à Saïgon, 63 maisons de commerce, et 139 à Cholon. Presque toutes les usines de Cholon sont entre leurs mains; ils détiennent, en outre, presque tout le commerce du riz. Les épiciers de la rue Catinat, les commis, les compradores des maisons européennes

et chinoises, les marchands de bouteilles, de barriques et de vieilles ferrailles, sont des Fockien. Cette congrégation où on ne rencontre ni ouvriers, ni domestiques, ne comprend guère que des commerçants ou des employés qui aspirent à le devenir.

Les Hainam, au nombre de 4.500 environ, proviennent les côtes de l'île de Hainam. Ils viennent à Saïgon par Hongkong. On ne compte, parmi eux, qu'une trentaine de commerçants installés à Saïgon ou à Cholon et dont les maisons sont sans importance. Les Hainam sont surtout employés comme domestiques ou comme cuisiniers chez les Français. L'île de Hainam fournit encore à la province de Hatiên la totalité de la main-d'œuvre chinoise employée dans les poivrières.

Les Chinois des diverses congrégations occupent donc, comme on le voit, une place considérable dans la vie économique de la Cochinchine. Le commerce et l'industrie sont en leur pouvoir. Ils traitent la plus grande partie des affaires. Ils détiennent tout, depuis les plus grandes entreprises de travaux publics jusqu'à l'exploitation de la moindre rizerie. Ils trouvent de quoi manifester les aptitudes les plus diverses. L'Annamite ne peut pas lutter, et toute l'activité dont il voudrait faire preuve est paralysée immédiatement. Cependant, il est le seul à travailler la terre, à cultiver le riz. Dans un pays aussi fertile, la production augmente tous les ans. Pourtant, l'Annamite ne profite pas de cette plus-value. Comme il a souvent besoin d'argent, il s'adresse

aux Chinois et aux Chettys (1). Ceux-ci lui en prêtent au taux moyen de 100 0/0 pour les petites sommes et de 30 à 50 0/0 pour les sommes importantes. Ces prêts usuraires mettent le paysan annamite dans une gêne constante, et le jour où il veut rembourser le capital, il ne peut y arriver qu'en vendant le patrimoine ancestral et en se mettant au service du nouveau propriétaire.

Dans la conférence qu'il a faite à la Chambre d'agriculture de Saïgon, le 7 décembre 1911, M. Auguste Loye, avocat de Cochinchine, a en quelque sorte jeté un cri d'alarme; il a montré l'emprise des Chinois et des Chettys sur les meilleures terres des indigènes; il a dit quels taux énormes prélève l'usurier sur les prêts qu'il consent au paysan annamite; il a prouvé que si le paysan de Cochinchine est pauvre, c'est parce que sa production, au lieu d'être protégée, est achetée à bas prix; il ajoutait que la plus grande partie des bénéfices qui sont réalisés sur cette production est envoyée chaque année en Chine, de même également que, chaque année, sont envoyés dans l'Inde les énormes intérêts prélevés par les Chettys sur les sommes prêtées aux indigènes.

Quand les Annamites seront instruits, ils pourront former des associations ayant pour but de défendre leur travail et leur production. Ils éviteront d'avoir recours aux usuriers et vivront plus dignement. Ils pourront

(1) Les Chettys sont des Hindous qui, en Cochinchine, font le commerce de l'argent.

augmenter ou tout au moins conserver, pour le transmettre à leurs descendants, le patrimoine que leur ont légué leurs ancêtres.

Actuellement, il n'en est rien, les Chinois, non contents de les exploiter, ont encore recours au jeu pour les voler. Nous avons vu que les Chinois exploitent les indigènes de plusieurs façons, en leur vendant de l'alcool, en leur vendant de l'opium, en se faisant les fournisseurs de l'administration française, en détenant tout le commerce et toute l'industrie de la Cochinchine, enfin, en prêtant aux Annamites de l'argent à un taux usuraire.

Pendant longtemps, le gouvernement français a toléré et même favorisé en Indo-Chine la tenue des jeux par des fermiers chinois, sans doute parce qu'il en tirait d'appréciables profits. M. de Lanessan mit fin à ces pratiques en 1890; et actuellement les jeux sont encore interdits; cela n'empêche pas que les cercles clandestins pullulent à Cholon, ville chinoise, et dans le reste de la Cochinchine. Si le jeu n'avait lieu qu'entre Annamites habitant un même village, il n'y aurait pas là un péril extraordinairement grave, l'argent ne sortirait pas de la localité et resterait aux Annamites; actuellement, au contraire, c'est un Chinois de passage dans la commune qui fait jouer; il emporte donc en Chine l'argent des indigènes.

III. — REMÈDES CONTRE L'INVASION CHINOISE

La présence des Chinois en Cochinchine présente donc pour notre colonie un danger politique et un danger économique. Il existe dans ce pays un parti composé de Français et d'Annamites, nettement hostile aux Chinois et qui demande leur expulsion radicale. Il accuse les Chinois d'avoir terrorisé les paysans annamites et de les avoir forcés à entrer dans les sociétés secrètes chinoises, lesquelles ont créé des difficultés au gouvernement français et au peuple annamite. Les Chinois sont, en effet, une des principales causes de la dernière crise indo-chinoise. On reproche également aux Chinois leur parasitisme; on les accuse de prendre la fuite dès qu'ils sont sur le point de faire faillite.

En un mot, Français et Annamites demandent au gouvernement français de protéger les indigènes et de les affranchir de la tutelle commerciale chinoise.

L'expulsion des Chinois en masse est-elle possible? Evidemment non, les traités passés avec la Chine ne permettent pas de prendre une telle mesure. L'article premier du traité du 9 juin 1885, en effet, est ainsi conçu :

« Les Chinois colons ou anciens soldats qui vivent paisiblement en Annam en se livrant à l'agriculture, à l'industrie ou au commerce et dont la conduite ne donne lieu à aucun reproche, jouiront, pour leur per-

sonne et pour les biens, de la même sécurité que les protégés français. » Et le traité du 25 avril 1888 stipule, dans l'article 4, que les Chinois auront le droit de posséder des terrains, d'élever des constructions, d'ouvrir des maisons de commerce et d'avoir des magasins dans tout l'Annam. Ils obtiendront, pour leur personne, leur famille et leurs biens, protection et sécurité à l'égal des sujets de la nation européenne la plus favorisée, et comme ces derniers ils ne pourront être l'objet d'aucun mauvais traitement.

Restent les moyens d'expulsion indirects que nous allons successivement examiner. On pourrait avoir recours à une élévation de la taxe de capitation des Chinois. Mais, à l'heure actuelle, la Chine se préoccupe de la situation de ses nationaux dans les possessions françaises et déjà des pourparlers sont engagés en vue de l'établissement de consuls chinois en Indo-Chine. Dans ces conditions, il est à craindre que les diplomates français ne puissent imposer cette mesure.

On a proposé aussi l'adoption contre les Chinois, pour le paiement de leurs dettes, du principe de solidarité. Ce qui fait, en effet, la force des Chinois, c'est, dit-on, leur esprit d'association. Puisqu'en se réunissant pour exploiter une entreprise, ils font de plus gros bénéfices, pourquoi ne les obligerait-on pas à se réunir pour payer ce qu'ils doivent ? Ce moyen serait excellent ; mais il est d'une application difficile.

On pourrait encore astreindre les Chinois qui veulent s'établir en Cochinchine à passer un examen de langue

annamite. Par ce moyen, on ferait obstacle au mouvement d'immigration chinois, car les Célestes ne savent presque jamais parler convenablement l'annamite. Cette mesure, facile à appliquer, serait en réalité insuffisante, puisqu'on ne pourrait pas éliminer par ce moyen les Chinois qui, déjà établis en Cochinchine, ont de la langue annamite une expérience suffisante.

Reste un dernier moyen très praticable et très pacifique. Le gouvernement français n'aurait qu'à développer l'instruction. En favorisant plus qu'il ne le fait l'enseignement professionnel pratique, il permettrait aux indigènes de prendre la place des commerçants et des industriels chinois. Actuellement, les Annamites sont en majeure partie les clients des maisons chinoises, uniquement parce qu'ils n'ont pas reçu une culture française suffisante. Elle leur permettrait d'apprécier les qualités des produits français et de se rendre compte que bien souvent les Chinois les exploitent.

Elle aurait aussi une autre conséquence : Le peuple annamite, une fois instruit à la française, comprendra les bienfaits de l'association. Il se formera en Cochinchine des sociétés commerciales qui lutteront efficacement contre les sociétés chinoises

Si, à l'heure actuelle, les Annamites ne peuvent faire concurrence aux Célestes, c'est parce qu'ils ne se groupent pas. Une instruction solide, à la française, peut seule leur montrer l'intérêt qu'il y aurait pour eux à s'unir.

On remarque que les Annamites fortunés ne savent

comment utiliser leurs capitaux. Le plus souvent ils le gardent dans leurs caves. Quant à ceux qui auraient l'initiative des affaires, ils ne peuvent rien entreprendre, faute d'argent.

Si le peuple était instruit, on verrait rapidement des banques favoriser l'industrie et le commerce, on se passerait des Chinois. On grouperait les capitaux épars. Actuellement, au contraire, tout indigène qui a besoin d'argent pour une entreprise quelconque, préfère emprunter aux Chinois ou aux Chettys à un taux usuraire. Le Français lui prêterait bien de l'argent à un taux raisonnable ; mais comme l'Annamite ne sait pas parler le français, il ne vient pas le trouver. Il ignore même que le Français a de l'argent à lui prêter.

Nous avons dû encore que les Chinois exploitaient les indigènes au moyen du jeu. Pourquoi l'Annamite joue-t-il ? C'est parce que, le plus souvent il lui manque des distractions. Donnez-lui des livres et des journaux et il ne jouera plus. Ainsi donc, et pour conclure, le remède qui nous paraît être le plus efficace contre l'invasion chinoise, c'est non pas de donner la chasse aux Chinois, ce qui soulèverait des difficultés diplomatiques, c'est de répandre en Cochinchine la culture française qui, seule, permettra aux indigènes, en leur montrant les avantages de la civilisation européenne, de secouer le joug chinois.

Troisième Partie

CHAPITRE PREMIER

Réformes sociales

I. — L'ENSEIGNEMENT EST LA BASE DES RÉFORMES

Des études que nous avons faites précédemment il résulte que des réformes s'imposent en Cochinchine. La base de toutes ces réformes, nous l'avons vu, c'est l'enseignement. Avec un peuple ignorant tel que le peuple annamite, des réformes, bonnes en elles-mêmes, ne peuvent pas se réaliser dans d'heureuses conditions. Si le législateur, par exemple, accordait aux Annamites un suffrage universel identique à celui qui fonctionne en France, cela ne changerait pas beaucoup l'état de choses actuel. En effet, les Annamites, n'étant pas préalablement instruits, ne sauraient pas remplir conven-

blement leur devoir de citoyen; l'Administration de notre colonie continuerait toujours à exercer de la pression sur les électeurs; les candidats continueraient à les corrompre. Un citoyen, pour comprendre son devoir vis-à-vis de lui-même et de l'Etat dont il est membre, doit être instruit. Nous sommes sûr que notre thèse ne rencontre pas de contradicteur. Dans tous les pays modernes, on remarque que l'éducation du peuple est la principale préoccupation du gouvernement

D'autre part, si la France donnait au peuple annamite une éducation française, elle gagnerait beaucoup. L'histoire nous apprend, en effet, que le lien le plus solide qui attache le peuple protégé au peuple dominateur, c'est l'éducation. La France, elle-même est encore attachée au peuple romain, parce que les Romains ont apporté à la Gaule leur civilisation. Pour que les Annamites s'attachent à la France, il faut les éduquer, répandre les bienfaits de l'instruction dans la masse indigène.

Lorsque nous avons parlé des complots, nous avons montré que le peuple annamite est trop simple, trop ignorant, qu'il est facile de tromper les paysans annamites. Le révolutionnaire Phan-phat-Sanh (1) et ses partisans ont pu exploiter les paysans annamites parce qu'ils savaient que ces derniers étaient très naïfs. Si la

(1) Voir le chapitre III, deuxième partie, sur la *Situation politique de la Cochinchine*.

masse indigène était instruite, Phan-phat-Sanh et ses complices n'auraient pas pu faire ce qu'ils ont fait.

Certains Annamites rêvent l'indépendance. Ils désirent chasser les Français de l'Indo-Chine avec le concours des armées japonaises. Ceux-là sont tout simplement des naïfs. Le jour où les révolutionnaires annamites chasseront les Français de l'Indo-Chine, grâce au concours des Japonais, ceux-ci s'installeront à la place des Français. Les Annamites ne seront jamais indépendants. Au contraire, ils seront plus malheureux encore, car l'expérience a prouvé que les Japonais, en Corée, se conduisent en dangereux despotes. Notre intérêt est de nous appuyer sur la France qui est, avec l'Angleterre, le plus libéral des gouvernements. Cette question politique ne peut être résolue que par la diffusion de l'enseignement. Le peuple annamite, lorsqu'il sera instruit, saura comparer l'œuvre française en Indo-Chine à l'œuvre japonaise en Corée, par exemple, et il finira par s'attacher au maître actuel.

En 1909, M. Messimy, dans son rapport sur le budget des colonies fait en 1909, a montré le rôle néfaste de l'interprète (1). Le jour où l'Annamite sera instruit,

(1) Dans son rapport de 1909 sur les budgets des colonies, M. Messimy a cité, pour mieux caractériser le rôle de l'interprète, un exemple qui mérite d'être retenu :

« Le 12 octobre 1908, M. Klobukowski a adressé aux habitants de l'Annam et du Tonkin une proclamation où il énumère les diverses réformes qu'il se propose d'effectuer. Au nombre de ces mesures figure « l'étude immédiate des

le jour où il saura parler le français, l'interprète disparaîtra.

Dans le chapitre où nous traitons la question chinoise, nous avons montré le danger politique et le danger économique de la présence des Chinois en Cochinchine. Le jour où l'Annamite sera instruit, il se fera commerçant ou industriel, il luttera contre les Chinois dans le domaine économique. Il chassera les Chinois de la Cochinchine. Le danger politique disparaîtra avec le danger économique. La base des réformes c'est donc l'éducation des indigènes.

réformes à apporter au régime du sel et de l'alcool ». L'interprète, traître ou ignorant, a traduit cette phrase en caractères chinois de la façon suivante: « Immédiatement, on constituera des lois changeant tous les impôts, le sel et l'alcool ». Voilà ce qui a été affiché dans tout l'Annam et au Tonkin. Quant à la transcription verbale, la seule répandue, elle a remplacé « changeant » par « supprimant ». D'après cette version, il n'y avait plus d'impôts du tout!...

» On conçoit l'importance d'une pareille erreur dans une matière aussi délicate. Les meneurs ont, paraît-il, merveilleusement exploité cet incident auprès des populations indigènes, assez crédules pour s'imaginer, selon l'expression de M. Ajalbert, qu'on allait, d'une phrase, les débarrasser de la cangue fiscale... N'y avait-il donc pas un seul Français au gouvernement général capable de savoir suffisamment l'annamite pour réviser la traduction des pensées exprimées par le chef de la colonie dans cette proclamation solennelle? » (*Journal officiel*, Chambre, annexes, session ordinaire, 1909, page 2000.)

II. — APPLICATION DU PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ EN
MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT. — NOUVELLE ÉCOLE
PRIMAIRE. — ÉCOLES PROFESSIONNELLES.

Dans le chapitre où nous avons traité de l'enseignement, nous avons montré l'inégalité sociale qui existe entre les enfants indigènes. Sur 300.00 enfants de moins de quinze ans et en âge d'aller à l'école, 43.400 seulement reçoivent l'instruction. Les écoles provinciales, le collège de Mytho, le collège Chasseloup-Laubat de Saïgon, le lycée et l'Ecole de médecine d'Hanoï ne sont accessibles qu'à quelques privilégiés. De très rares Annamites ont pu acquérir en France une instruction occidentale (secondaire ou supérieure), grâce à la fortune de leur famille, tandis que d'autres ne peuvent recevoir aucune instruction, ou se contentent de celle qui est donnée soit dans les écoles locales de la Cochinchine, soit au lycée ou à l'Ecole de médecine d'Hanoï. L'inégalité sociale est ici frappante. Considérons, par exemple, deux enfants annamites habitant un village où il n'y a pas d'école; l'un est de famille riche, l'autre de famille pauvre. Le premier va à l'école provinciale, puis au collège de Mytho et au collège de Saïgon. S'il se contente du diplôme de fin d'études obtenu au collège de Saïgon, il entrera dans l'administration comme secrétaire-interprète et deviendra un grand fonctionnaire indigène. Il pourra même entrer au Conseil colo-

nial. S'il va compléter ses études en France, il pourra obtenir les grades universitaires qui lui permettront de devenir ou avocat, ou médecin, ou professeur, ou ingénieur, ou officier. L'autre restera toujours dans son village, il ne recevra aucune instruction, il aura une éducation déplorable, il deviendra un vagabond; à partir de dix ans, il travaillera pour gagner sa vie ou subvenir aux besoins de sa famille. Cet état de choses est contraire aux principes égalitaires posés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

D'une façon générale, la société ne doit créer d'obstacles au développement moral et intellectuel d'aucun enfant. Toute mesure ou pratique nuisible à ce développement devra être considérée comme injuste et anti-sociale, cela va de soi. Pourtant, la société actuelle élimine d'avance les enfants pauvres, uniquement parce qu'ils sont pauvres. Les écoles locales en Cochinchine ne sont ouvertes en général qu'aux enfants des familles appartenant à la classe dirigeante.

Mais le devoir de la société n'est pas seulement de supprimer les obstacles au libre développement des jeunes intelligences. Elle a des obligations plus positives; elle doit seconder la famille, et même, si c'est nécessaire, protéger l'enfant contre la famille. Faire de l'enfant un homme, c'est sans doute le devoir des parents. Mais, dans le cas où les parents sont ou morts, ou indignes, ou incapables, la société doit intervenir à leur place. Sans aller jusqu'à ces cas extrêmes, si la famille ne peut accomplir qu'une partie de sa tâche, si, par la mo-

dicité de ses ressources, elle ne peut donner à l'enfant que la nourriture et le logement, la société ne doit-elle pas faire le reste et assurer à l'enfant le minimum d'instruction indispensable?

Sans définir, pour le moment, ce minimum de culture humaine, demandons-nous à qui la société doit l'accorder? Quelqu'un oserait-il prétendre que la société a le droit d'accorder ses bienfaits aux uns, de les refuser aux autres?

La société française contemporaine est régie par le principe de l'égalité posée par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Elle ne peut avoir qu'une règle: donner à tous, indistinctement, l'instruction qui leur est due.

L'éducation est une forme de protection sociale. due à quiconque en a besoin. Le droit à l'instruction appartient donc à tous les enfants. La jeune génération tout entière doit être considérée comme une grande famille dont tous les membres ont des droits identiques à l'assistance éducative de la société. Or, aujourd'hui, on remarque qu'en Cochinchine, il existe trois jeunesses:

1° Celle qui est élevée dans les écoles métropolitaines (200 jeunes gens à peu près);

2° Celle qui est élevée dans les écoles de la Cochinchine (50.000 enfants au maximum);

3° Celle qui ne reçoit aucune instruction (250.000 enfants).

Les deux premières catégories comprennent les en-

fants et les jeunes gens dont les parents ont une certaine fortune. Les pauvres sont donc voués à l'ignorance. Ce mécanisme social ne fait que perpétuer d'une génération à l'autre l'inégalité fondée sur la fortune. Nous disons « sur la fortune » et non pas sur le talent, sur la capacité, sur les aptitudes naturelles, le mérite ou la valeur propre des individus. Il n'est pas vrai que la multitude d'enfants annamites condamnés à l'ignorance offre moins d'esprits ouverts, de cerveaux susceptibles d'une culture approfondie, moins d'heureuses prédispositions intellectuelles ou morales à un développement complet qu'il ne s'en trouve chez les enfants de la classe privilégiée.

La vérité, c'est que si 250.000 enfants annamites ne reçoivent aucune instruction, c'est parce qu'ils sont pauvres.

On peut tenter de voir, dans l'affirmation du droit de l'enfant à l'instruction, une sorte de principe moral, humanitaire ou métaphysique. Sans doute, il y a une pensée philosophique dans ce grand prix attaché à la personne humaine. Mais ce droit abstrait de l'individu coïncide singulièrement avec l'intérêt social le plus concret. Proclamer le droit de l'enfant au déploiement complet de toutes ses facultés naturelles, ce n'est pas seulement faire acte de justice envers lui, c'est faire acte de prévoyance envers la société. Le premier de tous les capitaux dont une société dispose, c'est le capital humain. Encore faut-il le faire fructifier. Si elle ne sait pas

le mettre en valeur, si elle laisse en friche des intelligences qu'il suffirait de cultiver, si elle refuse, de parti pris, à un certain nombre de ses enfants, le soin qui les mettrait en état de lui rendre un jour les plus grands services, elle ne peut s'en prendre qu'à elle-même du tort qu'elle se fait. Il importe donc directement à l'intérêt matériel et social d'une nation de poser ce principe de bonne économie politique, qu'elle entend tirer parti de toutes les ressources que la nature lui offre, utiliser tous les individus, selon leurs aptitudes par l'éducation à leur maximum de rendement, considérer tous les êtres humains comme autant de valeurs sociales dont il serait fou de gâcher les cinq sixièmes.

Tout classement arbitraire des enfants en matière d'éducation est aussi absurde au point de vue de l'intérêt social qu'indéfendable au point de vue démocratique. Chaque année, des milliers d'enfants annamites avides de savoir et capables d'un puissant effort sont impitoyablement sacrifiés faute de ressources. Des fils des pauvres, qui deviendraient certainement des hommes de grande valeur, sont condamnés à l'ignorance. C'est là une perte irréparable pour notre pays où nous avons besoin de toutes nos forces pour soutenir la lutte économique contre les Chinois.

C'est sur ces considérations d'intérêt public que se fonde, en regard du droit de l'enfant à être instruit, le droit de la société à l'instruire. Ce droit, qui est en même temps un devoir, est celui de veiller sur chacune des unités vivantes. Certes, la nation ne va pas se subs-

tituer aux parents et leur enlever la fonction que la nature leur assigne. Mais, inversement, elle ne peut pas non plus se désintéresser du sort des enfants et s'en remettre aux parents de ce qu'ils deviendront. La société est une sorte de tribunal d'appel qui intervient, s'il le faut, pour faire respecter dans l'enfant la dignité de la personne humaine. Son rôle, bien loin d'effacer celui de la famille, est de veiller à ce que la famille remplisse le sien. La société doit s'assurer que nul enfant, par sa faute, par la faute de ses auteurs, ou par celle des circonstances, n'échappe à la culture sans laquelle il ne peut devenir un homme, un producteur, un citoyen.

Une fois ce rôle assigné à la société, il reste à savoir ce qu'il faut entendre par ce minimum d'instruction que la société doit à tous. En France, le gouvernement républicain a réussi à établir, aux frais de la nation, une instruction obligatoire comprenant les connaissances « indispensables à tout homme » ; c'est ce qu'on a appelé l'instruction « primaire », la seule qui soit gratuite. Si l'on veut recevoir une éducation plus soignée, il faut payer ; les boursiers sont rares. Mais, ne devrait-on pas instituer — et on pourrait en faire l'essai en Cochinchine — les divers degrés d'enseignement, non plus d'après la fortune des parents, mais d'après l'âge de l'enfant ? Du moment que notre société est régie par les principes égalitaires, il n'est pas possible de concevoir que de jeunes enfants soient répartis dans des classes différentes suivant la fortune des parents. Tous

les enfants, sans exception, devraient passer par les mêmes écoles. Ce qu'on devrait répartir en catégories, ce sont précisément ces écoles; ce ne sont pas les enfants. L'avantage de cette combinaison, c'est que tous les enfants auraient à gravir les mêmes échelons; tous passeraient d'abord par la même école primaire. Sans cesse, ils se coudoieraient et ne sentiraient plus peser sur eux l'inégalité d'autrefois; ce serait comme une initiation des enfants à la vie nationale, comme une première et heureuse minute de rapprochement fraternel, dont l'influence se ferait sentir sur tout le reste de la vie. On n'oublie jamais les souvenirs des années d'enfance passées ensemble sur les mêmes bancs d'école.

A la suite de cet enseignement primaire, on placerait l'enseignement professionnel. Le mot « professionnel » signifiera que cet enseignement forme le jeune homme à une profession quelconque, libérale ou manuelle. Dans notre système, ce mot n'aura donc pas le sens restreint qu'il a ordinairement. Ce qu'il s'agit maintenant de former, ce n'est plus l'homme, c'est le producteur. On n'apprendrait plus pour savoir, on apprendrait un métier manuel, agricole, industriel, commercial ou intellectuel. Ces écoles seraient ouvertes à tous; mais seuls y entreraient ceux qui auraient subi avec succès un concours d'admission.

L'entrée dans ces écoles dépendrait du travail et du mérite, et non pas de la richesse. Les pauvres ne seraient donc pas sacrifiés. La nation crée donc à ses

frais différentes sortes d'établissements d'enseignement professionnel.

Pour des raisons de commodité, nous désignerons sous le nom de « lycées » ceux où l'on apprend un métier intellectuel. Quant aux autres écoles, ce sont les écoles professionnelles. Le lycée serait organisé sur le modèle du lycée métropolitain. Il préparerait des Annamites au baccalauréat, leur donnerait une instruction française suffisamment développée, les rendrait capables de servir d'ignement le Gouvernement français et le peuple protégé. Les Annamites bacheliers seront destinés à remplacer les délégués administratifs indigènes, dont l'éducation rudimentaire ne présente pas des garanties suffisantes pour les administrés. Ils pourront remplacer également le prolétariat administratif français qui est une plaie budgétaire et une plaie politique pour la Cochinchine.

Quant aux écoles professionnelles (au sens strict du mot), elles formeront les ouvriers de la future révolution économique. Leur rôle est de faire la guerre contre les Chinois ou autres étrangers qui exploitent actuellement le peuple annamite.

Voilà donc, à notre avis, l'enseignement que l'on devrait organiser en Cochinchine.

Nous nous sommes préoccupé seulement de l'enseignement primaire et de l'enseignement professionnel, qui ont plutôt un caractère pratique et utilitaire. L'œuvre dont nous avons tracé les grandes lignes ne sera complète que si le Gouvernement veut créer des bour-

ses d'enseignement supérieur qui permettront aux jeunes gens distingués sortis des écoles professionnelles locales de poursuivre leurs études en France. Durant leur séjour à la Métropole, ils apprendront à apprécier la mère patrie, ils acquerront des connaissances d'un ordre plus élevé et plus désintéressé qui leur permettront de se rendre utiles plus tard à leurs compatriotes.

CHAPITRE II

Réformes politiques et administratives

Dans le chapitre où nous avons étudié le pouvoir législatif, nous avons montré que ce pouvoir appartient à l'heure actuelle aux autorités administratives. Un régime pareil ne doit pas être maintenu par le gouvernement républicain qui prétend mettre en pratique la théorie sur la séparation des pouvoirs de Montesquieu. Ce dernier, en effet, a dit : « Lorsque, dans la même personne ou dans le même corps de magistrature, la puissance législative est réunie à la puissance exécutrice, il n'y a point de liberté, parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le même Sénat ne fasse des lois tyranniques pour les exécuter tyranniquement. » (Chapitre 6 du livre XI, *De l'Esprit des Lois*, Montesquieu.)

Donc, il faut enlever le pouvoir de légiférer aux autorités administratives. Mais le Parlement français peut-il s'occuper de la législation de notre colonie?

Nom, c'est impossible, parce que le Parlement n'a pas le temps nécessaire et qu'il n'est pas bien placé pour connaître la mentalité et les besoins du peuple annamite.

Nous proposons la création d'un parlement local. Cette institution est la seule logique. Pour qu'un peuple soit heureux et soumis aux lois, il doit en être l'auteur. Les lois, étant les conditions de l'association civile, appartiennent à ceux qui s'associent pour régler les conditions de la société. La conséquence la plus importante de cette idée, c'est que la volonté générale peut seule diriger les forces de l'Etat, selon la fin de son institution qui est le bien commun. Si les lois faites pour un peuple sont réglées sans son intervention, elles ne seront que funestes et incommodes. Donc, la création d'un parlement cochinchinois s'impose.

Ce parlement, bien entendu, n'usurpera pas tous les pouvoirs de la mère patrie. Celle-ci aura qualité pour régler tout ce qui touche aux rapports de notre colonie avec les Etats étrangers, les traités et conventions diplomatiques, par exemple. Elle seule pourra fixer ou modifier, par une loi organique, le régime constitutionnel. Elle s'occupera de tout le pouvoir extérieur et laissera l'organisation intérieure au parlement local.

Le parlement local aura qualité pour faire les lois qui n'intéressent que notre colonie, par exemple celles relatives aux successions ou à la dévolution des biens. Mais la législation faite par le parlement local ne devra pas être en contradiction avec l'esprit de la lé-

gislation métropolitaine. Ainsi, par exemple, ce parlement ne devra pas établir, en Cochinchine, le droit d'aînesse contraire aux principes républicains. En revanche, la législature locale seule aura le droit d'établir et de voter les impôts et le budget cochinchinois. Elle aura le droit de contrôle sur les actes du gouvernement et de l'administration de la Cochinchine.

Celle-ci aura comme chef un gouverneur, le plus haut fonctionnaire de notre colonie. Il sera nommé par le Président de la République française. Il sera chargé de représenter le Gouvernement métropolitain. Il exercera la plupart des pouvoirs souverains. Il commandera l'armée et la flotte nationales. Il administrera les finances et nommera les fonctionnaires en se conformant aux restrictions constitutionnelles établies.

Le gouverneur de la Cochinchine sera responsable devant le Parlement métropolitain qui administre notre pays par l'intermédiaire du ministre des Colonies. Il sera irresponsable devant le parlement local.

En un mot, comme le Président de la République française, il aura les droits et les prérogatives d'un chef d'Etat constitutionnel.

A côté de lui, il y aurait un « directeur des affaires intérieures », qui jouerait le même rôle que le président du Conseil des ministres en France. La métropole est un grand Etat, c'est pourquoi les affaires d'Etat sont partagées entre plusieurs ministres. La Cochinchine, au contraire, est un petit pays dont la superficie ne dépasse pas le cinquième de celle de la France, et dont

la population est de trois millions d'habitants. Il est inutile de partager les affaires d'Etat entre plusieurs agents ; un seul serait suffisant. Le « directeur des affaires intérieures » serait nommé par le gouvernement de la Cochinchine, révocable par lui et responsable devant le parlement local. Si le parlement n'approuve pas la politique du « directeur des affaires intérieures », ce dernier devra se retirer conformément aux règles admises par le régime parlementaire.

Le parlement comprendrait une chambre unique, en raison des complications énormes pour une jeune nation. Elle se composerait de 10 membres élus au suffrage universel par les Français habitant notre colonie ; de 20 membres élus au suffrage universel par les indigènes, à raison de 1 membre par province ; de 10 membres pris parmi les Annamites les plus distingués, c'est-à-dire parmi ceux qui possèdent les grades universitaires les plus élevés.

Notre parlement comprendrait donc des Français et des indigènes. Il n'est pas admissible, en effet, que le parlement local se compose uniquement de représentants français ou uniquement de représentants indigènes ; mais les Français n'auront que 10 voix, tandis que les indigènes auront 30 voix. Ici nous tenons compte de la proportion qui existe entre la population française et la population indigène. Notre parlement aura en tout 40 membres ; ce chiffre est suffisant pour un petit pays comme la Cochinchine. Si un parlement a trop de membres en effet, il perd son temps en discussions

stériles et oïseuses, les affaires traînent en longueur et la voix d'un homme supérieur, étouffée par l'opposition, parvient difficilement à se faire entendre.

Pour être vraiment indépendants, les députés seront inviolables, comme les députés métropolitains. De plus, il y aura incompatibilité entre le mandat de député et l'exercice des fonctions publiques rétribuées sur les fonds de l'Etat. A cette règle, il n'y aura qu'une exception : seul, le « directeur des affaires intérieures » pourra faire partie du parlement cochinchinois.

On nous dira : « Puisque vous avez dit que le peuple annamite est ignorant, que le suffrage universel accordé à ce peuple ne pourrait pas changer de beaucoup l'état de choses actuel, pourquoi proposez-vous le suffrage universel ? ». Nous répondrons qu'en attendant le jour où notre réforme sociale se réalisera, c'est-à-dire le jour où le niveau intellectuel du peuple annamite sera plus élevé, le Gouvernement peut octroyer à ce peuple le suffrage universel. Certes, dans les premiers temps, le citoyen annamite ne saura pas remplir convenablement son devoir d'électeur ; mais il apprendra son métier petit à petit ; il arrivera bien un jour où il saura remplir sa fonction de citoyen.

Nous prévoyons bien le vice du suffrage universel, puisque nous proposons que le parlement cochinchinois aura dans son sein 10 membres pris parmi les Annamites les plus instruits. Donc si les 20 membres indigènes élus au suffrage universel sont ignorants, les 10

membres pris dans l'élite indigène seront là pour défendre les intérêts des Annamites.

La réforme que nous proposons a de très nombreux avantages :

- 1° Elle met fin à la confusion des pouvoirs ;
- 2° Elle crée un contrôle efficace du gouvernement de la Cochinchine, lequel sera responsable devant le parlement local ;
- 3° Elle permet aux indigènes de participer à la direction des affaires publiques, à l'œuvre législative locale et de consentir librement aux impôts.

La réforme que nous proposons crée une certaine autonomie parlementaire et financière en faveur de notre colonie. Cette autonomie est nécessaire à notre pays, qui se trouve trop loin de la mère patrie, laquelle est dans l'impossibilité de le bien gouverner.

Il ne nous reste maintenant qu'à souhaiter que des hommes politiques annamitophiles donnent naissance à un jeune et vivace parlement cochinchinois.

CONCLUSION

A tous les maux que nous venons de décrire, quel est le remède ? — Appliquer simplement en Cochinchine les principes proclamés par la Révolution française ; établir dans ce pays un régime de concorde et d'égalité, et en particulier ne plus tolérer que des enfants, sous prétexte qu'ils sont pauvres, soient bannis des écoles. Là est au fond le véritable remède. Il faut, au début du xx^e siècle, si tragiquement bouleversé, au moment où se heurtent tant d'ambitions et tant de convoitises, il faut que la mère patrie resserre les liens qui l'unissent à ses enfants. Il faut que la France tout entière dise à l'Annamite : « Nous nous sommes rencontrés sur les champs de bataille ; ensemble nous avons bravé la mort ; aujourd'hui, nous nous comprenons mieux. Méfie-toi des dangereux voisins qui t'excitent contre nous pour t'exploiter. Revenus de nos erreurs passées, nous t'apportons aujourd'hui les bienfaits de la civilisation française. Vivons unis et amis. »

BIBLIOGRAPHIE

A. — Ouvrages consultés

AJALBERT (Jean) : Les Nuages sur l'Indo Chine.
Paris, Louis Michaud, éditeur, 168, boulevard
Saint-Germain.

BONNEFOY-SIBOUR : Le pouvoir législatif aux colonies. Thèse de droit, Montpellier, 1907.

BOYER (Maurice) : Recueil analytique des instructions
contenues dans les circulaires en vigueur en
Cochinchine. Saïgon, Imprimerie Nouvelle,
Albert Portail, 1912.

BRÉCHIGNAC (René) : Les assemblées électives dans
la législation coloniale. Thèse de droit, Lyon,
1907.

BRETON (Maurice) : Le budget général de l'Indo-
Chine. Paris, Thèse de droit, 1907-1908.

CARLOTTI (Antoine-Louis) : De l'application faite en
Cochinchine du principe de la séparation des
autorités administrative et judiciaire. Thèse de
droit, Paris, 1903-1904.

- DISLÈRE : Législation coloniale, édition 1906.
- DOUMER (Paul) : Situation de l'Indo-Chine (1897-1901). Rapport au Conseil supérieur de l'Indo-Chine (session extraordinaire de février 1902). Hanoï, F.-H. Schneider, éditeur, 1902.
- DOAN-VINH-THUAN : L'Indo-Chine autonome et parlementaire. Thèse de droit, Nancy, 1913.
- DUBREUIL (René) : De la condition des Chinois et de leur rôle économique en Indo-Chine. Thèse de droit, Paris, 1910-1911.
- DUMAS (Charles) : Libérez les indigènes ou renoncez aux colonies, 3^e édition. Paris, Eugène Figuière et Cie, éditeurs.
- GIRAULT (Arthur) : Principes de colonisation et de législation coloniale. L. Larose, éditeur, 1895.
- HOANG-CAO-KHAI : En Annam. Edition annamite française. Hanoï, Imprimerie Express, 1910.
- Journal Officiel* : 1906 à 1914.
- Journaux locaux de la Cochinchine.*
- LAFARGUE (Jean-André) : L'immigration chinoise en Indo-Chine. Thèse de droit, Bordeaux, 1909-1910.
- LADESSAN (DE) : L'Indo-Chine française. Paris, Félix Alcan, éditeur, 108, boulevard St-Germain, 1889.
- LOYE (Auguste) : Guide pour la création des syndicats et des caisses de crédit. Saïgon, Imprimerie F. H. Schneider, 1913.
- LURO : Le pays d'Annam. Ernest Leroux, éditeur, 1878.

- MONTESQUIEU : De l'esprit des lois.
- MOSSY (Léon) : Principes de l'administration générale de l'Indo-Chine. Saïgon, Imprimerie de l'Union, 1914.
- ORDONNEAU (André) : Etude sur l'organisation judiciaire de l'Indo-Chine. Thèse de droit, Paris, 1909-1910.
- PIDANCET : Gouvernement de l'Indo-Chine. Thèse de droit, Nancy, 1903-1904.
- POMMIER (René) : Le régime de l'indigénat en Indo-Chine. Thèse de droit, Paris, 1907-1908.
- Rapports au Conseil colonial de Cochinchine* (1913 et 1914).
- ROUSSEAU (J.-J.) : Du contrat social.
- VERNIER DE BYANS (J.) : Condition juridique et politique des indigènes dans les possessions coloniales. Thèse de droit, Toulouse, 1905-1906.

B. — Ouvrages à consulter

- AJALBERT (Jean) : Les destinées de l'Indo-Chine et l'Indo-Chine en péril. Paris, Louis Michaud, éditeur, 168, boulevard St-Germain.
- BAFFELEUF (Antonin) : Impôts en Annam. Thèse de droit, Paris, 1909-1910.
- BEAU (Paul) : Situation de l'Indo-Chine (1902-1907). Saïgon, Imprimerie commerciale; Ardin, éditeur, 1903.

- BUENVENUE (R.) : Régime de la propriété foncière en Annam. Thèse de droit, Rennes, 1910-1911.
- CHALLIEY-BERT : La colonisation de l'Indo-Chine. Armand Colin et Cie, éditeurs.
- CURRY (Louis) : La société annamite. Thèse de droit, Paris, 1910-1911.
- DOAN-VINH-THUAN : La France d'Asie et son avenir. Paris, Augustin Challamel, éditeur, 1909.
- DOUTRE (Ad.) : Politique indigène en Indo-Chine. Paris, Bureaux de la Revue « l'Action coloniale ».
- FERRY (René) : Régime douanier en Indo-Chine. Thèse de droit, Paris, 1911-1912.
- FRANCIS : De la colonisation de la Cochinchine. Paris, Challamel aîné, éditeur.
- HAILLY (DU) : La France en Cochinchine. Paris, Challamel aîné, éditeur.
- HARMAND : L'Indo-Chine française. Paris, Imprimerie C. Pariset, 1887.
- LAFFITE : La vérité sur le Tonkin, l'Annam, le Cambodge et la Cochinchine. Paris, Challamel et Cie, éditeurs, 1888.
- POUVOURVILLE (Albert DE) : Etudes coloniales. Paris, Albert Savine, éditeur, 12, rue des Pyramides, 1894.
- SCHREINER (Alfred) : Les institutions annamites en Basse-Cochinchine avant la conquête française. Saïgon, Claude et Cie, éditeurs, 1900.

SCHREINER (Alfred) : Propriété foncière en Cochinchine. Saïgon, Imprimerie commerciale L. Ménard, 1902.

VIENTOT (Henri) : Monopole des alcools en Cochinchine. Saïgon, imprimerie C. Guillard et Martignon, 1883.

Vu, le Doyen de la Faculté,
Montpellier, le 29 novembre 1915.
BRÉMOND.

Vu, le Président de la Thèse,
Montpellier, le 27 novembre 1915.
M. MOYE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 29 novembre 1915.

Le Recteur,
Ant. BENOIST.

Table des Matières

	Pages
INTRODUCTION	VII

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA COCHINCHINE

CHAPITRE PREMIER. — RÉGIME LÉGISLATIF COLONIAL	11
---	----

Art. 27 de la Constitution impériale du 14 janvier 1852. — Art. 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854. — Silence de la Constitution de 1875 sur le pouvoir législatif des colonies. — Le régime de fait qui s'établit après 1870. — Valeur constitutionnelle du sénatus-consulte du 3 mai 1854. — Opinions de MM. Isaac, Duchêne, Bonnefoy-Sibour. — Le régime des décrets. — Critiques dont il est l'objet.

CHAPITRE II. — CONTROLE DU GOUVERNEMENT DE LA COCHINCHINE	18
--	----

	Pages
CHAPITRE III. — REPRÉSENTATION INDIGÈNE.....	21
I. Le Conseil du gouvernement de l'Indo-Chine.	
— Exclusion des représentants des indigènes..	21
II. Le Conseil colonial. — Sa composition.....	24
III. Les Conseils provinciaux.....	28
CHAPITRE IV. — ADMINISTRATION INDIGÈNE.....	31
I. Délégués administratifs indigènes. — Leur recrutement. — Leurs attributions. — Inconvénients du système actuel.....	31
II. Chefs et sous-chefs de canton. — Leur mode de nomination.....	33
III. Magistrats municipaux.....	36
A. Conseil des notables.....	36
B. Fonctions et responsabilité des notables. — Leurs rapports avec différents services..	37
C. Pouvoirs disciplinaires du Conseil des notables et de ses membres. — Suspension et révocation des notables.....	42
D. Critique du régime municipal annamite..	44
CHAPITRE V. — ORGANISATION JUDICIAIRE.....	51
I. Tribunaux.....	51
Justice de paix à compétence étendue. — Tribunaux de 1 ^{re} instance. — Cour d'appel. — Cours criminelles. — Critique des justices de paix à compétence étendue.	
II. Magistrature.....	55
Article premier du décret du 1 ^{er} décembre 1858. — Les magistrats coloniaux sont placés sous l'autorité du ministre des Colonies. — Leur avancement. — Ils ne sont pas inamovibles. — Critique : Pas de garanties pour les justiciables.	

	Pages
CHAPITRE VI. — BUDGETS ET IMPÔTS.....	59
I. Organisation financière.....	59
Budget général de l'Indo-Chine. — Budgets lo-	
caux des pays de l'Union indo-chinoise. —	
Budgets provinciaux. — Budgets communaux.	
II. Attributions du Conseil privé et du Conseil du	
contentieux administratif en matière d'impôts..	62
III. Des recettes.....	64
IV. Des dépenses.....	68
V. Des charges qui pèsent sur l'indigène.....	77
A. Impôts indirects.....	77
B. Impôts directs. — Impôts personnels. —	
Prestations.....	79

DEUXIÈME PARTIE

SITUATION POLITIQUE ET SOCIALE DE LA COCHINCHINE FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER. — ETAT SOCIAL DU PEUPLE	
ANNAMITE.....	85
I. Le peuple annamite.....	85
II. Les interprètes indigènes.....	87
III. L'élite indigène.....	89
CHAPITRE II. — L'ENSEIGNEMENT EN COCHINCHINE.	97
Son organisation. — Ecoles communales. — Ecoles	
cantonales. — Ecoles provinciales. — Collège	
de Mytho et collège Chasseloup-Laubat de	

Saïgon. — Ecole normale de Giadinh. — Université indo-chinoise fondée par M. le Gouverneur Paul Beau. — Ecole de médecine d'Hanoï. — Lycée d'Hanoï. — Ecole française d'Extrême-Orient.

CHAPITRE III. — SITUATION POLITIQUE.....	113
I. Affaire Gilbert-Chiêu.....	113
II. Complot de Saïgon-Cholon.....	120
CHAPITRE IV. — QUESTION CHINOISE.....	128
I. Danger politique.....	128
II. Danger économique.....	130
III. Remèdes contre l'invasion chinoise.....	141

TROISIÈME PARTIE

RÉFORMES

CHAPITRE PREMIER. — RÉFORMES SOCIALES...	145
I. L'enseignement, base de toutes les réformes...	145
II Application du principe de l'égalité en matière d'enseignement.....	149
Organisation de l'enseignement primaire et de l'enseignement professionnel. — Bourses d'enseignement supérieur.	
CHAPITRE II. — RÉFORMES POLITIQUES.....	158
Parlement local. — Suffrage universel accordé au peuple annamite. — Inconvénients de ce système électoral. — Remèdes.	
CONCLUSION.....	165
BIBLIOGRAPHIE.....	167

